

Numéro spécial
1^{er} trimestre 1974 - N° 563

LA VÉRITÉ



organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale)

**Répression
et oppositions
en U. R. S. S.
et en Europe de l'Est**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste
adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F - Perpétuel : 250 F.

Pli clos : ajouter 2,50 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : Demander à
l'administration.

Le directeur de la publication : P. LAMBERT

Imprimerie CAVILLON - Clichy-sous-Bois

PRÉSENTATION

Ce numéro spécial de *La Vérité* est consacré à divers aspects de la répression en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, à divers aspects de la lutte contre la bureaucratie dans ces pays, enfin, dans la tribune libre internationale qui le conclut, à diverses réflexions et recherches de militants engagés dans la lutte contre la bureaucratie stalinienne.

Comme l'écrit la résolution politique du 19^e congrès de l'O.C.I. :

« Contrainte de soutenir inconditionnellement la bourgeoisie, et principalement l'impérialisme américain, contre la révolution prolétarienne menaçante, de s'appuyer sur lui contre la révolution politique montante à l'Est de l'Europe, en U.R.S.S., la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont l'agent de la contre-révolution qui menace les rapports sociaux de production,

les conquêtes prolétariennes, qui résultent de la révolution d'Octobre 1917. Toute la politique des bureaucraties parasitaires mine au profit de l'impérialisme les conquêtes d'Octobre. Les accords entre Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, entrebâillent la porte à la pénétration capitaliste (marchandises et capitaux) en Europe de l'Est. Les bureaucraties des autres pays d'Europe de l'Est veulent nouer avec l'Allemagne de l'Ouest, l'Europe capitaliste, des rapports semblables, et pour leur propre compte. Les gigantesques prêts que sollicitent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties d'Europe de l'Est, des pays capitalistes d'Europe, du Japon, et des U. S. A., hypothéqueraient l'économie planifiée et ne peuvent être consentis qu'en contrepartie de concessions politiques et économiques qui ouvriraient toute grande la porte à la pénétration capitaliste. D'ores et

déjà, l'U.R.S.S., les pays de l'Est, ont contracté pour plusieurs milliards de dollars d'emprunts auprès des pays capitalistes européens, du Japon.

« Dans les quelques années à venir, c'est 13 à 15 milliards de dollars d'emprunts que l'U.R.S.S. devrait contracter, si ceux-ci y consentent, auprès des U.S.A. D'ores et déjà, les bureaucraties de l'Europe de l'Est, pour s'insérer dans le marché mondial, sur la base de la concurrence de plus en plus exacerbée, tentent de rentabiliser la production, de développer les productions qu'elles peuvent écouler sur le marché mondial, de sacrifier les activités économiques nécessaires sur le plan social, mais non rentables sur le plan économique, d'introduire la concurrence, de faire jouer les lois du marché, d'imposer la mobilité de la main-d'œuvre, d'en finir avec le droit au travail conquis par la classe ouvrière, de diminuer la consommation des masses par le jeu de la hausse des prix. Les bureaucraties parasitaires utilisent l'arsenal des moyens économiques et politiques pour combattre leurs prolétariats qui menacent leurs privilèges et leur existence. Elles ne peuvent le faire qu'au profit de l'impérialisme, et en se faisant ses agents en U.R.S.S., à l'Est de l'Europe, comme dans le monde, et d'abord et avant tout de l'impérialisme américain ; du même coup, la pression de celui-ci sur l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est, s'accroît. Les bureaucraties parasitaires, celle de l'U.R.S.S. en premier, mettent en cause directement les conquêtes d'Octobre 17. »

Ces conditions objectives préparent inéluctablement, un peu plus tôt ou un peu plus tard, le prolétariat de

l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe à passer du stade actuel d'une défense passive, mais inébranlable, des conquêtes de la révolution d'Octobre (et de leur écho dans les autres pays « socialistes ») à une lutte active contre la bureaucratie, à la lutte pour son renversement, pour cette révolution politique qui instaurera la démocratie socialiste. C'est cette base volcanique qui stimule l'Opposition, dans ses divers courants, dans la lutte pour les libertés démocratiques, dans la préparation du passage à un stade supérieur de sa lutte.

En U. R. S. S., la *Chronique des événements actuels*, fondée en 1968 sous l'inspiration d'Alexis Kosterine et de Pierre Grigorenko, y a pris une place centrale parce qu'elle donne des informations véridiques, non seulement sur la répression, mais également sur les documents politiques qui circulent dans le *Samizdat*, les tendances qui s'y expriment et leur évolution. Il semblait que son dernier numéro dût être le n° 28, paru à l'automne de 1972, après le procès Iakir-Krassine. Déjà, les bons apôtres de la presse bourgeoise s'étaient empressés de l'enterrer, en versant un pleur.

Et voilà que, au début de mai de cette année, trois numéros de la *Chronique* étaient mis en circulation simultanément. Et dans une déclaration remise aux correspondants de presse étrangers à Moscou, trois des fondateurs du *Groupe d'action pour les droits de l'homme*, Tatyana Khodorovitch, Sergei Kovalév et Tatyana Velikanova, déclaraient notamment :

« Nous considérons que c'est notre devoir de faciliter au maximum la diffusion de la *Chronique*. Nous

sommes convaincus qu'il est nécessaire de rendre disponibles ces informations véridiques concernant les atteintes aux droits fondamentaux de l'homme, commises en Union soviétique. »

Le numéro 29 couvrait les événements de novembre-décembre 1972. Les éditeurs de la *Chronique*, qui restent anonymes, avaient inséré dans ce numéro 29 la préface suivante :

« Aux lecteurs de la *Chronique des événements actuels* :

Le matériel contenu dans ce numéro est vieux de plus d'un an — cela a naturellement affecté son choix et son caractère incomplet. La publication de la *Chronique* avait été suspendue parce que le K.G.B. avait multiplié les menaces sans équivoque de répliquer à la parution de chacun de ses numéros par de nouvelles arrestations — des arrestations de personnes soupçonnées par le K.G.B. de publier ou de faire circuler le nouveau numéro ou les précédents (« l'affaire n° 24 »). Il n'est pas nécessaire d'expliquer devant quel dilemme moral se trouvent des individus qui doivent prendre une décision de nature à affecter d'autres personnes aussi bien qu'eux-mêmes. Mais continuer à garder le silence, ce serait soutenir, fût-ce de façon indirecte, une tactique consistant à prendre des otages, une tactique qui est incompatible avec la loi, la moralité et la dignité humaine. C'est pourquoi la *Chronique des événements actuels* reprend sa parution, préservant non seulement l'essence, mais aussi la forme des précédents numéros. »

Effectivement, après le n° 30, daté du 31 juillet 1973 et le n° 31 daté du 31 décembre 1973, le n° 32, daté

du 17 mai 1974, a été mis en circulation à Moscou. Ce numéro, qui est paru au trentième anniversaire de la déportation des Tatars de Crimée, est consacré exclusivement à vingt-six documents relatifs au mouvement de ce peuple pour son retour dans sa patrie, la Crimée : rapports sur les procès de Dzheppar Akimov et Reshat Djemilev, informations, appels, etc. Un hommage est rendu particulièrement au défunt Ilya Gabai et à Pierre Grigorenko pour leurs efforts en faveur des Tatars de Crimée.

En Yougoslavie, depuis six ans déjà, avec, d'ailleurs un stade préparatoire plus long encore, est engagée une autre lutte, celle pour le maintien dans leur chaire de huit professeurs marxistes de la faculté de Philosophie de Belgrade. Quel est l'historique, quels sont le contenu et la portée de cette lutte, qui tend à poser elle aussi tous les problèmes de la révolution politique — on le verra à la lecture des divers documents que nous publions.

La base sur laquelle Jiri Pelikan, représentant dans l'émigration de l'Opposition socialiste en Tchécoslovaquie, propose une discussion internationale sur les problèmes de la lutte contre le stalinisme, enfin les thèses du professeur hongrois Istvan Varga, témoignent des développements très divers des courants oppositionnels à la bureaucratie, dans les conditions très diverses de leur formation et de leur maturation. Ils témoignent en même temps de l'urgence de cette discussion internationale que préconise elle-même l'O.C.I., et à laquelle elle ouvre les colonnes de son organe théorique, se réservant d'y contribuer à son tour.

LA BUREAUCRATIE, L'ACADEMICIEN ET L'IMPERIALISME

A propos d'un éditorial de «Kommunist»

par E. Boivin

Du jour de sa victoire politique sur la classe ouvrière russe, victoire remportée à partir de 1921-23, la bureaucratie soviétique a accompli un nombre impressionnant de zigzags dans l'utilisation — à son profit — de l'énorme acquis que représentent l'économie planifiée et le monopole du commerce extérieur. Rappeler tous ces zigzags serait retracer l'histoire même de l'U.R.S.S. Ce ne sera pas notre propos.

Contentons-nous cependant d'en citer quelques-uns, car le mouvement ouvrier international ne doit pas oublier les crimes par lesquels la bureaucratie a établi son hégémonie politique sur la classe ouvrière de l'U.R.S.S. dépossédée par elle de sa victoire.

- Collectivisation forcée de l'agriculture ; adoption tardive de la politique d'industrialisation préconisée par l'Opposition de gauche (premier plan quinquennal).

- Revirement stalinien dans la question chinoise.

- Politique criminelle « *ultra-gauche* » en Allemagne permettant l'arrivée d'Hitler au pouvoir (social-démocratie = fascisme).

- Pratique du Front populaire en Espagne et en France (collaboration de classes).

Cette longue démarche sans principe illustre mieux que toute autre démonstration le caractère de caste et non de classe de la bureaucratie soviétique.

Sans base véritable en U.R.S.S., issue d'une anomalie de l'histoire (développement discontinu de la révolution socialiste mondiale), placée en dehors des rapports de production bourgeois régnant sur notre planète, mais subordonnée à ces rapports, cette énorme couche parasitaire ne doit sa survie — historiquement momentanée — qu'à ce balancement continu, à cette valse hésitation, entre ses origines et la pression du capitalisme mondial. Cependant chaque tournant pris par la bureaucratie éloigne un peu plus l'U.R.S.S. des conquêtes d'Octobre et tend de plus en plus à mettre son

économie sous le contrôle de l'impérialisme.

S'il en était autrement, nous assisterions à de tout autres phénomènes que ceux que nous avons sous nos yeux. Nous verrions l'U.R.S.S. abandonner la pratique du socialisme dans un seul pays et soutenir les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous verrions la démocratie soviétique s'épanouir en rétablissant les soviets et les syndicats dans leur mission. Nous verrions enfin la réduction rapide de l'éventail des salaires et la suppression de tous les avantages matériels particuliers et de tous les honneurs.

L'U.R.S.S. à la croisée des chemins

Aujourd'hui, ce long cheminement zigzagant des dirigeants du Kremlin a rapproché à ce point l'économie de l'U.R.S.S. de la possibilité concrète de son intégration dans le marché mondial capitaliste que l'écran que constituent l'économie planifiée et le monopole du commerce extérieur, interposé entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, menace de craquer. Ce processus est même déjà entamé à la périphérie du système bureaucratique, c'est-à-dire dans les pays de démocratie populaire.

L'U.R.S.S. est donc véritablement à la croisée des chemins, et les contradictions dans lesquelles se trouve la société soviétique portent les tensions sociales intérieures au paroxysme :

1° Une économie continuant à se développer tant bien que mal, mais vieillie prématurément par l'encrassement bureaucratique ;

une agriculture en retard sur les besoins du peuple soviétique ;

une industrie incapable de passer

de la production quantitative à la production qualitative malgré toutes les tentatives de réorganisation de sa gestion (sovnarkhoz hier, unions industrielles aujourd'hui) ;

bref, un ensemble requérant une aide urgente et sur une grande échelle des pays capitalistes sur les plans financier et technique.

2° Une classe ouvrière jeune, instruite, qualifiée, mais traumatisée par plus de trois décennies de terreur stalinienne, hostile à la productivité dont les fruits lui sont refusés, haïssant les bureaucrates et s'opposant par l'inertie à toutes leurs tentatives d'arracher un accroissement du rendement indispensable pour suppléer aux méfaits de leur gestion.

3° Une paysannerie sortant seulement de l'état de demi-servage dans lequel l'avait confinée l'ère stalinienne, et avide de profiter des avantages que le pouvoir a été contraint de lui concéder pour assurer les besoins croissants des villes et de l'industrie en produits agricoles : suppression des livraisons en nature, augmentation du prix des produits agricoles, jusqu'alors plutôt symboliques.

4° Une bureaucratie pléthorique, soucieuse avant tout d'accroître et de légitimer ses propres privilèges, différenciée en couches très hiérarchisées : politiques, gestionnaires, industrielles, agricoles, syndicales, artistiques, culturelles, militaires, scientifiques. Ces différents clans se marquent sans cesse les uns des autres, se jaloussent dans l'accès aux privilèges, et ne se retrouvent unis que devant la crainte de voir les travailleurs s'engouffrer dans un processus d'organisation autonome.

Et c'est pour cela que, dans cette situation sociale toujours précaire, leur rempart reste et restera jusqu'à leur éviction de l'arène de l'histoire leur appareil politique d'oppression des masses, le Parti communiste.

Vers un super-Yalta ?

C'est dans ce moment crucial du destin de l'U.R.S.S. que se situe aujourd'hui la politique impulsée par Brejnev :

A l'extérieur, destruction des dernières séquelles de la guerre froide, large détente internationale, développement à grande échelle des échanges commerciaux avec les pays capitalistes.

A l'intérieur, priorité donnée à la réorganisation de l'économie par l'introduction de normes de travail et de gestion bien connues des ouvriers du monde entier : rentabilité des entreprises, rationalisation, élévation de la productivité, et ce, après cinquante ans de régime soviétique ! Il est vrai que des tentatives semblables ont été faites dans le passé ; mais cette fois-ci, il s'agit de tout autre chose : la bureaucratie soviétique est véritablement arrivée à un point de non-retour dans sa politique de concessions à l'impérialisme, et maintenant c'est son sort qu'elle joue, ainsi que celui de l'U.R.S.S. tout entière. Alors c'est à Brejnev, arbitre suprême de sa caste, que ses pairs ont confié la mission périlleuse d'assurer la survie de la bureaucratie par une double opération contrôlée :

sur l'arène mondiale, mise en pratique d'une collaboration étroite avec l'impérialisme pour maintenir le *statu quo* international contre tout « *déborderement* » révolutionnaire ;

en U.R.S.S. même, resserrement de l'appareil coercitif en vue de contraindre l'ouvrier soviétique à accepter les sacrifices nécessités par la réorganisation de l'économie dans le but de la rendre compétitive (accélération des cadences, révision des barèmes, des primes de rendement, etc.). Mais aussi intimidation à l'égard de certaines couches de la bureaucratie et de l'intelligentsia (action contre les oppositionnels) dont les vues sur la coexistence pacifique avec l'impérialisme sont plus « *auda-*

cieuses » que celles des dirigeants du Kremlin, comme nous allons essayer de le montrer.

Les vues planétaires de l'académicien

En 1968 a circulé en U.R.S.S., sous le manteau, un opuscule dû à l'académicien Sakharov et intitulé *La Liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la Coexistence*.

Dans ce document, l'académicien Sakharov, un des artisans de la bombe H soviétique et futur cofondateur du Comité pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. (novembre 1970), au renom prestigieux dans les milieux de l'intelligentsia, développe des opinions qu'il n'est pas le seul à entretenir, mais qui sont partagées en réalité par de larges fractions de la jeune élite technocratique et scientifique de la bureaucratie.

Que dit-il ?

Tout d'abord que, face au danger d'une guerre mondiale thermonucléaire, « *toute intervention de nature à renforcer les divisions de l'humanité, toute proclamation d'incompatibilité entre les idéologies et les nations constitue une aberration et un crime* ».

Foin des théories désuètes de la division de la société en classes : « *Le genre humain ne peut progresser d'une manière harmonieuse, sans à-coups, que s'il se considère comme une unité au point de vue démographique, comme une seule famille ne connaissant d'autres divisions entre nations que les divisions liées à l'histoire et aux traditions* ».

Et, en « *scientifique éclairé* », Sakharov se plaît à donner une assise sociologique à la thèse de la coexistence pacifique prônée par le Kremlin, en proclamant que « *le capitalisme comme le socialisme sont capables de développements à long*

terme en s'empruntant mutuellement des éléments positifs, et à condition de se rapprocher l'un de l'autre sur un certain nombre de problèmes essentiels ».

Et tout cela est réalisable bien sûr, car « le développement social, tant en Union soviétique qu'aux Etats-Unis, évolue maintenant vers une complexité croissante des structures et du mode de gestion des entreprises, d'où l'apparition d'une catégorie spécifique, les managers, GROUPE DONT LES CARACTERISTIQUES SOCIALES VARIENT PEU D'UN PAYS A L'AUTRE ».

Sakharov pourrait ainsi parodier Marx, et s'écrier : « Bureaucrates et technocrates de tous les pays, unissez-vous !... Et sauvez l'humanité !

D'ailleurs Sakharov ne s'oppose en aucune façon au maintien des privilèges dans la société soviétique. Il dit : « Je tiens à préciser que je ne suis nullement l'adversaire du principe socialiste selon lequel la rémunération du travail est calculée d'après le volume et la qualité de celui-ci. Que des salaires relativement élevés soient versés aux administrateurs les plus compétents, aux ouvriers, professeurs, médecins hautement qualifiés, aux spécialistes de la science, de la culture et des arts... »

Passant sous silence l'effort créateur quotidien des masses soviétiques, il estime que « le temps perdu par un cadre supérieur représente une perte sensible pour l'économie, de même que le temps perdu par un grand peintre amoindrit le patrimoine artistique de la société ».

Les dirigeants du Kremlin ne disent pas autre chose, et nous savons parfaitement quelle pratique scandaleuse se cache derrière ces belles déclarations.

La réorganisation de l'économie envisagée par la bureaucratie et à laquelle nous avons fait allusion plus haut trouve également grâce à ses yeux. Il considère que « l'entrée en

vigueur progressive de la réforme économique en cours et l'importance croissante accordée aux facteurs du marché... contribueront à éliminer toutes les imperfections de notre modèle actuel de répartition des produits ».

Et c'est dans une belle envolée lyrique que notre moraliste conclut : « Le monde capitaliste n'a pu empêcher le socialisme de naître. Mais aujourd'hui, le monde socialiste ne doit plus chercher à détruire par la force ce dont il est issu. Dans les conditions présentes, ce serait conduire l'humanité au suicide. Par son exemple et par d'autres formes de pressions indirectes (!), le monde socialiste se doit d'engager le monde capitaliste sur la voie du développement moral, avant de fusionner avec lui ».

Plaidoyer et non réquisitoire

Il est sûr que les dirigeants du Kremlin responsables des intérêts de la caste bureaucratique tout entière ne peuvent pas aller si loin sans se mettre en danger d'autodestruction. Mais il est sûr également que tous ces problèmes sont débattus dans de larges cercles de responsables, et qu'aucune « hérésie » n'est écartée a priori dans les discussions. Nous en trouvons la preuve dans les mises en garde répétées qui sont apparues ces derniers mois dans la presse soviétique, en particulier dans la Pravda et dans la revue du comité central du P.C.U.S. : le *Kommunist*.

Dans le numéro de septembre dernier de celui-ci, un long éditorial de 23 pages ayant pour titre *Les relations internationales et la lutte idéologique* s'en prend apparemment à Sakharov, mais dialogue en réalité avec cette fraction de la bureaucratie qui épouse en totalité ou en partie les thèses de l'académicien,

et pour le moins les discute. Le lecteur trouvera ci-après la traduction des paragraphes de cet éditorial où l'auteur s'en prend directement à Sakharov, avec violence quant à la forme, et en recourant à la manipulation et à la falsification habituelles des textes de sa victime.

Mais il est significatif que ce réquisitoire ne représente que le sixième de la longueur de l'article ; les cinq autres sixièmes sont consacrés à un long plaidoyer en faveur de la politique de *statu quo* international de Brejnev.

Le fond de l'argumentation officielle est le suivant. L'U.R.S.S. a un intérêt urgent à la détente internationale et à des échanges commerciaux à grande échelle avec l'impérialisme. Elle doit s'engager résolument dans cette voie. Mais la mise en pratique d'une telle politique doit se faire dans l'ordre et la cohésion autour du Parti communiste, seul rassembleur de toutes les couches de la bureaucratie et détenteur de tous les pouvoirs coercitifs.

L'élite technocratique et l'intelligentsia ne doivent pas essayer de se libérer de cette tutelle comme elles tentent de le faire, et comme leur conseillent les Sakharov et Compagnie.

Pas de cheval de Troie dans nos rangs, clame le Kremlin. Mais ce cheval de Troie est depuis longtemps en place, et c'est la bureaucratie elle-même qui l'a fabriqué de toutes pièces sur la base de ses privilèges et de sa mentalité petite-bourgeoise !

Tout est donc idéologiquement prêt pour permettre à l'impérialisme de passer à l'action et de reconquérir l'U.R.S.S. pour son marché mondial et pour l'élargissement de son approvisionnement en matières premières. La « *décomposition de l'intérieur* » que redoute *Kommunist* est suffisamment avancée, et c'est la caste dirigeante elle-même qui s'y est employée.

Un seul obstacle, un petit grain

de sable dans le mécanisme, que Sakharov ignore et que la bureaucratie méprise : la classe ouvrière mondiale, qui, dans sa maturation révolutionnaire, accélérée par la crise du capitalisme, rendra vaine cette menace et mettra fin à la coexistence pacifique et à la politique criminelle du Kremlin qui aura mis l'U.R.S.S. au bord de l'abîme.

Un savant bien intentionné

Il est indéniable qu'en dehors même de ses capacités scientifiques exceptionnelles, l'académicien Sakharov a fait preuve, depuis de nombreuses années, de qualités humaines non moins exceptionnelles de courage et de désintéressement. Il n'en reste pas moins que, politiquement, il exprime des opinions manifestement réactionnaires à l'égard du socialisme, comme nous venons de le voir.

Mais d'où lui viennent donc ces idées ? Pas du ciel, évidemment. N'a-t-il pas été élevé dans le sérail, sa pensée n'a-t-elle pas été nourrie dès son adolescence par le milieu dirigeant lui-même, par l'« *élite* » dans laquelle ces idées sont largement débattues ? Il n'a donc le tort, aux yeux de la bureaucratie, que de pousser les idées mêmes de celle-ci à leur ultime conséquence. Il crie à l'oligarchie soviétique : soyez logiques, mettez vos actes en accord avec vos pensées. Par votre fonction sociale, vos conceptions, votre genre de vie, vous ne différez pas fondamentalement de vos homologues, les « *managers* » du capitalisme. Mettez de côté les vieux accessoires idéologiques de l'histoire : la lutte des classes, l'exploitation capitaliste, les notions de propriété privée ou collective, et entendez-vous avec eux, car « *en dehors d'une coexistence et d'une collaboration*

toujours accrues entre les deux systèmes et les deux super-grands, il n'est d'autre voie que celle de l'anéantissement du genre humain ».

Sakharov vient ainsi greffer la méthode scientifique, qu'il a utilisée avec tant de succès dans ses travaux de savant, sur l'idéologie dominante du Kremlin. Il oublie que la bureaucratie est obligée de camoufler sans cesse ses propres origines révolutionnaires et sa situation de caste parasitaire aux yeux du peuple soviétique et du mouvement ouvrier mondial, et que le mensonge, la dissimulation, la falsification, sont ses seules armes « idéologiques ». Car la mise à nu de ses vues réelles comme l'étalage public de ses privilèges ne peuvent que lui être fatals.

Problème n° 1 :

lutte pour les libertés démocratiques

C'est pourquoi le Kremlin passe sous silence, dans l'article du *Kommunist* en question, cet aspect essentiel de l'action de Sakharov : la lutte pour les libertés démocratiques.

C'est pour la même raison que

nous défendons inconditionnellement l'académicien dans cette lutte, quelles que soient par ailleurs nos divergences fondamentales avec lui. Même si elles doivent être sérieusement complétées, nous faisons nôtres ses déclarations en faveur de la liberté intellectuelle, de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., etc.

Nous le soutenons quand il demande que « *la dénonciation des crimes de Staline soit menée jusqu'au bout, jusqu'à ce que toute la lumière soit faite, et non pas limitée à des demi-vérités mesurées à l'aune d'intérêts de caste* », que « *toutes les lois inconstitutionnelles et décrets attendant aux droits de l'homme soient abrogés* ».

Nous sommes avec lui lorsqu'il demande qu'« *une loi sur la presse et l'information soit élaborée et discutée largement avant adoption* ». Elle aura pour but, « *non seulement de liquider le règne d'une censure arbitraire, mais aussi de favoriser l'auto-éducation, la discussion libre et la recherche de la vérité* », car la vérité est révolutionnaire. Et c'est pourquoi la bureaucratie ne peut la supporter. Mais elle lui sera imposée dans des délais historiquement courts par l'action révolutionnaire des masses soviétiques.

EXTRAIT DE L'EDITORIAL DE «KOMMOUNIST»

(SEPTEMBRE 1973)

Dans notre pays s'est formée et renforcée l'indéfectible unité politique et idéologique du peuple autour du Parti communiste.

C'est, visiblement, ce qui inquiète le plus les propagandistes bourgeois. Ils sont prêts à utiliser et à inventer n'importe quoi pour mettre en doute l'unité morale et politique de la société soviétique. C'est précisément dans ce but que, ces derniers temps, les propagandistes bourgeois s'emploient à faire mousser de toutes les façons le verbiage de l'académicien A. D. Sakharov. Bien que ce dernier ne représente absolument pas l'opinion publique soviétique, on tente en Occident de donner un poids particulier à ses déclarations politiques. La presse bourgeoise s'est empressée de lui attribuer le rôle de porte-parole d'une certaine «*opposition*» au régime socialiste, à la politique extérieure de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, et de répandre l'idée de «*buts secrets*» de la politique extérieure soviétique. De toute évidence échoit à Sakharov le rôle d'amorce dans le mécanisme explosif que les ennemis de la paix voudraient déposer sous les fondements de la détente. Dans les déclarations de Sakharov, il n'est pas un seul point qui parte du terrain réel du développement social de notre pays, ou qui soit le fruit de la réflexion analytique originale du savant. C'est un fatras éclectique de lieux communs «*importés*», usés jusqu'à la corde dans les exercices de propagande antisoviétique. Leur noyau est la fameuse théorie de la «*convergence*», le nouveau refrain des idéologues bourgeois comme R. Aron, P. Sorokine et Cie.

Dans sa brochure éditée à l'étranger *La Liberté intellectuelle et la Coexistence*, Sakharov déclare sans équivoque que «*l'intensification de la lutte de classes sous le capitalisme est un mythe*», et que le processus de rapprochement des deux systèmes est inévitable. «*Le monde capitaliste, écrit-il, n'a pas pu ne pas engendrer le monde socialiste ; mais le monde socialiste ne doit pas détruire par la violence armée la base qui lui a donné naissance... Le socialisme doit manifester sa reconnaissance par son exemple... et se fondre avec cette base.*» Ainsi, il est carrément recommandé au socialisme de dire merci au capitalisme ! Mais de quoi la classe ouvrière doit-elle lui être reconnaissante ? Sans doute, de sa violence et de sa cruauté, du pillage colonial, de la guerre, du joug social, et du mépris de la dignité humaine ?

Mettant sur le même plan le monde capitaliste où, dans le domaine politique, économique, culturel règnent en maîtres une poignée de millionnaires et de milliardaires et le monde socialiste où toutes les richesses et tout le pouvoir appartiennent aux travailleurs, Sakharov, pour les besoins de la théorie de la «*convergence*», affirme que «*le développement de la société contemporaine suit en U.R.S.S. et aux U.S.A. la même loi de complexité croissante des structures*». Il ne s'intéresse pas à la lutte de classes exacerbée qui se mène dans les pays capitalistes. Faisant la courbette devant le capitalisme, il fait passer les vices organiques de celui-ci pour des erreurs de certains de ses dirigeants. Ignorant les lois réelles du développement social, les contradictions du monde capitaliste,

l'antagonisme des systèmes mondiaux, Sakharov tente de convaincre que « *la convergence conduit à une atténuation des différences de structures sociales* » ; ce nouveau partisan de la « *convergence* » y voit la panacée de tous les maux dont souffrent les peuples. En même temps, son appréciation du développement économique des grandes puissances capitalistes est notoirement surévaluée, tandis qu'il noircit tant qu'il le peut la réalité soviétique.

S'appuyant sur la théorie de la « *convergence* », Sakharov voudrait « *redresser* », « *soigner* » la société socialiste à l'aide de médicaments capitalistes connus depuis longtemps, avant tout à l'aide de l'« *initiative privée* » et de la « *liberté d'entreprise* ». Il commence par proposer de permettre l'emploi de salariés dans l'agriculture et autres « *mesures* » susceptibles, si elles étaient appliquées, de replacer peu à peu la paysannerie sous le joug des koulaks, et conseille ensuite d'« *élargir les possibilités de l'initiative privée* » à d'autres domaines : santé, éducation, presse, culture, etc. C'est au fond ce que proposait l'anticommuniste Z. Bjezinski, qui exprimait dans la revue *Newsweek* le « *modeste* » désir qu'en Union soviétique, à côté de l'économie socialiste, trouve également sa place le capitalisme, l'entreprise privée, ce qui conduirait finalement à une « *réforme radicale* » du système socialiste.

Sakharov tente de mettre en doute la nécessité du rôle dirigeant dans la société soviétique de la classe ouvrière et de son avant-garde, qui est devenue aujourd'hui en même temps l'avant-garde du peuple soviétique tout entier, le Parti communiste. Dénaturant le caractère véritable des rapports entre la classe ouvrière et l'intelligentsia dans la société socialiste, il écrit que chez nous « *on exige PUBLIQUEMENT de l'intelligentsia qu'elle subordonne ses aspirations à la volonté et aux intérêts de la classe ouvrière* ». Sakharov rompt tout lien avec la vie réelle de la société socialiste quand il oppose « *publiquement* » les intérêts de la classe ouvrière, ceux de la paysannerie et ceux de l'intelligentsia. Car, dans la société socialiste, toutes les classes et tous les groupes sociaux ont les mêmes droits dans tous les domai-

nes de la vie sociale. Chez nous, les classes, les groupes sociaux tendent à se rapprocher. Tous, sous la direction du P.C.U.S., construisent ensemble le communisme. Tous sont soudés par l'unité de leurs intérêts fondamentaux, par l'unité des idéaux communistes de la classe ouvrière, et voient à juste titre en elle le porte-drapeau de la construction du communisme, la force dirigeante de la société, de l'Etat socialiste du peuple tout entier. Telle est la situation objective de la classe ouvrière, conditionnée par sa place dans le processus socialiste de production, mais également par sa haute autorité morale et politique.

Manifestant son dédain et son mépris pour les travailleurs qu'il traite de « *masse grise* », Sakharov dessine de fantastiques projets d'une « *direction mondiale des intellectuels* », et proteste avec véhémence contre la thèse de l'incompatibilité entre l'idéologie socialiste et l'idéologie bourgeoise, thèse en laquelle il voit un « *crime* » et une « *folie* ». Il conseille aux pays socialistes d'ouvrir leurs portes à l'idéologie bourgeoise, à l'activité dirigée contre le peuple d'éléments antisocialistes, de donner libre cours à des phénomènes antisociaux.

Rien de neuf là-dedans. Tout se trouvait déjà dans les œuvres anticommunistes produites au cours de ces cinquante dernières années. Ce sont des mots d'ordre stéréotypés de la propagande bourgeoise, des procédés démagogiques, des insinuations grossières à l'adresse de l'Union soviétique telles qu'on n'en trouve pas toujours, même chez les anticommunistes les plus forcenés. La seule nouveauté est sans doute que Sakharov, « *avec une extraordinaire facilité de pensée* » (1), a rassemblé en un seul tas toutes ces stupides inventions antisoviétiques pour mettre en avant les « *conditions* » sans lesquelles il adjure l'Occident de ne pas accepter la détente internationale. Lui, « *l'humaniste* », le « *défenseur des droits de la personnalité* », il a levé la main contre les décisions les plus

(1) Allusion au héros de la pièce de Gogol « *Le Revisor* », qui manifeste une incroyable facilité à passer d'une idée à l'autre, inventant comme il respire.

humanistes de la politique mondiale et jeté un défi aux hommes de bonne volonté qui ont payé de leurs souffrances la détente actuelle. Lui, « *le combattant de la démocratie* », il exige des pays occidentaux de n'accepter la détente qu'à la condition expresse que les gouvernements capitalistes aient le droit d'exercer, comme il le déclare, « *un certain contrôle* » sur l'Union soviétique. Si besoin est, ce spécialiste parfaitement au courant des capacités de destruction et d'extermination massives des armements modernes n'hésitera pas à s'opposer à la détente avec un acharnement fanatique, à s'opposer à l'éloignement de la menace de guerre.

Sakharov a commencé ses exercices sociologiques par des considérations sur la « *fusion* » du capitalisme et du socialisme, prétendument dans le but d'éloigner la menace d'une guerre thermonucléaire. Devenu prisonnier des idées sur la « *convergence* », il a ignoré l'antagonisme des deux systèmes sociaux mondiaux, la différence fondamentale de leur politique dans les questions de la guerre et de la paix. A partir de cette position, Sakharov n'a pas « *vu* » et ne veut pas voir ce que voient des millions et des millions de Soviétiques, à savoir que ce qui est à l'origine des guerres, à notre époque, c'est la nature agressive de l'impérialisme, son aspiration organique à l'expansion et à l'emploi de la violence. Plus encore, il en est venu à nier le caractère pacifique conséquent du socialisme, dont la puissance économique et militaire croissante est devenue l'obstacle essentiel à l'agression et à la guerre, puis à minimiser et nier les conquêtes historiques du socialisme dans tous les domaines de la vie sociale ; son souhait, récemment exprimé, que l'U.R.S.S. modifie sa politique au Proche-Orient et au Vietnam n'est rien d'autre qu'un appel à refuser d'aider les victimes de l'agression, à refuser de soutenir les peuples qui mènent une lutte de libération nationale contre l'impérialisme, un appel à « *pactiser* » avec les forces d'agression au lieu de mener une lutte active et opiniâtre pour la paix.

Il est tout à fait naturel que Sakharov n'ait pas trouvé et ne puisse trouver ni compréhension ni encore moins soutien parmi les Soviétiques. Il n'a

trouvé soutien et encouragements qu'hors de nos frontières, chez les anti-soviétiques et anticommunistes professionnels, qui font tout leur possible pour gonfler artificiellement ses déclarations hystériques, pour le faire glisser sur une pente savonneuse. Sakharov en est déjà venu, ainsi qu'il apparaît dans ses dernières interviews aux correspondants bourgeois, à dénigrer ouvertement le socialisme et à faire bloc avec les ennemis jurés de la paix et de la sécurité des peuples. Tel est le résultat inévitable de la capitulation devant l'idéologie et la politique bourgeoises.

Où mène cette capitulation, on le voit dans « *l'adresse personnelle* » de Sakharov à la junte militaire du Chili, où il fait des courbettes devant les usurpateurs, les tyrans du peuple chilien, donnant au régime de barbarie qu'ils ont établi le nom d'époque « *de renaissance et de consolidation* ».

Le « *cas Sakharov* » ne peut s'expliquer seulement par son dillettantisme en matière de politique. Sakharov est devenu, fondamentalement, une arme dans les mains des ennemis du socialisme et de la détente internationale ; ils le manœuvrent avec une habileté de professionnels. Ses déclarations sont exploitées pour le compte d'un anti-soviétisme débridé, empoisonnant l'atmosphère internationale.

Tout cela a suscité la critique sévère mais justifiée du peuple soviétique, qui soutient entièrement et unanimement la politique intérieure et extérieure du P.C.U.S. Il se trouvera des gens, en Occident, pour tenter d'utiliser ces critiques mêmes dans le but de magnifier le personnage de Sakharov, lui prêtant la toge de « *démocrate* » et du « *combattant de la paix* ». Il est pour le moins sacrilège d'appeler démocrate et combattant de la paix celui qui chante les louanges des assassins fascistes et qui est applaudi par les plus fieffés réactionnaires.

La société socialiste ne donne et ne donnera jamais et à personne la liberté d'agir pour restaurer le régime bourgeois, la liberté de faire de la propagande pour la guerre, pour l'idéologie bourgeoise, le droit d'accomplir des actes antisociaux.

Un homme libre ne peut être irresponsable devant la société.

Zigzags et courbe moyenne de la politique du Kremlin

par E. Boivin

S'il fallait matérialiser l'histoire de la bureaucratie soviétique depuis le début de son existence par une représentation graphique, on tracerait un profil en dents de scie dont chaque point haut et bas représenterait les extrêmes d'une même politique sans principes. Illustrons-le par deux exemples :

1) En U.R.S.S., années 1927-1928 : politique agricole favorable aux paysans moyens et aisés préconisée par Boukharine.

1929 : collectivisation forcée décidée par Staline.

2) Sur l'arène mondiale :

Année 1933 : politique ultra-gauche de la III^e Internationale (social-démocratie = fascisme).

Année 1936 : politique de Front populaire (collaboration de classes).

Le petit-bourgeois, qui prend une seule dent de la scie pour la soumettre à l'examen, ne peut que rester perplexe. Pour comprendre, il faut tracer le profil moyen de cette courbe de fièvre si l'on veut apprécier la politique générale de la bureaucratie face à l'impérialisme mondial. Alors un fil conducteur apparaît qui, non seulement nous conduit à ce jour, mais peut nous permettre aussi de supputer les développements à venir.

L'expression « *théorique* » de ces différentes étapes c'était hier le « *socialisme dans un seul pays* », la « *coexistence pacifique* ». Aujourd'hui, il s'agit de « *détente* », de « *coopération* » avec les pays capita-

listes. Demain, ce serait peut-être « assimilation » par l'impérialisme, puis « intégration » pure et simple dans celui-ci — si la bureaucratie était seule en cause !

Il s'agit donc d'un cheminement sans doute fébrile, mais continu, de la politique de la bureaucratie du Kremlin, qui nous conduit des conquêtes d'Octobre 1917 au seuil de réformes économiques qui prennent de plus en plus le caractère de mesures procapitalistes : rationalisation du travail, rentabilité des entreprises, généralisation du travail aux pièces, à la campagne attribution de plus grands lopins individuels aux kolkhoziens, privilèges de toutes sortes, honneurs et décorations. Toutes ces mesures, appliquées à grande échelle 50 ans après la Révolution et sous l'unique contrôle de la caste bureaucratique parasitaire, ne font qu'exprimer les tendances réactionnaires de celle-ci.

Aujourd'hui, si l'on veut considérer la politique de détente de Brejnev à l'égard du capitalisme mondial et de son chef de file les U.S.A., et si l'on prend l'attitude du journaliste bourgeois qui n'examinerait que la dent modèle 1974 de la scie, on se contenterait de dire que les relations de l'U.R.S.S. avec les U.S.A. passent — sans plus — par des hauts et des bas : point haut, lors de la visite de Nixon en U.R.S.S. en 1972 ; point bas, lors du voyage de Kissinger à Moscou le mois dernier. Point bas, avec le refus américain d'accorder à l'U.R.S.S. la clause de la nation la plus favorisée ; point haut, avec l'importante exposition de machines-outils américaines actuellement en cours à Moscou, qui fait dire à Brejnev :

Vous nous apportez tout ce matériel, vous nous le montrez, en ensuite vous refusez de nous le vendre.

Mais si l'on n'oublie pas de suivre le fil conducteur dont nous avons parlé (cette courbe moyenne permanente de la politique des dirigeants du Kremlin), alors on ne se pose plus la question de savoir si l'U.R.S.S. va ou ne va pas continuer à améliorer ses relations avec les U.S.A. Car la politique de la bureaucratie soviétique se développe inéluctablement vers des rapports de plus en plus étroits avec le capitalisme. Il est vrai que le rapport des forces entre les classes à l'échelle mondiale, de plus en plus favorable au prolétariat, s'y oppose ; et que le prolétariat soviétique bloque l'avance de la bureaucratie dans cette voie.

Mais dans la situation présente, Moscou est demandeur à l'égard de l'impérialisme, et sa demande dans ce sens est irréversible. Pourquoi ? C'est évidemment, et comme toujours, l'économie qui répondra à la question. Prenons par exemple les éditoriaux de trois numéros de la *Pravda*, organe du Comité central du P.C.U.S., parus dans l'intervalle d'une semaine. Ils ont réciproquement pour titre :

Plus de marchandises de qualité (*Pravda* du 23 mars 1974).

Elever le niveau de la planification (*Pravda* du 28 mars 1974).

Projets de constructions (*Pravda* du 30 mars 1974).

Commençons par l'éditorial intitulé : *Elever le niveau de la planification*. Pour les dirigeants du Kremlin, la planification n'est pas une quelconque tentative d'encadrement de l'économie du type de celle qui a fleuri dans la France capitaliste aux beaux jours de la V^e République.

La planification doit être considérée comme le maillon central de l'organisation de l'économie, comme son noyau vital,

nous dit la *Pravda*. Mais où en est-il donc aujourd'hui, ce maillon central, ce noyau vital ? Il y a évidemment des entreprises qui, en trichant avec les statistiques, réalisent le plan. Mais le mensonge a tout de même des limites. Alors, le journal nous l'apprend :

Dans toute une série de ministères, la proportion de collectifs qui n'arrivent pas à réaliser leur programme de production est importante (...), le rythme de production est perturbé dans de nombreux cas par une discipline insuffisante dans la planification. Dans d'autres entreprises, la direction ne se comporte pas comme une organisation responsable à l'égard des contrats passés.

La *Pravda* relève de nombreux cas de ruptures dans la fourniture de métaux, de ciment, d'accessoires de toutes sortes. Elle ajoute :

L'examen du travail des entreprises pendant les premiers mois de l'année montre que tous les collectifs n'ont pas réalisé l'augmentation projetée du rendement du travail. Les équipements industriels sont utilisés avec une audace insuffisante, ils restent longtemps inemployés alors que le personnel pour les servir est plus nombreux que prévu. Toute une série de critères du plan ne sont pas observés. Ce comportement blâmable permet aux usines qui pratiquent ces méthodes de se présenter comme des entreprises de premier ordre au préjudice de la qualité de leur production.

Par ailleurs, les entreprises ne prennent aucune initiative, écrit l'éditorialiste, pour vaincre les difficultés dans la réalisation du plan :

Il est évidemment plus facile de faire une demande de ressources complémentaires ou de réduction de ses obligations que de rechercher la solution sur le tas.

Voilà pour ce qui est du développement dit harmonieux de la planification soviétique cher aux journalistes de *l'Humanité*. Mais, deux jours plus tard, la *Pravda* du 30 mars 1974 revient à la charge. Parlant des plans et projets d'équipement, elle nous apprend que :

De grosses erreurs de calcul sont faites, les devis établis ne sont pas assez précis. Dans le choix des procédés de production, on retient des techniques qui sont maintenant dépassées. Le résultat de cette situation fait que les organes chargés de l'examen des projets sont obligés de renvoyer pour réexamen un projet sur trois. Les sondages sur la qualité des documents techniques établis qu'a effectués le Gosplan de l'U.R.S.S. montrent à quel point le comportement des ministères et des directions chargés de les entériner est irresponsable.

Les effets de cette gestion bureaucratique de l'économie, c'est toute la population qui en souffre. Hier, c'était encore la pénurie de presque tous les produits de consommation courante. Aujourd'hui, il arrive qu'il y ait des excédents parce que la mauvaise qualité est telle que les consommateurs se refusent à acheter certains produits. L'éditorial de la *Pravda* du 23 mars 1974 nous le confirme :

Une partie des entreprises produisent des articles démodés et, de plus, de mauvaise qualité. C'est pourquoi dans les foires interrépublicques de l'année dernière, les organisations commerciales ont acheté pour des centaines de millions de roubles de moins de vêtements ; les chaussures

invendues se sont accumulées dans les stocks... » *Quatre mille articles de consommation courante ont reçu le label gouvernemental de qualité, mais* « souvent l'affaire ne va pas plus loin que l'attestation établie. Un tiers des articles ayant obtenu ce label ne sont que des échantillons. A la vente on n'en trouve pratiquement pas. Dans la majorité des entreprises le volume des produits de catégorie supérieure est faible.

Voilà donc quelques aspects des difficultés dans lesquelles se débat l'économie soviétique sous la gestion de plus en plus insupportable de la bureaucratie. Les effets pernicieux de cette planification pervertie sur la vie quotidienne dans les entreprises, dans les administrations, à l'échelle du simple citoyen, vont de l'acte criminel à l'humour noir en passant par l'odieux. Donnons-en quelques exemples cueillis entre mille dans la presse de la bureaucratie elle-même, et dont la valeur tient à la modestie et au concret des problèmes à résoudre.

1) Un entrefilet de la *Pravda* du 10 janvier 1974 intitulé *Des milliers en l'air* reproduit l'information suivante :

A l'automne de 1971, plus de 100 wagons arrivèrent en gare de Solonitzkaïa chargés de lourdes constructions de métal et de béton. Ces gros équipements ont été déchargés et entreposés sur les terres du kolkhoze Jdanov. Le bruit courut qu'ils étaient destinés à l'établissement d'une ligne électrique. Puis on apprit que le besoin de cette ligne ne se faisait plus sentir. Une partie des pièces de fondation furent envoyées quelque part, mais les énormes piliers métalliques traînent dans la prairie du kolkhoze, rouillent et occupent inutilement de la place. Le commandement de la station et la direction du kolkhoze ont demandé à maintes reprises l'enlèvement de ces pièces,

mais tout le monde fait la sourde oreille. Qui a donc jeté ainsi en l'air des milliers de roubles et des milliers de tonnes de métal ? C'est la direction N° 16 de construction et de montage Oukgazstroï.

Et c'est signé Ratchkovski, du Comité populaire de contrôle du Comité du Parti de la ville de Loubna.

2) Dans le même numéro de la *Pravda*, une autre plainte se fait entendre :

Chère rédaction, je vous écris cette lettre au nom du collectif des ouvriers de la section mécanique de Perm des travaux de manutention de la ligne de chemin de fer de Sverdlovsk. Ces dernières années un grand travail de mécanisation a été accompli chez nous. Des chariots électriques, des tapis roulants, etc. apparurent dans les entrepôts. Le temps était venu de se séparer des brouettes, des diables, du portage à dos. Mais rapidement notre joie s'assombrit. Une quantité importante de travaux est de nouveau faite à la main. Par manque de batteries d'accumulateurs 26 TJN - 300, la moitié des chariots électriques sont à l'arrêt. Où n'avons-nous pas écrit ! Mais aucune aide ne nous a été apportée. Laissons parler les chiffres : en 1969 une demande de 19 batteries fut faite, nous n'en avons reçu que 3 ; en 1970, respectivement 20 et 5 ; en 1971, aussi 20 et 5 ; en 1972, 18 et 5. Aucun changement en 1973 : nous avons reçu 8 batteries pour 25 demandées. En fait de mécanisation, il n'en reste que l'apparence. Le travail manuel triomphe de nouveau.

Signé : Bouloïtchik, président du groupe du contrôle populaire de la section de Perm.

3) Contentons-nous, pour nous limiter, de résumer un autre cas signalé par la *Pravda* du 3 décembre

1973 : tous les ans, le kolkhoze Rosia reçoit des combinés munis d'un dispositif de ramassage des gerbes qui n'est pas utile dans la région. Il en a averti le fabricant, mais celui-ci continue à envoyer tous les ans de nouveaux combinés, toujours avec ce dispositif. Par contre, certaines régions méridionales ont besoin de ces dispositifs, et elles envoient au loin des gens qui se disputent pour les récupérer là où ils sont inutilisables. Sommés de donner des explications, les dirigeants de l'usine qui fabrique les combinés répondent qu'ils continueront à envoyer les machines avec ce dispositif, car celui-ci est compris dans le prix établi (d'après le plan).

Que faire devant cette désorganisation générale, non seulement pour progresser, non simplement pour vivre, mais essentiellement pour survivre ? Faire du système « D » une pratique courante à l'échelle de toute l'Union, court-circuiter les instances bureaucratiques, pratiquer le troc entre les entreprises, selon le slogan très répandu : « *Vous nous donnez, nous vous donnerons.* »

Ainsi, selon un entrefilet publié par la *Pravda* du 20 décembre 1973 et intitulé : « *Et que pourrez-vous nous donner ?* », nous apprenons qu'une entreprise de produits alimentaires de Perm tarde à recevoir du malt d'une usine avec laquelle un accord a été passé, malgré des dizaines de réclamations par lettres et télégrammes. Finalement, dans une conversation téléphonique, le directeur adjoint de l'usine de malt promet d'assurer la fourniture, mais ajoute : « *Que pouvez-vous nous donner en échange du malt ? Envoyez-nous un wagon de*

bitume, sinon vous n'aurez pas de malt ».

Jusqu'à maintenant, la bureaucratie soviétique avait pu jeter les bases de l'économie de l'U.R.S.S. au mépris des sacrifices imposés aux ouvriers et aux paysans et tout en s'appropriant une part importante du revenu national. Mais les succès spectaculaires de l'époque héroïque sont dus avant tout à l'abnégation des masses travailleuses, et au fait qu'il s'agissait d'édifier de grands équipements industriels de base : pour le faire, même une planification bureaucratique est plus efficace que l'entreprise privée à l'échelle du pays tout entier.

Mais aujourd'hui, il en va tout autrement. Premièrement la bureaucratie doit tenir un compte de plus en plus grand des besoins de la population en produits alimentaires et en produits de consommation courante. Déjà, le IX^e Plan quinquennal en cours d'exécution (1971-1975) avait dû être remanié pour tenir compte de la révolte des ouvriers polonais de 1970, dont l'exemple faisait craindre qu'il ne devint contagieux en U.R.S.S. même. Le X^e Plan quinquennal (1976-1980) en cours de préparation ne peut qu'accentuer cette tendance.

Deuxièmement il faut faire passer l'économie soviétique de la phase actuelle à celle que la bureaucratie appelle pompeusement la « *révolution industrielle* », c'est-à-dire à une industrie et une agriculture d'avant-garde, comparables pour le moins à celles du pays capitaliste le plus avancé, les États-Unis. Il s'agit de diversifier la production dans toutes les branches, de passer à une fabri-

cation de qualité, et, pratiquement, de construire une agriculture moderne.

Cette tâche historique, la bureaucratie ne peut pas la résoudre. Est-il effectivement exagéré d'énoncer cette certitude lorsque l'on trouve dans la presse spécialisée de l'U.R.S.S. des exemples comme le suivant, pris dans l'hebdomadaire du Comité central du P.C.U.S., *Economitcheskaïa Gazeta*, n° 14 d'avril 1974 : Dans une usine de Yaroslav :

C'est la norme que 75 % de la production mensuelle soient assurés dans la troisième décennie du mois. Et les 10 premiers jours du mois suivant, le programme du mois n'est réalisé qu'à 4 %.

Toutes les usines soviétiques n'en sont peut-être pas à ce point, mais un tel exemple permet de jauger le niveau réel du fonctionnement de l'économie soviétique, embourbée dans une gestion bureaucratique dont l'ampleur donne le vertige.

Devant cette situation, le Kremlin n'a pas d'autre issue que de faire appel à l'aide massive, technique et financière, de l'impérialisme. Nous vivons présentement la période préliminaire des relations de détente et de coopération U.R.S.S. - U.S.A., qui se développeront dans le proche avenir. Les délégations économiques se succèdent dans les deux pays ; des succursales de banques privées s'ouvrent à Moscou. Le Kremlin envisage d'ouvrir un grand centre commercial international, avec bureaux et logements, pour les organismes capitalistes qui participeront aux différents

projets grandioses envisagés, dont celui, et non des moindres, de l'industrialisation de la Sibérie.

Pour obtenir l'aide des U.S.A., la bureaucratie sait qu'elle devra faire des concessions politiques, mais elle les veut les plus tardives et les plus limitées possible. De son côté, l'impérialisme mondial, sous la direction des U.S.A., se met résolument dans la perspective à plus long terme d'obtenir de la bureaucratie elle-même la destruction des conquêtes de la Révolution d'octobre. Pour la première fois depuis longtemps cette hypothèse lui paraît plausible, car, comme l'écrivait il y a un an le *Wall Street Journal* sous la signature de George Melloan :

Le désir de l'Union soviétique d'obtenir produits et savoir-faire occidentaux et le besoin qu'elle en a sont tels que les autorités de ce pays sont disposées à adopter une attitude pragmatique à l'égard des questions qui heurtent l'idéologie.

Que le rapport des forces actuel entre les classes, que la volonté suffisamment avérée des ouvriers soviétiques de défendre leurs conquêtes socialistes avec une résolution invincible, dès que la bureaucratie, en y portant atteinte, touche à leurs conditions d'existence (ainsi le plein emploi), permettent aux projets d'avenir communs de Wall Street et du Kremlin d'aller bien loin dans la voie de leur réalisation, c'est une autre histoire !

Données sur le régime actuel des camps de détenus politiques en U.R.S.S.

Le régime du camp de détention spéciale avec travail correctif, situé dans le district (*Oblast*) de Perm, a fait l'objet d'un véritable rapport établi manifestement, quoique sous forme de communication anonyme, par un groupe de détenus, et dont la circulation en *Samizdat* date vraisemblablement de l'automne 1973. On lira ci-dessous ce rapport, suivi d'une autre communication anonyme sur la commémoration, le 5 septembre de chaque année, par les détenus du camp n° 36 du district de Perm, des victimes des camps de concentration de la bureaucratie ; ainsi que d'un autre rapport, cette fois sur le camp n° 10 du complexe pénitentiaire de Mordovie. (Nous empruntons ces deux derniers documents aux *Cahiers du Samizdat*, édités à Bruxelles, en français et russe, qui les ont publiés dans leur numéro de mars 1974.)

C'est dans l'un des camps du district de Perm qu'est détenu actuellement Vladimir Boukovski, qui y participe, sans doute depuis les premiers jours d'avril 1974, à une nouvelle grève de la faim sur laquelle nous n'avons pas en ce moment d'autres informations.

Cependant le critique d'art Victor Fainberg, l'un des participants à la manifestation du 25 août 1968 sur la place Rouge à Moscou contre l'invasion de la Tchécoslovaquie (1), libéré en décembre 1973, après cinq ans et demi de détention, dont il a passé la plus grande partie en « *hôpital psychiatrique spécial* », a annoncé durant avril qu'il entreprenait à son tour une nouvelle grève de la faim par solidarité avec V. Boukovski et ses compagnons. Le 30 avril 1974, Victor Fainberg était arrêté à Leningrad chez l'un de ses amis et interné à l'hôpital d'Oudelnaya, dans la banlieue de la ville.

(1) On a pu lire dans *La Vérité* n° 562, pp. 133-135, le texte de la lettre « *au public progressiste de tous les pays, à tous les hommes de bonne volonté* » ; cette lettre est signée de Vladimir F. Borissov et de lui-même, et datée du 13 mars 1971, date à laquelle ils commencèrent une grève de la faim qui devait durer 81 jours. (N.D.L.R.)

Rapport sur les conditions de détention dans les camps du district de Perm (2)

Le 9 juillet 1972, le gouvernement de l'U.R.S.S. décida de disperser les camps politiques pour supprimer les circuits d'information et rompre les contacts qui s'étaient établis entre les détenus.

Ce jour-là, à trois heures de l'après-midi, les détenus des zones 3, 17 et 19 (3) furent mis dans trois wagons, à raison de 165 personnes par wagon (la norme est de 70-75), en violation de toutes les normes sanitaires. En tout 500 personnes.

Les préparatifs du départ commencèrent le 8 juillet 1972. L'appel dura très longtemps par une très forte chaleur. Les gens, assoiffés, étaient à la limite de la résistance physique. Puis on les entassa dans ces wagons torrides. Les wagons furent ensuite arrosés d'eau (exprès ou par inexpérience), et l'intérieur se transforma en véritable étuve. Les plus faibles tombaient à terre d'épuisement. Il y eut un début de panique; les gens suffoquaient et criaient.

Pendant quatre jours et quatre nuits, les détenus luttèrent avec leurs gardiens pour avoir de l'eau, dont on ne distribuait qu'un quart par personne et par 24 heures. On n'avait le droit d'aller aux toilettes qu'une fois par 24 heures. Les ventilateurs des wagons ne fonctionnaient pas. Pour toute nourriture, du pain, du hareng, du sel, et 30 grammes de sucre toutes les 24 heures.

Le colonel commandant le convoi ne s'adressait aux détenus qu'en proférant des menaces. Ses subordonnés faisaient de même. En réponse au détenu Tcherdyntser, qui faisait du tapage contre le grillage, qui criait qu'il étouffait et demandait à se rendre aux toilettes et respirer un peu d'air frais, les gardiens lui proposèrent de sortir afin qu'ils puissent lui régler son compte sans témoins. Seule l'intervention de ses camarades permit d'éviter le pire.

Quelques concessions (un peu d'eau ou d'air frais) ne purent être obtenues des gardiens que par la menace de manifester en criant lors des passages du convoi dans des lieux habités. Quelques-uns perdirent connaissance: Isaac Souslensky, 44 ans, Eric Dan, 26 ans, Nicolas Nicolaïenko (qui fut conduit du wagon à

l'hôpital). Il n'y avait aucune organisation sanitaire. Les convoyeurs illettrés distribuaient à tous les mêmes comprimés. Un des Ukrainiens mourut en route. Il fut quand même possible d'obtenir que son corps soit retiré du train.

Ce martyre dura quatre jours.

Le 13 juillet 1972, nous débarquâmes à la station Tchukovskaïa, où les détenus furent dirigés sur deux zones: l'une, b.p.VS 389/36, hameau de Koutchino, rayon de Tchoukovsk, district (Oblast) de Perm; l'autre b.p.VS 389/35, hameau de Vsesviatskoë. Dans chacune, 250 prisonniers. Des camions nous transportèrent sur les lieux (à environ 40 km), dans des zones désertes désignées par les initiales S.I.T.U. (établissement spécial de travail correctif).

Il s'agit-là d'un acte illégal, car seul un tribunal peut décider d'un nouveau régime de détention. Cet acte arbitraire est venu d'en haut, du Goulag (Direction générale des camps) et du KGB.

L'aspect du camp à lui seul montrait ce qu'était ce nouveau régime. En Mordovie, les portails étaient ordinaires ou doubles; mais ici, ils étaient triples: d'abord un portail en fer forgé; puis une barrière coulissante, un sas, et des portes hermétiques de 5 mètres de haut; plus loin, une double rangée de barbelés (zone interdite). Après celle-ci, une séparation en deux secteurs, une porte donnant sur le secteur de travail et une autre sur le secteur d'habitation. Les zones elles-mêmes sont entourées de barrières en planches surmontées de fil de fer électrotrifié. Dans tous les angles, une installation de surveillance par infrarouges pour les cas d'évasion, et des miradors.

La zone d'habitation, de 200 mètres sur 100, contient deux baraques séparées par un chemin. Chaque baraque a deux entrées conduisant chacune à un compar-

(2) Publié en Samizdat en 1973.

(3) Il s'agit de zones des camps de Mordovie, camps de travaux forcés où l'on détient habituellement les prisonniers politiques. (N.D.L.R.)

timent. Chaque compartiment contient deux sections d'environ 36 personnes.

Dans l'équipe de garde, il y avait des gens des camps de Mordovie qui ne procédaient que par la terreur (les sadiques Alexandrov et Tichkine). Ils nous avertirent qu'ici les conditions seraient plus dures, et que toute tentative de résistance serait écrasée. Le commandant du camp n° 36, le major Kotov, son adjoint à la discipline, le major Fedorov, et son adjoint à l'éducation politique, le capitaine Jouravkov, nous avertirent, en présence des représentants du KGB, les capitaines Ivkine et Martouzane, qu'ils exigeraient l'observation sans réserve du décret n° 20 du ministre de l'Intérieur, et de la résolution de l'adjoint du procureur de l'U.R.S.S.

Il s'agit là d'un décret concernant les détenus et leurs parents. Il en découle un règlement du camp qui ne prévoit pas une seule minute de liberté pour le détenu. Toute l'existence est réglementée : lever, appel, déplacement en rangs au réfectoire, travail, éducation politique. Les détenus doivent suivre un régime hygiénique déterminé, avoir les cheveux et la barbe coupés. Le décret donne la liste des produits que l'on peut acheter au camp ou recevoir dans des colis. Sont défendus la viande, le beurre, le sucre. Mais le décret ne défend pas à l'administration de vendre des produits pourris. Peut-être que cela s'explique par le grand nombre de détenus et les réserves limitées de l'Union soviétique. La liste des produits autorisés est si réduite qu'elle ne permet pas de compléter les faibles rations réglementaires.

Dans ce même décret, il est stipulé que, pour empêcher les parents des détenus d'apporter des produits non autorisés, il sera procédé à leur fouille. Cela signifie que les parents sont astreints à se dévêtir complètement avant et après la visite. Il est défendu aux visiteurs d'avoir de quoi écrire, pour que toutes leurs conversations avec les détenus restent sous le contrôle des dirigeants. Tous les détenus doivent porter leur numéro sur leur poitrine. De cette façon, il est interdit aux détenus d'une section de se rendre dans une autre section de la même zone. Le nombre de livres que peut posséder un détenu est limité à cinq. Les détenus doivent se découvrir devant le commandant du camp.

Ce décret est en contradiction avec le règlement de la R.S.F.S.R. sur le travail correctif. C'est pourquoi les détenus

adressèrent une protestation au procureur de l'U.R.S.S., au procureur du district de Perm, ainsi qu'à la Croix-Rouge soviétique. Environ 60 détenus entreprirent de faire la grève de la faim. Parmi eux, il y avait Fedorov, Makarenko, Platanov, Dan, Loukianenko, Zalmanov, Wolff, Tchernoglaz, Chilinskasse, Kondirka, Vassailik, Koleinetchenko. Pendant les quatre premiers jours, les grévistes subirent des menaces et des insultes. Puis la direction passa à des méthodes plus rudes. L'aide médicale aux grévistes de la faim, prévue par le règlement, ne fut pas assurée. Ils furent convoqués un par un devant toute l'administration du camp, en présence de représentants du KGB. Devant leur refus de se plier au décret n° 20 et d'interrompre la grève de la faim, les gardiens se jetèrent sur les détenus affaiblis, leur passèrent les menottes, coupèrent leurs barbes et les punirent de 5 à 15 jours de cellule. D'autres punitions leur furent appliquées, et de cette façon la grève fut brisée par la force.

Leur refus de se rendre aux séances d'instruction politique vaut aux détenus toutes sortes de punitions, bien que la fréquentation de ces séances ne soit pas obligatoire, selon les indications du procureur de l'U.R.S.S.

Aucune plainte ne va plus loin que le commandant du camp, qui les transmettait au commandant de la garde militaire. L'adjoint du commandant du camp, le major Fedorov, se distingue particulièrement dans la persécution des détenus. S'il remarque chez un détenu un livre en surnombre, il le jette à terre et le piétine.

Les relations amicales entre détenus sont épiées ; leur rencontre fait l'objet d'une punition. Tout retard de cinq minutes au lever est également l'objet d'une punition allant jusqu'à des jours de cellule.

L'administration du camp a informé les détenus de l'existence d'une instruction spéciale selon laquelle l'administration peut censurer les plaintes des détenus, et décider si elles sont mensongères ou objectives. Dans le premier cas, c'est-à-dire si elle trouve la plainte calomnieuse, l'administration du camp a le droit de ne pas transmettre la plainte, et d'en punir l'auteur. Il en est de même pour l'utilisation d'expressions jugées inconvenantes dans les lettres. Toute une série de détenus ont ainsi été punis de cellule et privés de visites et de colis. Au camp n° 36, l'adjoint du camp pour les problèmes

politiques, le capitaine Jouravkov, trouvant le mot « nuance » dans la plainte du détenu Alexis Safronov, estima que c'était une expression argotique. Pour cette raison, la plainte ne fut pas transmise et Safronov fut puni de cellule.

Sur ce fond de tracasseries, il faut indiquer particulièrement le mépris de l'administration pour les normes sanitaires élémentaires. Le bain où l'on est conduit tous les 10 jours est une petite pièce où l'on entasse 50 à 60 personnes. L'eau y est parcimonieusement distribuée. La nourriture se compose de pommes de terre et de choux pourris. On y trouve des vers et des cafards. L'administration achète du poisson pourri, d'où une odeur nauséabonde dans le réfectoire. Malgré leur faim, les détenus refusent de manger ce poisson. Mais rien n'est changé à cet état de choses.

L'équipement sanitaire est défectueux. Dans leur majorité, les détenus sont condamnés à des peines de 15 à 25 ans ; parmi eux, beaucoup de malades de l'estomac, de cardiaques, de tuberculeux. L'unique hôpital accessible est à 60 km. Les routes sont dans un état qu'il est difficile à celui qui ne les a pas pratiquées d'imaginer. L'infirmerie du camp est dépourvue de médicaments. Lorsque le détenu Melikian vit son ulcère s'aggraver et qu'une attaque de paralysie s'abattit sur le détenu Fedorov, il fallut les transporter sur des planches, car il n'y avait pas de brancards ; il n'y avait pas de médicaments, et nulle aide médicale ne leur fut apportée. Il fallait à Fedorov les soins d'un neurologue, à Melikian une intervention médicale urgente. Ils ne furent pas hospitalisés. Même s'ils l'avaient été, cela ne leur aurait été d'aucun secours, car il n'y avait pas de spécialistes à l'hôpital. Beaucoup de malades, même gravement atteints, ne veulent d'ailleurs pas partir pour l'hôpital, car le régime pénitentiaire de celui-ci est très dur : les chambres sont fermées à clef, les fenêtres sont obturées. Les normes sanitaires n'y sont pas observées ; les malades contagieux sont mêlés aux autres. Il n'y a pas de toilettes, rien que des tinettes. Et le trajet est si pénible que les malades risquent fort de ne pas arriver vivants à destination, ou de ne pas revenir vivants au camp.

Les ateliers sont installés dans deux locaux non chauffés de 30 m sur 19 et de 22 m sur 19, hauts de 3,50 m. Dans ces locaux exigus sont installés 8 pres-

ses thermiques, 14 presses pneumatiques et d'autres machines lourdes, en tout 56. On y produit des polymères pour mouler des matières plastiques. Le travail est insalubre, particulièrement aux thermopresses, en l'absence de ventilation des vapeurs nocives, notamment du fait de l'utilisation des sables contenus dans les oxydes de magnésie. Les machines sont de la marque suédoise « Nobel ». Par manque de ventilation et de filtres, l'atmosphère, dans les ateliers — et même dans la zone d'habitation —, est polluée par ces oxydes. Cette poussière blanche couvre le sol et les toits. On ne respecte aucune mesure de salubrité, même les plus élémentaires. Toute la zone est sale : des monceaux d'ordures, des trous, des flaques d'eau, de la boue. On travaille 6 jours par semaine, mais il faut souvent travailler aussi le dimanche, 2 ou 3 fois par mois.

La situation des prisonniers juifs, détenus dans les camps du district de Perm à la suite des célèbres procès anti-juifs, est particulièrement pénible. Le commandement du camp suscite la dissension entre les nationalités, et dresse les autres détenus contre les juifs. Dans leurs entretiens avec les détenus non juifs, le capitaine Martouzane et le capitaine Ivkine, représentants du KGB, ne manquent jamais de souligner que toutes les nationalités de l'U.R.S.S. doivent se dresser contre les juifs, et cela bien plus encore dans les camps. L'administration provoque des excès dirigés contre les juifs, utilise la délation, la filature, les faux témoignages comme prétextes pour sévir contre eux. Les détenus qui entretiennent des contacts avec les juifs se voient convoqués par des représentants de l'administration qui leur tiennent des propos antisémites ; on tente de les persuader que toute protestation contre le régime du camp ne sert que les sionistes. On défend aux juifs d'observer leurs traditions religieuses (port de la calotte), alors que les Russes sont autorisés à porter la croix. Il est interdit aux juifs de se rassembler, même pour quelques minutes ; s'ils le font, on les accuse de tenir une assemblée juive, une synagogue. L'administration menace de sanctionner tous ceux qui parlent yiddish, expliquant qu'elle ne peut pas contrôler ces conversations. Il est défendu d'étudier l'hébreu. Il est défendu de l'utiliser dans la correspondance intérieure au camp. Les lettres sont confisquées. Les parents

qui viennent en visite font l'objet de raileries inhumaines.

Il existe un décret (4) qui stipule que les personnes qui apportent au camp de l'argent, des produits défendus ou des livres ou qui en emmènent sont passibles d'amende, et même d'emprisonnement. Les visiteurs sont astreints à des fouil-

les humiliantes. Ceux-ci doivent se mettre complètement nus lorsque l'administration l'exige. De plus, ils doivent attester par écrit qu'ils sont d'accord pour subir la fouille : sinon la visite n'est pas autorisée. Les lettres peuvent être confisquées par décision de l'administration, ou des pages entières biffées.

La commémoration du 5 septembre par les prisonniers soviétiques des camps de Perm

Une tradition s'est établie au camp n° 36 : le 5 septembre est consacré à la commémoration des victimes tombées dans les camps de concentration soviétiques. Les détenus appellent les groupes d'opposition à évoquer chaque 5 septembre le souvenir des victimes des camps. (C'est le 5 septembre 1919 que Lénine a signé le décret du Sovnarkom sur la création de colonies de rééducation par le travail destinées à la lutte contre l'ennemi de classe.)

En signe de protestation contre les crimes monstrueux, commis par la bureaucratie, une première commémoration des victimes a été organisée dans le camp n° 36, le 5 septembre 1972 ; la deuxième, le 5 septembre 1973.

Les détenus ont élevé un tertre simulant une tombe, l'ont entouré de barbelés et ont allumé des cierges. Après une minute de recueillement, les condamnés ont récité des prières pour les morts (chacun selon sa nationalité et ses traditions), en évoquant leurs proches péris dans les camps et les innombrables victimes anonymes. Les chrétiens ont organisé un repas funéraire. Woulf Zalmanson et Mendelewitch ont lu le

kadish. (Tout s'est passé en secret, chaque groupe priait en sa langue.) Il y avait des Russes, des juifs, des Ukrainiens, des Arméniens, des Lithuaniens.

Après avoir pris les mesures usuelles, l'administration, qui a eu vent de cette commémoration a procédé à une enquête. Cependant, elle n'a pas réussi à identifier ses organisateurs.

En 1972, les prisonniers suivants ont participé à la commémoration : les Russes Braun, Platonov, Tcherdyntsev, Tchesnokov ; les Ukrainiens Loukianenko, Pokrovsky, Vasylik ; les juifs Mendelewitch, Zalmanson, Tchernoglaz, Grilius, Frolov, Souslensky ; les Lithuaniens Shilinskas, Koudirka, Nikolaouskas ; l'Arménien Melikyan ; le Daghestanais Tatoev ; l'Assyrite Sado.

En 1973, le 5 septembre fut également commémoré, mais on ne sait pas s'il y a eu des suites.

Les détenus invitent tous les sympathisants à commémorer le 5 septembre.

(4) Ce décret a fait l'objet d'une protestation des académiciens Sakharov et Léontovitch. (N.D.L.R.)

Un camp de la mort : le camp n° 10 du camp de Mordovie

Le camp n° 10, un camp spécial où se trouvent Kouznetzov, Fedorov et Mourjenko (5), consiste en une seule baraque qui contient un atelier de verrerie et en même temps les cellules des détenus. Elle sert de prison intérieure et de cachot. Les prisonniers y sont en permanence enfermés sous clef, privés des conditions sanitaires les plus élémentaires. A l'intérieur se trouvent les tinettes et un bac avec de l'eau potable. Le jour ne pénètre jamais dans les cellules, l'éclairage électrique y règne de jour et de nuit. Les dimensions de la petite cour où les détenus sortent pour la promenade et pour satisfaire leurs besoins naturels ne dépassent pas 7 m sur 4. Mais le comble de l'horreur, c'est l'atelier où, à l'aide d'un équipement antédiluvien, les prisonniers, sans jamais recevoir d'air frais, sont astreints à travailler au polissage du verre. Il n'y a pas de ventilation. Ce type d'industrie, qui dégage une poussière siliceuse, est un des plus pernicieux pour la santé. La poussière recouvre tout l'atelier, elle pénètre

dans les cellules. Attaquant les poumons, elle engendre la silicose.

Ici, la ventilation usuelle n'est pas réalisable : on a tenté d'installer des ventilateurs, mais ils n'ont fait que soulever la poussière sans l'éliminer.

Les détenus s'efforcent d'être transférés d'ici à la prison de Vladimir (régime spécial d'isolement) (6).

La survie n'est pas possible dans les conditions de ce camp.

(5) Edouard Kouznetzov, juif, Y. Fedorov, russe, et A. G. Mourjenko, ukrainien, figurent parmi les onze condamnés du premier procès de Leningrad, en décembre 1970. L'accusation portait, comme on le sait, sur l'intention qu'avait eue le groupe de s'emparer d'un avion pour quitter le territoire de l'U.R.S.S. D'abord condamné à mort, la peine de Kouznetzov fut commuée en quinze ans de travaux forcés à régime spécial ; Mourjenko et Fedorov, les seuls condamnés de nationalité non juive dans ce procès, se virent infliger quatorze et quinze ans respectivement de travaux forcés à régime spécial. (N.D.R.L.)

(6) On mesurera la signification de cette phrase si l'on se rappelle qu'en règle générale les camps sont considérés comme laissant plus de libertés aux détenus que les prisons, et que la prison de Vladimir, bien connue par les souvenirs de l'ouvrier Martchenko, est considérée comme la plus dure d'U.R.S.S. (N.D.L.R.)

Révélation

sur le procès Iakir-Krassine

Le témoignage d'Anatole Lévitine-Krasnov (1) au procès Iakir-Krassine d'août 1973 a été rédigé par celui-ci et mis en circulation à Moscou. On lira ci-dessous la relation de ce témoignage (qui a été incluse par l'auteur dans sa **lettre à un ami**, datée de l'automne 1973, lettre dans laquelle il développe en outre ses impressions sur le « **procès de Moscou** » de 1973 [2]).

Le président. — Vous avez été appelé à témoigner dans l'affaire de Iakir et Krassine. Quel genre de relations aviez-vous avec eux ?

Moi. — Des relations amicales. Je connais Iakir depuis 1968. De temps en temps, j'allais le voir chez lui, ou lui venait chez moi. C'est avec Krassine que j'avais les liens les plus étroits. En 1949, nous nous sommes trouvés ensemble à la prison de la Loubianka ; puis nous avons été séparés pendant de nombreuses années, celles où nous fûmes tous les deux détenus dans des camps de répression. Nous nous sommes retrouvés après toutes ces années. C'est un croyant.

Le président. — On parlera de cela plus tard. Tenez-vous en au sujet.

Moi. — Ne m'interrompez donc pas, lorsque je réponds à une question que vous m'avez posée. Ce que je veux dire, c'est qu'il a été baptisé.

Le président. — Cela n'a pas de rapport avec l'affaire.

Moi. — Mais si. Ce que j'essaie de dire, c'est que je suis son parrain et qu'il est mon filleul. Est-ce que cela a à voir avec nos relations, oui ou non ?

Le président. — Qu'avez-vous à dire sur l'affaire elle-même ?

Moi. — J'ai mis ma signature aux côtés de celles de Iakir et de Krassine sous un bon nombre de documents, appels et protestations. J'ai signé tous ces documents par conviction profonde, avec la certi-

(1) « *Ecrivain religieux* » de Moscou, l'un des quinze fondateurs du *Groupe d'action pour les droits de l'homme*. (N.D.L.R.)

(2) Nous traduisons le texte de l'anglais de *A Chronicle of human rights in the USSR*, n° 4 - bulletin édité à New York par Valery Chalidzé et Peter Reddaway. (N.D.L.R.)

tude absolue que c'était là agir selon la justice. Ils n'ont rien eu à voir avec le fait que je les ai signés. Je n'en ai jamais parlé avec eux.

J'ai également appartenu au **Groupe d'initiative** organisé après l'arrestation de Peter Grigoriévitch Grigorenko. J'ai donné mon adhésion à ce groupe sans aucune suggestion de leur part. Il est exact qu'en signant un bon nombre de documents, j'y ai vu leur signature. J'en ai conclu que leur opinion coïncidait avec la mienne.

L'assesseur de gauche du président. — Combien de documents avez-vous signés au juste ?

Moi. — Il y en a beaucoup. Je ne me souviens pas de tous. Par exemple, j'ai signé l'**Appel à la conférence internationale des Partis communistes de Budapest** (3). Puis, à la suite de l'arrestation de Peter Grigoriévitch Grigorenko, j'ai signé un appel aux Nations unies (4) et un tas d'autres documents. Tous étaient du même genre et contenaient des protestations contre l'arrestation de diverses personnes.

L'assesseur. — Dans quelles conditions avez-vous signé l'**Appel à la conférence de Budapest des Partis communistes** ?

Moi. — La veille au soir du jour où je l'ai signé, j'avais rendu visite au défunt Kostérine, qui m'en avait parlé. Le lendemain, quelqu'un vint chez moi (je ne me rappelle pas qui) et me proposa de le signer, ce que j'ai fait.

Le procureur. — Y a-t-il eu des négociations préliminaires à votre adhésion au **Groupe d'initiative** ?

Moi. — Non. Il n'y eut pas de négociations avec moi. Quelqu'un vint me voir et me demanda de signer un document sur l'arrestation de Peter Grigoriévitch Grigorenko. Ma signature figurait parmi celles des membres du **Groupe d'initiative**. Quand je sus que le but du **Groupe d'initiative** était de dé-

fendre Pierre Grigorenko, je signalai immédiatement ce document, en tant que chrétien et qu'humaniste.

Le procureur. — Avez-vous participé à une conférence du **Groupe d'initiative** ?

Moi. — Non. Peu après lui avoir donné mon adhésion, j'ai été arrêté ; par la suite, quand j'ai été mis en liberté sous caution, mes relations avec des membres du **Groupe d'initiative** se sont bornées à des rencontres personnelles.

Le procureur. — Vous avez dit que Krassine est votre filleul. Il a évidemment usé de franchise avec vous. Saviez-vous quelque chose de ses contacts avec des correspondants étrangers ?

Moi. — Non, je ne savais rien.

Le président. — Connaissiez-vous ses relations avec le comité Beaujard ?

Moi. — Non.

Le président. — Mais vous avez témoigné durant l'enquête préliminaire que vous aviez vu chez lui des membres du Comité Beaujard.

Moi. — Non. Je n'ai fait aucun témoignage de cette sorte. J'ai dit qu'une fois que je suis allé chez Iakir, j'y ai trouvé un Français. Comme j'ignore la langue française, je n'ai pas parlé avec lui : je lui ai seulement serré la main, et suis parti peu après. J'ignore qui était ce Français.

Le président (à Iakir). — Est-ce bien ainsi que cela s'est passé ?

(3) Ce document a été publié en français dans le livre *Samizdat I*, qui est en vente à la SELIO, 87 bis, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, et également diffusé par les éditions du Seuil en librairie. (N.D.L.R.)

(4) Ce texte constitue en même temps le document annonçant la fondation du *Groupe d'action* (également désigné par les mots *Groupe d'initiative*) pour les droits de l'homme en U.R.S.S., dont le démantèlement est apparemment l'un des principaux objectifs de la répression. Il a également été publié intégralement en français dans l'ouvrage cité ci-dessus, *Samizdat I*. (N.D.L.R.)

Iakir. — Ce n'est pas chez moi qu'est venu Anatole Emmanuéliévitch, c'est chez ma fille, sur la perspective Ryazan où elle habite, dans le quartier même où habitait Anatole Emmanuéliévitch. Il y avait là un membre du Comité Beaujard. Mais il est bien vrai qu'Anatole Emmanuéliévitch n'a pas parlé avec lui, mais s'est contenté de lui serrer la main et est parti.

Le président. — Qui était-ce ?

(**Iakir** donne un nom français.)

Le président. — Que savez-vous de l'interview de Iakir à la radio ?

Moi. — J'ai participé une fois à un film d'amateur. C'était le 13 mars 1971, un samedi. La veille, Essénine-Volpine, qui est maintenant aux Etats-Unis, vint me voir pour me dire qu'il était question de faire un film d'amateur sur la défense des droits de l'homme. J'ai dit qu'à mon avis il fallait faire un tel film, et que je donnerais avec plaisir mon avis sur ce point. Il me demanda alors d'être chez moi le lendemain, parce que Julia Vichnevskaïa, qui maintenant poursuit ses études à l'Université de Jérusalem, passerait me voir. Elle vint en effet le lende-

main. Nous prîmes un taxi pour aller quelque part dans le quartier de l'Université ou dans celui de Cheremichki — je ne m'en souviens plus, car j'ai une mauvaise mémoire visuelle. Nous sommes entrés dans un appartement où il y avait plusieurs personnes inconnues. Essénine-Volpine me conduisit alors dans une pièce adjacente. Ils dirigèrent des lumières sur moi ; je parlai brièvement dans un microphone, puis je m'en allai. Iakir a témoigné m'avoir rencontré à l'entrée, mais je ne me souviens pas de cela.

Le président (à Iakir). — Est-ce que tout cela concerne bien le film du 13 mars 1971 ?

Iakir. — Oui. C'est bien le film des Huit.

Ioudovitch (avocat de Iakir). — Avez-vous signé avec Iakir un document sur le N.T.S. ?

Moi. — Oui, j'ai signé un tel document. Je le sais par cœur, je peux vous le réciter si vous voulez.

Ioudovitch. — Faites-le, s'il vous plaît.

Moi. — Ce document est libellé comme suit :

Déclaration de MM. Vladimir Boukovski, Pierre Iakir et Anatole Lévitine-Krasnov sur le N.T.S.

Référence : une déclaration du président de la section américaine du N.T.S., M. Boldirev, à l'occasion du 40^e anniversaire du N.T.S. M. Boldirev déclare : « ... Le N.T.S. est la force motrice de la révolution russe. C'est pourquoi nous voulons coopérer avec le mouvement démocratique en U.R.S.S., que nous considérons comme notre détachement auxiliaire. »

Nous déclarons à cet égard que nous n'avons jamais eu de relations avec le N.T.S. Nous combattons les agents du N.T.S. s'ils

pénètrent dans notre milieu. Nous considérons des déclarations telles que celle de M. Boldirev comme des provocations. Nous considérons également que c'est une provocation d'imprimer des documents du mouvement démocratique avec des documents du N.T.S.

Il y avait trois signatures sous ce document : celles de Vladimir Boukovski, de Pierre Iakir et la mienne.

Le procureur. — Ce document a-t-il été distribué aux destinataires ?

Moi. — Il n'y avait pas d'adresse dessus. C'était une déclaration sur notre attitude à l'égard du N.T.S. Le document a circulé dans le **Samizdat** et tous les membres du **Groupe d'initiative** en étaient au courant.

Le procureur. — Comment les documents signés par vous parvenaient-ils à l'étranger ?

Moi. — Ils circulaient dans le **Samizdat**, et, comme les correspondants de presse et les touristes ne sont pas séparés par une muraille de Chine des autres gens, ces documents pouvaient donc leur parvenir. Mais certains d'entre eux ont été expédiés à l'étranger par des voies officielles. Par exemple l'**Appel à la conférence de Budapest** a été envoyé en télégramme, et l'**Appel à l'O.N.U.** en lettre recommandée.

Le procureur. — Comment savez-vous que l'**Appel à Budapest** a été envoyé en télégramme ?

Moi. — C'est le défunt Kostérine qui me l'a dit.

Le procureur. — Comment caractérisez-vous Iakir et Krassine ?

Moi. — Je commencerais par la déclaration avec laquelle j'ai conclu ma réponse à cette question à l'enquête préliminaire. Je les considère comme des hommes tout à fait convenables, et je ne crois pas qu'ils aient commis aucun crime. Ce sont des hommes qui ont souffert du stalinisme. Ils ont jugé nécessaire de combattre contre toute forme de retour au stalinisme. Et cela était fort bien. Ils ont combattu toutes les sortes d'actes de despotisme ou de violence. Et cela était naturellement tout à fait bien. Mais leurs esprits (pardonnez-moi, amis) étaient tout à fait chaotiques. Si vous leur aviez demandé ce qu'ils ne voulaient pas, ils auraient donné une réponse ferme et claire : ils ne voulaient pas du stalinisme. Mais si vous leur aviez demandé ce qu'ils voulaient, ils n'auraient pu répondre. Quand ils essayaient de répondre à cette question, le résultat n'était que sottises puérides. Ce sont des impulsifs et, de plus, évidemment instables. Mais ce sont en même temps des hommes tout à fait convenables.

MAI 1972 :

Insurrection à Kaunas

Le récit qu'on va lire de l'insurrection de mai 1972 à Kaunas (l'une des principales villes de la Lithuanie, annexée par l'U.R.S.S. en 1945) a pour auteur un jeune communiste témoin des événements, et a circulé en « samizdat ». Il est plus complet et plus précis que tout ce qui a été publié à ce jour.

Le suicide par le feu de Romas Kalanta n'est d'ailleurs qu'un chaînon dans une série. Le marin lithuanien Simonas Kadirca, opérateur radio, s'échappa de son navire le 23 novembre 1970 et passa à bord du garde-côtes des Etats-Unis « Vigilant » pour y demander l'asile politique ; il fut restitué de force par les officiers du « Vigilant » à ceux de la Sovietskaya Litva avec lesquels ils négocièrent une convention relative à la pêche ; parmi les objets abandonnés par lui sur le navire américain et qui, lors de l'enquête à laquelle l'incident donna lieu, furent soigneusement inventoriés, il y avait des notes sur le suicide de l'étudiant pragois Jan Palach à l'automne de 1968 (1).

Deux semaines après le suicide de Kalanta, un ouvrier de vingt-trois ans dont on connaît seulement le nom, Stonis, monta sur le toit d'un immeuble de la ville de Varena, s'inonda d'essence, y mit le feu,

(1) Inculpé de trahison, Kadirca fut condamné à dix ans de camp de travail par la Cour suprême de Lithuanie, le 20 mai 1971. Son nom figure, en 1973, parmi les seize signatures d'un appel de détenus politiques soutenant l'action de Sakharov.

puis sauta dans le vide. Stonis était allé à une foire, et, avec trois de ses amis, y avait dressé le drapeau national lithuanien interdit. Ses amis avaient été arrêtés, mais lui s'était échappé.

Le 3 juin 1972, un manœuvre de 63 ans nommé Andriuskevicius se suicida par le feu ; un quatrième, un homme de 62 ans du nom de Zelisanskas voulut l'imiter, mais en fut empêché par la police.

Dès 1969, le mathématicien Lev Aleksandrovitch Ladyzhensky, professeur adjoint de mathématiques et de physique à l'université de Riga, était démis de son poste pour avoir essayé de défendre l'un de ses étudiants, Ilya Rips, envoyé en hôpital psychiatrique pour avoir tenté de se suicider publiquement par le feu afin de protester contre l'occupation de la Tchécoslovaquie. Ce même Ladyzhensky a été arrêté à Riga au début de décembre 1973 sous l'accusation d'« agitation antisoviétique ».

« Depuis quelques années, la répression en Lituanie prend des dimensions extraordinaires. Le point culminant, jusqu'à aujourd'hui, a été atteint au mois de mai 1972. Pendant trois jours, exactement à l'époque du voyage de Nixon à Moscou, toute la population de la ville de Kaunas, la seconde de Lituanie, et des centaines de jeunes ouvriers et étudiants venus de toute l'Union soviétique ont manifesté leur désir de liberté. Pendant une nuit entière, ils ont affronté la milice et l'armée.

Le mercredi 17 mai, un jeune lycéen de dix-sept ans, en classe de dixième, Romas Kolanta, s'est suicidé. Vers midi, au centre de l'artère principale de la ville, l'avenue de la Liberté, il a mis le feu à ses vêtements inondés d'essence. Cela s'est passé très vite, en quelques minutes, et aucune

des personnes présentes n'a pu faire quoi que ce soit. Immédiatement emporté à l'hôpital par la milice, il y est mort quatre heures après.

Romas avait laissé chez lui un carnet sur lequel étaient inscrites les raisons de son suicide. Avant que le KGB ne le prenne avec le reste de ses affaires, ses parents ont pu le lire et surtout en donner le contenu à un de ses amis de classe. Romas expliquait qu'il décidait de se donner la mort afin de manifester :

— contre l'oppression dont étaient victimes les Lituanais de la part du gouvernement central de Moscou ;

— contre l'incroyable brutalité des méthodes de la milice et plus particulièrement vis-à-vis des jeunes ;

— il le ferait le jour de l'arri-

vée de Nixon à Moscou, afin que le monde entier le sache.

Le soir même, dans les lycées et écoles de Kaunas, la nouvelle était connue. Les élèves de la classe de Romas Kolanta se réunirent et décidèrent d'informer la population de la ville des véritables raisons du suicide de leur camarade.

Dès le lendemain matin, alors que la *Pravda de Lithuanie* publiait un très court article expliquant qu'« un jeune déséquilibré mental était mort à l'hôpital de Kaunas », des regroupements eurent lieu non seulement aux portes des lycées et des écoles, mais encore dans l'institut Polytechnique de la ville, dans lequel travaillent dix-huit mille étudiants. Ce jour-là, aucun cours ne se tint. Les amis de Romas prenaient la parole, des professeurs apportaient leur témoignage sur les récentes arrestations d'intellectuels en Lithuanie.

En fin d'après-midi, tout le monde se retrouva spontanément avenue de la Liberté. La milice était présente en nombre, mais laissait faire. Seuls les gradés prenaient les fleurs que les gens avaient déposées à l'endroit où Romas s'était suicidé, et les jetaient dans des poubelles. Ils provoquaient aussi les jeunes qui portaient des cheveux longs en les insultant. Beaucoup de travailleurs étaient là, qui, sortant des entreprises, s'arrêtaient et discutaient. Les tramways et les taxis ne circulaient plus au centre de la ville. La foule grossissait sans cesse ; des gens qui faisaient la queue aux portes des magasins ou des bars, ceux qui quittaient

leur travail, et déjà quelques groupes de jeunes des villes les plus proches, Riga et Vilnius, prévenus par des étudiants.

Tard dans la soirée, les parents firent une déclaration publique : le service de l'hôpital dans lequel était mort Romas refusait de leur rendre le corps. On disait que la milice avait tenté de le faire parler en le droguant. Le KGB avait dévasté l'appartement dans lequel ils vivaient, et maintenant les menaçait. Ils donnèrent le contenu du carnet de Romas et invitèrent toute la population de la ville à cesser le travail le lendemain et à se rassembler avenue de la Liberté pour des funérailles symboliques.

Après cette déclaration, personne n'avait envie de partir. On ne faisait rien, seulement discuter, mais quelque chose nous clouait sur place. Beaucoup de jeunes restèrent toute la nuit et dormirent dans la rue, ce qui, en temps normal, est formellement interdit.

Le lendemain matin, vendredi 19 mai, des détachements de l'armée, cantonnés à proximité de la ville, avaient pris position sur les routes et bloquaient quiconque voulait rentrer ou sortir. En conséquence, aucune entreprise ne fonctionnait. L'institut Polytechnique était en grève, les lycées fermés.

Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se regroupèrent au centre de la ville. Des centaines de jeunes ouvriers et étudiants étaient venus dans la nuit, non plus seulement de Riga et Vil-

nius, mais de Kichinev, Kharkov, Kiev, Leningrad et jusque de Moscou. Des centaines d'autres avaient été arrêtés alors qu'ils essayaient d'entrer dans la ville.

Vers midi, la foule a défilé tout au long de l'avenue en criant : « Liberté, indépendance ! » Après quoi, un meeting se tint tout l'après-midi avec des orateurs improvisés. Il était très difficile d'entendre ce qui se disait, parce que rien n'avait été préparé. On fit des déclarations pour l'indépendance nationale, pour la liberté de religion ; on dénonça les multiples arrestations qu'on avait opérées dans toute l'Union soviétique à l'occasion de la venue de Nixon ; un étudiant de Kiev prit la parole pour informer de ce qui se passait en Ukraine.

En fin d'après-midi, la milice essaya de disperser quelques groupes isolés et de se saisir des gens qui prenaient des photos aux fenêtres des appartements. Ce fut l'origine d'affrontements qui durèrent de dix-sept heures environ jusqu'au lendemain matin.

Les unités de l'armée se regroupèrent dans les rues principales, devant la maison du Parti et plus tard elles cernèrent l'institut Polytechnique, dans lequel s'étaient réfugiées beaucoup de personnes — mais sans intervenir directement. Certains soldats ont même jeté leur fusil par terre, indiquant ainsi qu'ils refusaient de s'en servir. Cela nous encouragea à résis-

ter aux troupes spéciales qui venaient de Moscou et à la milice.

Vers dix-neuf heures, j'ai entendu un groupe d'étudiants se diriger vers l'institut en criant : « Ils ont tué ! ». Mais personne ne savait ce qui se passait réellement. Je n'ai jamais entendu tirer...

Il y eut des centaines de personnes arrêtées, gardées dans les camions militaires et des autobus réquisitionnés. Ces personnes furent rassemblées à quelques kilomètres de Kaunas, sur la route de Kaliningrad, dans un ancien camp de concentration nazi. Là-bas, pendant trois jours, on interrogea, on coupa les cheveux des jeunes, on battit ceux qui étaient soupçonnés d'avoir pris la parole.

Dans les semaines qui suivirent, on exila de Lithuanie des familles entières, dont les parents de Romas. D'autres disparurent tout simplement. Des dizaines de condamnations à des peines de plusieurs mois en droit commun furent prononcées. On les accusait de violation des règles relatives au passeport, atteinte à l'ordre public, hooliganisme...

Enfin, le samedi 19 mai 1973 fut déclaré par les autorités de la ville « journée de travail obligatoire ». Les jeunes durent aller travailler dans les kolkhozes des campagnes voisines et les travailleurs dans les entreprises.

Les dirigeants ont raison d'avoir peur ; un jour la liberté triomphera en Union soviétique. Romas Kollanta n'est pas mort pour rien. »

Dossier

sur le cas de

L. Pliouchtch

La Vérité reproduit ci-après l'essentiel des documents du « Dossier sur le cas de L. Pliouchtch », grâce à l'obligeance de la rédaction du Bulletin du comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Ces documents ont été publiés dans le numéro 10 (juin 1974) du Bulletin du comité, qui contient en outre deux déclarations du Groupe d'action pour les droits de l'homme en U.R.S.S. et une lettre de la femme de L. Pliouchtch, déjà publiées par la Vérité (numéro 562).

Le Bulletin du comité est en vente à la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, au prix de 4 francs.

Instruction judiciaire, justice et psychiatrie

par Tania KODOROVITCH

Le 29 janvier 1973, le tribunal de Kiev a condamné Léonide Ivanovitch Pliouchtch à l'internement dans un hôpital psychiatrique spécial — c'est-à-dire à l'emprisonnement. Ce jugement devait être cassé par le tribunal suprême d'Ukraine, qui décida de placer Pliouchtch dans un hôpital psychiatrique ordinaire. Mais le parquet, considérant L. Pliouchtch comme un dangereux criminel d'Etat, contesta à son tour cette dernière décision et insista pour que L. Pliouchtch fût interné dans un hôpital psychiatrique-prison.

L'« affaire » Pliouchtch fut alors portée devant une séance plénière du tribunal suprême d'Ukraine. Ce plénum renvoya de nouveau l'« affaire » aux instances de ce tribunal. Léonide Pliouchtch se retrouva donc comme précédemment dans les prisons ukrainiennes du K.G.B. et dans un complet isolement.

J'ai, par devers moi, les quelques documents fragmentaires que j'ai rassemblés avec de grandes difficultés sur l'affaire L. Pliouchtch.

Ces documents montrent à l'évidence que Léonide Pliouchtch a été placé de force, par décision du tribunal de première instance, dans un hôpital psychiatrique-prison. Il ne s'agit pas là des agissements d'un quelconque groupe de gangsters qui aurait kidnappé un homme pour je ne sais quelle expérience. Nous nous trouvons devant une mesure gouvernementale s'abritant derrière la feuille de vigne de la justice et de la psychiatrie. Mais jugez vous-mêmes.

Le tribunal de Kiev a examiné, du 25 au 29 janvier 1973, l'affaire de L. I. Pliouchtch, accusé en vertu de l'article 62 du code pénal de la République d'Ukraine et de l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R.

La composition du tribunal était la suivante :

Président : Daichel. *Assesseurs* : Moskaliouk, Grama. *Procureur* : Pitenko. *Avocat* : Kregepitski.

Le tribunal a siégé à huis clos. C'est pourquoi les documents de l'instruction et du procès sont demeurés secrets. Nous ne connaissons que le contenu de l'arrêt, qui a été porté à la connaissance de

l'accusé, conformément à la loi, à savoir qu'il a été retenu contre lui :

a) d'être en possession de quelques textes dactylographiés et de les diffuser, dont : trois numéros différents de la *Chronique*, deux numéros différents du *Courrier de l'Ukraine*, qui figuraient au procès comme des documents calomnieux et antisoviétiques, portant atteinte à la sûreté de l'Etat ;

b) d'avoir rédigé et diffusé des textes manuscrits, dont 7 reconnus par l'auteur comme étant de lui : *Lettre au gouvernement soviétique*, *Lettre à la Komsomolskaïa Pravda*, *Orientation psychologique à l'interrogatoire*, *L'éthique et le combat*, *La psychologie de la trahison intellectuelle*. Tous ces documents ont été jugés calomnieux, antisoviétiques, et dénigrant le gouvernement et le régime soviétiques.

c) d'avoir signé des lettres « *antisoviétiques* » adressées à l'O.N.U. au nom de l'organisation illégale s'intitulant *Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.* ;

d) d'avoir tenu des discussions antisoviétiques.

Il découle de cet arrêt que L. I. Pliouchtch a accompli les actes qui lui sont incriminés (art. 62 du code pénal d'Ukraine) en état d'irresponsabilité. Le tribunal de Kiev a pris la décision de placer L. I. Pliouchtch dans un hôpital psychiatrique spécial, en vue d'un traitement médical forcé.

Avant les débats judiciaires, il y a l'enquête, c'est-à-dire l'instruction. C'est elle que nous allons donc commencer par examiner.

Violation des lois soviétiques en cours d'instruction

Les délais de garde à vue de l'accusé admis par le code pénal de la République d'Ukraine sont les mêmes que ceux admis par la législation de l'U.R.S.S. La loi stipule :

« La garde à vue pendant l'enquête peut durer deux mois. Ce délai peut être prolongé, dans le cas d'affaires particulièrement complexes, jusqu'à trois mois. Le parquet d'Ukraine peut porter ce délai à six mois à compter du premier jour de la garde à vue. Dans les cas exceptionnels, ce délai peut lui-même être prolongé par le procureur général de l'U.R.S.S. de trois mois au plus » (art. 156 du code pénal de la R.S.F.S.R.).

L'accusé L. I. Pliouchtch a subi une garde à vue de 12 mois sans jugement. Il y a lieu de remarquer que pour respecter la « légalité » (feuille de vigne n° 1) dans la conduite de l'instruction dans le cas présent, comme, d'ailleurs, dans de nombreux autres cas, il a fallu modifier la loi en vigueur sur le territoire de la République d'Ukraine. Effectivement, le procureur fit connaître que, pour les affaires suivies par le K.G.B., il existe une décision du Soviet suprême de l'U.R.S.S., signée de Podgorny et Gueorgadzé, qui porte la période d'enquête sur le cas Pliouchtch à un an.

L'instruction préalable s'est déroulée en l'absence de défenseur, ce qui, si l'accusé est estimé irresponsable, est une violation de l'article 417 (commentaires, § 4 du code pénal de la République d'Ukraine) et de l'article 405 (code pénal de la R.S.F.S.R.), qui précisent que « dans les cas de personnes ayant accompli des actes dangereux en état d'irresponsabilité, (...) la présence d'un défenseur est estimée indispensable. Le défenseur est admis à participer à l'instruction à partir du moment où il est établi que la personne est un malade mental ayant accompli des actes dangereux pour la société ».

Comment tout cela fut-il possible ?

L. I. Pliouchtch a été dirigé sur Moscou pour être soumis à une expertise psychiatrique judiciaire à la fin du mois d'avril 1972. Nous savons qu'à ce moment-là, l'interrogatoire de l'accusé était déjà terminé. Cela donna la possibilité au K.G.B. de mener l'instruction préalable *sans la présence d'un avocat*, en donnant comme motif que l'accusé n'a été reconnu malade mental qu'après la fin de l'instruction (feuille de vigne n° 1).

Ce motif fut porté à la connaissance de la femme de Pliouchtch, mais seulement en décembre 1972, c'est-à-dire après le délai annuel de l'instruction, avant la transmission de l'affaire au tribunal, quand, en réponse à de nombreuses plaintes et déclarations (voir en annexe), on annonça enfin officiellement à celle-ci que son mari avait une maladie mentale.

Pendant la durée de l'instruction, des pressions psychologiques furent exercées, non seulement sur les témoins, mais aussi sur l'accusé, ce qui est contraire à l'article 22 du code pénal de la République d'Ukraine et à ses commentaires.

Exemples de pressions :

a) L'accusé a été privé pendant une année entière de toute nouvelle du monde extérieur, en particulier de sa famille. *Même son avocat* ne fut autorisé à voir L. I. Pliouchtch qu'une fois pendant toute l'année de l'instruction, avant le passage de l'affaire devant le tribunal, et ceci en violation de toutes les lois concernant la défense. La demande de son avocat de le voir au moins encore une fois avant le jugement fut rejetée avec le motif : « sans nécessité ».

b) Convoquée à plusieurs reprises par le K.G.B. à propos de son mari, T.I. Jitnikova Pliouchtch fut victime de toute une série d'agissements illégaux à son égard. Ainsi, on lui refusa tout envoi en mission ; on cessa de publier ses articles dans la *Revue de méthodologie* ; le livre de morceaux choisis à la rédaction duquel elle avait participé fut éliminé du plan d'édition.

c) Des pressions furent également exercées sur les témoins Borchtchebskoï et Iouvtchenko, qui ont adressé des plaintes au procureur de la République d'Ukraine à ce sujet. Aucune réponse ne fut donnée à ces plaintes.

Expertises médicales judiciaires et leur prescription

I. L'accusé fut soumis à une expertise psychiatrique. C'était en violation de l'article 204 du code pénal de la République d'Ukraine. Il y est stipulé en effet que « dans les cas où on peut admettre que l'accusé était dans un état d'irresponsabilité au moment où il accomplit des actes dangereux pour la société..., il y a lieu de procéder à une expertise psychiatrique judiciaire ». Selon les commentaires de cet article, même en cas de meurtre prémédité avec circonstances aggravantes, il n'y a pas lieu de procéder à une expertise psychiatrique si l'accusé ne présente pas de défi-

science psychique (art. 204, § 2 des commentaires du code pénal de la République d'Ukraine).

« Dans le cas du mathématicien L. I. Pliouchtch, qui est sorti de l'école secondaire avec une médaille, qui a gagné les olympiades de mathématiques, qui est diplômé de l'Université, qui est auteur de plusieurs articles scientifiques, qui n'a **jamais eu de dérèglements psychiques**, et n'a séjourné dans aucun établissement psychiatrique, il est bien évident que de telles « **données** » n'ont jamais existé. » (1)

Mais ces « *données* » (feuille de vigne n° 2) ont été utilisées sans doute pour faire admettre par certains témoins, sous la pression psychologique exercée sur eux par les enquêteurs, la version selon laquelle Pliouchtch est irresponsable, Pliouchtch est « *aussi fou que Grigorrenko* ».

Cela fut dit par exemple par le témoin Bodnartchiouk le 26 janvier 1972, au moment de sa confrontation avec L. Pliouchtch, c'est-à-dire au 14^e jour de l'instruction. Le témoin Didenko (en février) fut décontenancé par l'enquêteur I. I. Sourom, qui a déclaré que le K.G.B. avait reçu de la mère de Pliouchtch une lettre dans laquelle elle parlait des « *bizzareries* » de son fils. En réalité, la mère de Pliouchtch n'a jamais écrit une telle lettre. Le témoin E.G. Nedoroslev se vit déclarer en juin que Pliouchtch était « *fou* ». De telles déclarations mettent les gens sur leurs gardes et les intimident, car elles permettent aux organes du K.G.B. de dire que le problème de

la santé psychique de l'accusé est de leur compétence, et non pas de celle de la médecine psychiatrique.

Il ne reste plus alors aux médecins psychiatres et experts auprès du tribunal qu'à donner une forme médicale (feuille de vigne n° 3) à la décision qui leur est imposée. La pression psychologique sur les témoins se manifestant également sous la forme de la question suggestive suivante : « *N'avez-vous pas remarqué que Pliouchtch est bizarre ?* » Le résultat, c'est que certains témoins ont répondu par l'affirmative à cette question. Il y a tout lieu de supposer que les enquêteurs ont utilisé le refus de l'accusé de faire une déposition pour accrédiiter les « *données sur sa déficience psychique* ». Cela témoigne en réalité de l'étonnante fermeté et de la valeur morale de L. Pliouchtch, qui se refuse à participer à une instruction alors qu'elle est dirigée contre le droit de chacun d'avoir son propre point de vue.

II. Pour apprécier le comportement psychique de l'accusé, des déclarations de témoins connaissant mal L. Pliouchtch ou ne l'ayant pas vu depuis cinq à dix ans, ont été prises en considération.

Ainsi, par exemple, ont été appelés devant le tribunal : le témoin Chevtchenko, qui n'a vu Pliouchtch qu'une fois dans sa vie et pendant seulement une heure ; le témoin Kolessov, une connaissance épisodique au cours d'une période très courte en 1963 (c'est une période en dehors de celle ayant trait à l'affaire) ; et d'autres.

(1) Citation de la déclaration adressée au président du tribunal suprême de la République d'Ukraine par les témoins dans l'affaire Pliouchtch : Borchtchevskoi, Berchmann, Feldmann, V. Iouvtchenko.

Par contre la sœur de L. Pliouchtch, ayant suivi par ailleurs l'enseignement médical secondaire, n'a pas été appelée à témoigner sur le comportement psychique de son frère, ni pendant l'instruction ni pendant le jugement. N'ont pas non plus été appelées devant le tribunal des personnes connaissant bien L. Pliouchtch (voir le point suivant). N'ont pas été pris en considération les renseignements donnés pendant l'instruction par la femme de L. Pliouchtch, témoignant de sa parfaite santé psychique.

En somme L. Pliouchtch a été soumis, sur la base des données officielles, à deux expertises psychiatriques judiciaires ; selon les données non officielles, à trois : la troisième a en réalité été la première. Elle était conduite par la commission d'experts judiciaires du département psychiatrique de l'hôpital psychiatrique de Kiev, du nom de Pavlov, comprenant : le docteur Lifchitz, le chef du département Vinarskaïa, le médecin d'ambulance Kravtchiouk.

Cette commission a déclaré L. Pliouchtch responsable.

Mais cantonnons-nous dans les données officielles. Le procureur chargé des affaires conduites par le K.G.B. en Ukraine, le camarade Malculle, n'informa la femme de L. Pliouchtch qu'à la fin de décembre 1972, c'est-à-dire après la fin de l'instruction, que, dans le dossier de l'accusé L. Pliouchtch, se trouvaient les textes de deux expertises médicales judiciaires concernant l'état de santé psychique de celui-ci.

La première expertise fut faite à Moscou sous la présidence du directeur de

l'Institut de recherches scientifiques de médecine psychiatrique judiciaire, Serloskoï, assisté de Morozov, membre correspondant, du professeur D.V. Lountz, membre de la commission, et du candidat médecin A.K. Katchaïev. Dans la conclusion de la commission, il est dit que L.I. Pliouchtch souffre de schizophrénie, avec « *des signes de dérangement paranoïaque, des manifestations d'idéaux réformateurs, de messianisme élémentaire...* » ; qu'il est irresponsable, et qu'il doit être soumis à « *un traitement forcé dans un hôpital psychiatrique spécial* ».

La deuxième expertise fut faite également à Moscou. La commission, constituée sur décision du ministère de la Santé publique de l'U.R.S.S., était composée de la façon suivante : *président* : l'académicien Snejnevski ; *membres* : le correspondant Morozov, le professeur Lountz, le chef de département Onoufrieu.

Dans sa conclusion, la commission déclare que L. Pliouchtch souffre de schizophrénie, et que « *son état de santé actuel montre des signes de glissement vers une inquiétude émotionnelle, une atténuation des idées réformatrices et leur transformation en idées inventives dans le domaine de la psychologie* » (2). L'état du malade nécessite un traitement forcé dans un hôpital psychiatrique ordinaire.

De cette façon (3), deux commissions « *compétentes* » ont reconnu L. Pliouchtch irresponsable, mais ont fait des recommandations différentes sur le type de l'hôpital où il doit être hospitalisé. Le tribunal a choisi la plus dure.

Violation des lois soviétiques au cours de la procédure judiciaire

I. Refus d'autoriser les témoins à participer à l'instruction, avec promesse que des renseignements complémentaires seront donnés au cours du procès. Le juge Daichel a donné pour motif de ce refus que le tribunal doit statuer sur les

(2) Cela est lié au fait que Pliouchtch a étudié tout son temps d'internement la théorie du jeu, et continue à s'en occuper.

(3) Nous ne connaissons rien de la troisième expertise, sinon que celle-ci n'a pas eu lieu, selon les dires du procureur et de l'avocat.

mesures de contrainte de caractère médical à prendre, et n'estime donc pas utile de citer d'autres témoins que des psychiatres (feuille de vigne n° 4).

Ce motif, invoqué par le juge Daichel, est en contradiction avec l'article 419 du code pénal de la République d'Ukraine, qui dit : « ... Pendant la session du tribunal, il est fait appel à des témoins qui, preuve à l'appui, peuvent affirmer ou infirmer qu'il s'agit d'agissements dangereux pour la société. D'autres circons-

tances pouvant avoir un effet déterminant sur la décision de mesures de contrainte de caractère médical sont soumises également à l'examen. »

Il faut ajouter qu'aucun des témoins entendus par le tribunal n'a de connaissances médicales (cela n'est d'ailleurs pas prévu par la loi).

II. Pendant le déroulement du procès, le tribunal a manifesté une tendance à résoudre lui-même des problèmes qui, en l'absence d'interdits expressément prévus par le code pénal, sont habituellement tranchés en faveur de l'accusé. Voici des exemples :

La requête de la femme de L. Pliouchtch demandant la présence au procès d'un représentant de la loi fut rejetée sous le prétexte que, dans le code pénal de la République d'Ukraine, il n'y a pas d'article selon lequel le tribunal, jugeant une affaire ayant trait à une maladie mentale, doit prévoir un représentant légal. Effectivement, il n'y a pas d'article dans le code pénal de la République d'Ukraine qui rende obligatoire la présence d'un représentant légal ; mais il n'y a pas non plus d'article le défendant (4).

Dans ce cas, conformément à l'article 20 de la constitution de l'U.R.S.S. (loi suprême), qui dit que « dans le cas de divergence entre la loi d'une républi-

que et la loi de l'Union, c'est la loi de l'Union qui doit jouer », le tribunal aurait dû utiliser l'article 28 du code civil de l'U.R.S.S., qui prévoit la présence d'un représentant légal pour les affaires ayant trait aux maladies mentales.

La requête de l'avocat demandant la présence de l'accusé au procès fut aussi refusée, avec ce motif que « le tribunal n'en voit pas la nécessité » (feuille de vigne n° 5) ; alors que, conformément à l'article 419 du code pénal de la République d'Ukraine, le juge peut autoriser la présence au procès du prévenu reconnu malade mental « si le caractère de la maladie le permet ».

III. Une des lois principales de la procédure judiciaire est violée. L'accusation portée contre Pliouchtch d'avoir établi et diffusé des documents antisoviétiques calomnieux dénigrant le gouvernement soviétique et l'ordre social n'a pas été — et ne pouvait pas être — examinée sur le fond, car :

(4) De plus il y a dans les commentaires de l'article 424 du Code pénal de la République d'Ukraine une indication indirecte sur la présence d'un représentant légal dans le cas des personnes reconnues malades mentales : « Les personnes qui peuvent faire appel en cassation d'un jugement sont le défenseur du malade ou son représentant légal » (Commentaires du § 2 de l'article 424).

1) Aucun acte législatif ne déclare quelle littérature est considérée comme antisoviétique. L. Pliouchtch, comme d'ailleurs tous ceux qui sont accusés au nom du même article du code pénal, devait donc décider lui-même intuitivement quels livres on peut posséder et donner à lire, et ceux que l'on ne peut pas.

2) Dans la littérature juridique, le terme « antisoviétique » n'est pas utilisé. Ainsi, dans les commentaires sur l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R. correspondant à l'article 62 du code pénal de la République d'Ukraine, une imprécision s'explique par une autre. Par exemple agitation et propagande anti-soviétiques deviennent :

a) agitation et propagande menées dans le but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique ;

b) diffusion d'élucubrations calomnieuses dénigrant le gouvernement soviétique et l'ordre social dans le but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique — ou bien « dans le but d'effectuer des actes criminels contre le gouvernement » ;

c) préparation et diffusion dans les mêmes buts de littérature de caractère déterminé (commentaires du § 1 de l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R.).

Quelle signification peut-on donner aux mots : « dans le but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique » ? Peut-on les retenir par exemple contre les écrits de L.I. Pliouchtch concernant les problèmes éthico-psychologiques ? Comment peut-on le démontrer ? C'est seulement après avoir prouvé qu'il y a eu action « dans le but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique » — comme le disent les commentaires à l'article 70 du code pénal

de la R.S.F.S.R. — qu'il est possible de dire qu'il s'agit d'un acte antisoviétique.

Les travaux de L. Pliouchtch écrits sur des thèmes sociaux, ses réflexions sur l'état d'esprit de ses contemporains, peuvent-ils être considérés comme « ayant pour but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique » ? Autrement dit, sont-ils antisoviétiques ? Cela est-il démontré par le tribunal ?

Les lettres de L. Pliouchtch adressées au gouvernement soviétique ou destinées à la publication dans les journaux soviétiques ont-elles pour but de « saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique » ? Cela est-il démontré par le tribunal ?

Enfin les lettres à l'O.N.U., signées par L. Pliouchtch dans le cadre du Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. ont-elles pour « but de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique », ou peut-être pour « but d'effectuer des actes criminels contre le gouvernement » ? Cela est-il démontré par le tribunal ?

En quoi consiste le « caractère calomnieux » de ces documents ? Quels sont les éléments calomnieux de ces textes, et ceux qui ne le sont pas ? Le tribunal préfère ne pas avoir à trancher. Il préfère se réfugier unanimement derrière « l'expertise idéologique » (feuille de vigne n° 6), dont l'objet n'est pas d'apprécier si ces documents ont un caractère antisoviétique, calomnieux ou de dénigrement... De cette façon, le tribunal viole lui-même une des lois fondamentales de la procédure judiciaire, qui demande « une enquête pleine et entière sur les circonstances de l'affaire » (article 20 du code pénal de la R.S.F.S.R.).

IV. Le tribunal a condamné le prévenu « malade mental » L. Pliouchtch à payer 73 roubles pour les frais du procès. Cet acte se dispense de tout commentaire.

V. La publicité des débats judiciaires a été enfreinte. Le procès fut officiellement déclaré clos. Les motifs déclarés en ont été les suivants (feuille de vigne n° 7) :

1) L'examen de l'affaire L. Pliouchtch a le caractère de secret d'Etat (remarquez qu'il ne s'agit pas de l'affaire elle-même, mais de son examen). Le « secret d'Etat » est considéré par la loi de la

façon suivante : « Les renseignements considérés comme secrets d'Etat sont les renseignements de caractère militaire ou économique, ou que le gouvernement soviétique estime tels » (commentaires,

§ 2 de l'article 75 du code pénal de la R.S.F.S.R.).

Il est évident que l'affaire Pliouchtch ne contenait — et ne pouvait contenir — aucun secret d'Etat, et que de ce fait, l'article 11 du code civil de procédure judiciaire de l'U.R.S.S. et l'article 20 du code pénal de la République d'Ukraine ont été enfreints. Il y est dit : « *Les débats judiciaires sont publics dans tous les cas, sauf si cela intéresse des secrets d'Etat* » (article 20). De plus, l'article 419 du code pénal de la République d'Ukraine est violé, car, pas plus dans cet article que dans aucun autre, il n'est dit qu'il peut être mis fin au procès d'un malade mental, même dans le cas du secret d'Etat.

Par ailleurs, le droit d'assister au procès a été refusé catégoriquement à la femme de L. Pliouchtch. *La salle était vide*. Il n'y avait ni l'accusé, ni son représentant légal, ni les experts, ni les parents, ni le public. L'isolement dans lequel le tribunal était placé était tel que le détachement de miliciens gardant la salle vide interdisait même de stationner à l'entrée du palais de Justice, sous peine d'arrestation, aux citoyens désireux d'assister au procès. Et ce n'est qu'après

de multiples protestations que la femme et la sœur de l'accusé ont été autorisées à attendre la fin de l'audience dans le vestibule, et ceci parce qu'il gelait très fort dehors.

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Qui est responsable de la violation de la publicité des débats judiciaires ? Les juges ? Ou alors ce jugement non fondé contre L. Pliouchtch relève-t-il lui-même des « *renseignements que le gouvernement soviétique estime indispensable de garder comme secrets d'Etat* » ? Dans ce cas, l'auteur de cette lettre doit passer elle-même en jugement pour les avoir divulgués. Et ce jugement sera-t-il lui aussi secret ?

2) « *L'affaire ne présente pas d'intérêt public* », a déclaré Daichel aux amis de L. Pliouchtch qui s'étaient adressés à lui pour lui demander l'autorisation d'assister au procès. Cette explication est inexacte et illogique, car :

a) Comment une affaire qui présente une possibilité de « *saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique* » n'est-elle pas d'intérêt public ?

b) Si cette affaire ne présente pas d'intérêt public, alors pourquoi faire garder la salle par la milice pendant les débats ?

VI. L'article 11 du code civil de procédure judiciaire de l'U.R.S.S. et l'article 20 du code pénal de la République d'Ukraine, qui prévoient que la décision des tribunaux doit être rendue publique dans tous les cas, ont été violés.

Pour empêcher d'autres personnes d'assister au procès, on demanda à la femme et à la sœur de L. Pliouchtch de passer « pour cinq minutes » du vestibule dans le corridor. Comme cela fut connu plus tard, il leur a été défendu d'emporter même leur sac à main en entrant dans la salle d'audience. Quand les personnes attendant à l'entrée du palais de Justice réalisèrent qu'il était procédé à la lecture du jugement et qu'elle voulurent entrer dans la salle, on leur dit que « la lecture était déjà commencée » et que « vous pourriez la gêner » (feuille de vigne n° 8).

Les juges refusèrent de remettre entre les mains de la femme de L. Pliouchtch le texte de l'arrêt du tribunal.

Plutôt que de donner mes propres commentaires sur les points V et VI, je pré-

fère citer les commentaires du § 3 de l'article 20 du code pénal de la République d'Ukraine :

« *Rendre publics les débats judiciaires est un des principes démocratiques de*

la criminologie soviétique. Elle place l'action des organes judiciaires sous un large contrôle public. Les débats judiciaires publics confèrent un plus grand sentiment de responsabilité aux juges, procureurs et avocats, et accroissent également leur sentiment de responsabilité à l'égard des témoins et des experts, ce qui, à l'évidence, participe à l'élévation de la qualité des actes judiciaires. La publicité du procès se révèle comme une condition importante pour la fonction éducative dévolue au tribunal soviétique. Ce n'est que dans des débats judiciaires publics que cette fonction peut s'accomplir avec succès.»

L'extrême secret du procès et l'impossibilité d'accéder même à l'arrêt du tribunal n'ont pas permis d'établir la liste complète des violations perpétrées. Il est donc certain que le présent document est loin de révéler toutes les violations en cours d'instruction et de jugement. Une chose est claire : ce qui a pu être révélé est suffisant pour casser l'arrêt du

tribunal de Kiev rendu au sujet de L. I. Pliouchtch, car : « La raison suffisante pour annuler ou modifier le jugement en cassation réside dans le caractère unilatéral ou incomplet de l'enquête préventive ou judiciaire ; dans les contradictions entre les arguments contenus dans la condamnation et les circonstances réelles ; dans une utilisation incorrecte de la loi ; dans la contradiction, dans la condamnation, entre la gravité du délit et la personnalité de l'accusé » (article 367 du code pénal de la République d'Ukraine) ; et aussi : « La condamnation doit être en tous cas annulée si le tribunal viole les articles du code qui prescrivent une enquête ouverte, qui donnent obligation de faire connaître les raisons de l'accusation, et la communication à l'accusé des documents de l'instruction préalable..., qui donnent à l'accusé le droit à la parole pour sa défense, et aussi celui d'intervenir en dernier » (article 370 du code pénal de la République d'Ukraine).

Les organes du K.G.B. d'Ukraine ont outrepassé leur pouvoir

I. Conformément à la loi, le tribunal de Kiev donna le 29 janvier 1973 à la femme de L. Pliouchtch l'autorisation écrite de le voir. Néanmoins, la visite n'a pas pu encore avoir lieu à ce jour (juin 1973). Ce sont les organes du K.G.B. ayant participé à l'instruction qui s'opposent à cette visite légale, bien qu'ils n'aient rien à voir avec le prévenu après la fin de l'instruction et du jugement ; d'autant plus que, selon la décision du tribunal, L. Pliouchtch ne peut pas être considéré comme accusé, puisqu'il « a agi en état d'irresponsabilité, en tant que malade psychique ».

Cela n'a pas empêché l'enquêteur Fedosséenکو de convoquer le 20 février 1973 la femme de L. Pliouchtch, comme suite à la plainte adressée par celle-ci auprès du président du K.G.B. d'Ukraine et dans laquelle elle informait ce dernier que le directeur de la prison ne lui avait pas encore accordé de visite à son mari, au mépris de la décision du tribu-

nal, et de lui dire que « le tribunal n'a rien à faire là-dedans », mais que la visite aura lieu, car le président du K.G.B. d'Ukraine a donné son autorisation. Plus tard, l'enquêteur Fedosséenکو (c'est lui qui a dirigé l'affaire Pliouchtch) donna des indications sur ce qu'il est permis de dire pendant la visite. Ainsi, il défendait catégoriquement à la femme de L. I.

Pliouchtch de parler à celui-ci de son « affaire » ; même si c'est lui qui pose des questions à ce sujet, il est défendu de lui répondre.

Pliouchtch ne connaît pas les documents ayant trait à son affaire. Son isolement du monde extérieur remonte maintenant à treize mois. La femme de Pliouchtch s'est révoltée légitimement contre ces agissements, et a déclaré qu'elle considère l'enquêteur Fedosséenکو comme le meurtrier de son mari.

La visite lui fut alors simplement refusée. Elle ne fut pas davantage autorisée après la protestation écrite qu'elle a adressée, le 2 mars 1973, au parquet de la République d'Ukraine. Cette réclamation est restée sans réponse. A la suite de cette demande, le procureur a déclaré qu'il ne comprenait pas pourquoi la femme de L. Pliouchtch voulait voir son mari, car « *voire mari est gravement malade* ».

Cela ne l'a pas empêché d'autoriser

le 3 mars la sœur de Pliouchtch à lui rendre visite. Au préalable, on fit savoir à cette dernière qu'elle ne devait pas parler de l'« affaire de son frère », de la décision du tribunal de cassation, et du refus d'accorder la visite à sa femme. La sœur donna son accord, et la visite eut lieu à ces conditions (après dix-huit mois d'internement).

Le tribunal suprême de la République d'Ukraine, à qui la femme de Pliouchtch s'adressa ensuite pour demander le droit de rendre visite à son mari, lui donna son accord. Néanmoins le directeur de la prison, Sapojnikov, a déclaré le 24 mai que, à cause de votre « *comportement non tactique* » (« *vous vous êtes disputée avec quelqu'un* »), (feuille de vigne n° 9), la visite prévue ne pourrait avoir lieu.

Non seulement L. Pliouchtch est privé de visites, mais aussi de toute correspondance : depuis la fin du procès, aucune lettre ne lui est parvenue.

En outrepassant leur pouvoir et en violant les normes judiciaires, les organes du K.G.B. de la république d'Ukraine ont montré leur volonté de maintenir dans le plus grand secret l'« affaire » de Léonide Pliouchtch.

L'ADRESSE DE LEONIDE PLIOUCHTCH EST LA SUIVANTE :

URSS, UKR. SSR,
DNIETROPETROVSK 6, UL. TCHITCHERINA
101 P/IA 308

Secret d'Etat, crime et condamnation de Léonide Pliouchtch

Lettre ouverte à Alexandre Sergueevitch Volpine

par LANDA

Les 25, 26 et 29 janvier 1973, le tribunal du district de Kiev a examiné l'affaire de Léonide Pliouchtch, accusé de « propagande et agitation antisoviétiques », conformément à l'article 62 du code pénal de la république d'Ukraine (correspondant à l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R.). Les séances du tribunal ont eu lieu à huis clos ; même les parents proches de L. Pliouchtch n'y furent pas admis. Léonide Pliouchtch a été interné pendant un an, jusqu'au début du procès (il avait été arrêté au milieu du mois de février 1972). Il passa une partie de ce temps en prison (dans l'« isolateur d'enquête ») et l'autre à subir une expertise de psychiatrie judiciaire. Deux (ou trois ?) commissions spéciales d'expertise ont eu à résoudre le problème de sa santé psychique. La femme de Léonide Pliouchtch fut informée avant le jugement qu'il y avait eu deux commissions et que Léonide Pliouchtch avait été reconnu malade mental. Pendant tout le temps de l'internement, il ne reçut aucune visite et vécut dans un isolement complet.

Le tribunal décida que Léonide Pliouchtch serait dirigé sur un hôpital psychiatrique spécial pour y subir un traitement forcé. Je connais Léonide Pliouchtch... J'avais quitté Moscou pour Kiev afin d'assister au procès ou, si nous n'y étions pas admis (ce qui était le plus vraisemblable, vu de nombreux

précédents), afin d'être à ce moment-là auprès de sa femme et de ses amis. Je veux raconter ce que je sais du procès de Léonide Pliouchtch et dire mon point de vue sur cette affaire.

C'est l'avocat (1) qui informa la femme de Léonide Pliouchtch que le procès se déroulerait à huis clos à la suite d'une décision spéciale du tribunal.

Le matin du procès de Léonide Pliouchtch, sa femme, Tatiana Ilinitchna, s'est adressée au président du tribunal, Daichel, pour solliciter l'autorisation d'assister au procès avec sa sœur. Ayant essuyé un refus pratiquement sans motif (les juges émirent l'avis que, si Tatiana Ilinitchna était présente au procès, ce qui s'y passerait serait connu « à Munich et à New York ») Tatiana Ilinitchna fit deux déclarations écrites. Une déclaration dans laquelle elle demandait l'autorisation d'être le représentant légal de son mari, dans la mesure où ce dernier était reconnu psychiquement irresponsable, et une demande d'assister aux débats, demande fondée sur l'article 419 du code pénal de la république soviétique socialiste d'Ukraine (2), selon lequel les débats judiciaires sur des personnes reconnues psychiquement irresponsables doivent être publics.

Par l'intermédiaire d'un des nombreux miliciens qui gardaient l'entrée du corridor donnant accès à la salle n° 3 où allait siéger le tribunal, la femme et la sœur de Léonide Pliouchtch furent introduites auprès du président, qui leur signifia le rejet des deux demandes. A la demande de sa femme d'être son représentant légal, il fut répondu que l'accusé était majeur. En ce qui concerne les débats, le secret était retenu, car l'affaire de Léonide Pliouchtch étant de caractère spécial, son examen relevait du secret d'Etat, Tatiana Ilinitchna ayant demandé si c'était l'affaire elle-même qui requérait le secret, le président répondit que ce n'était pas son contenu, mais l'examen de l'affaire qui demandait le secret. Par ailleurs, il estimait que cette affaire « ne présentait pas d'intérêt public ». Au moment où ce refus était signifié, il n'y avait dans la salle, à part la femme et la sœur de Léonide Pliouchtch, que le procureur et l'avocat. Le public était absent.

En plus de la femme et de la sœur de Léonide Pliouchtch, ses amis sont venus au procès (7 à 10 personnes). On ne nous laissa même pas pénétrer jusqu'au corridor sur lequel donne la salle

n° 3. Nous sommes le public, disions-nous, l'audience doit être publique. Vous voyez combien il y a de miliciens, la consigne est de ne pas laisser entrer, donc le procès n'est pas public, nous a déclaré un milicien de garde à l'entrée du corridor. Dans le vestibule du tribunal, où sont affichées les communications sur les affaires en cours, l'affaire de Léonide Pliouchtch ne figurait pas.

Le premier jour, avant le début du procès, il se produisit le petit incident suivant. Le président Daichel, les bras chargés des gros dossiers de l'affaire, se dirigeait vers la salle n° 3. Tatiana Kodorovitch, une des amies de Léonide Pliouchtch (elle était venue de Moscou), lui emboîta immédiatement le pas. On ne la retint pas, pensant sans doute qu'elle était avec lui. Tatiana Kodorovitch s'assit sur une des chaises destinées au public. Dans la salle, l'avocat et le procureur étaient assis et conversaient, les autres chaises étaient vides. Ayant posé ses dossiers, le président se retourna et vit Tatiana Kodorovitch. — Qui êtes-vous ? — Je suis le public. J'ai appris que l'accusé est reconnu irresponsable et le procès doit être public. — Expulsez-la, dit le président Daichel en s'adressant aux miliciens qui gardaient l'entrée. Tatiana Kodorovitch sortit elle-même... et rejoignit les autres personnes présentes. Durant les audiences des 25 et 26 janvier, on ne nous a pas défendu, la plupart du temps, de nous trouver dans le vestibule du palais de justice. Ce n'est que rarement que les miliciens assurant la garde nous imposaient d'« évacuer les lieux ». Nous étions alors obligés de sortir dans la rue. Le 29 janvier, la garde fut renforcée (miliciens et policiers en civil). Les gens s'intéressant à Pliouchtch, c'est-à-dire les miliciens et les policiers en civil, ne furent pas admis dans la salle du tribunal.

La milice procéda à la vérification du passeport de chacun d'entre nous et prit note du nom, de l'adresse, du lieu de travail.

(1) Krijopitski.

(2) Article 419 : « Pratiques judiciaires dans l'examen des affaires pour lesquelles des mesures de contrainte de caractère médical doivent être prises ».

(...) Les témoins furent entendus le premier jour du procès. Nous avons pu voir ceux des témoins qui se trouvaient en liberté (il y avait aussi des témoins que l'on amenait de prison), quand ils passaient du corridor qui nous était défendu dans la chambre des témoins, et quand ils s'en allaient après leur déposition. Il y en eut ainsi huit. Certains d'entre eux n'avaient pas vu Léonide Pliouchtch depuis de nombreuses années et n'avaient plus aucun contact avec lui. Un des témoins n'avait rencontré Pliouchtch qu'une unique fois. C'est un homme âgé qui s'était présenté chez Léonide Pliouchtch en qualité de parent éloigné et avait manifesté le désir d'aider Léonide Pliouchtch à trouver du travail (à cette époque, Pliouchtch était sans travail depuis quatre ans). Léonide Pliouchtch répondit à son « parent » que c'était bien étonnant qu'il puisse l'aider à trouver du travail, car les organes (le K.G.B.) s'y opposaient... Le parent ne se manifesta plus. Dans une courte conversation avec la femme de Léonide Pliouchtch (avant ou après sa déposition), le « parent » exprima la certitude d'avoir dit la vérité. Tant à l'instruction préalable qu'à l'audience, il n'avait dit que ce qu'il pensait : Léonide Pliouchtch avait produit sur lui une impression « bizarre ». Dans notre pays, seule une personne bizarre peut refuser une aide pour trouver du travail.

Le « parent » témoin fit aussi part de l'impression très forte que lui avait faite la compétence des organes de sécurité : lors de sa déclaration à l'instruction préalable, on lui fit entendre l'enregistrement sur magnétophone de la conversation qu'il avait eue avec Léonide Pliouchtch quand il lui avait rendu visite à domicile.

Un autre témoin était un certain E., qui avait fait ses études avec Pliouchtch et qui était son ami de jeunesse (fin des années 1950, début des années 1960). Au moment de son arrestation, Léonide Pliouchtch ne l'avait pas vu depuis près de dix ans et n'entretenait plus aucune relation avec lui. Pendant sa période d'amitié avec E., Pliouchtch était un kom-somol actif, il croyait dans la légitimité et la justice du pouvoir soviétique, de la société soviétique et du gouvernement, mais dénonçait le « culte de la personnalité ». Léonide Pliouchtch craignait sans doute la renaissance de la tradition, le

retour à ce culte... Dans sa conclusion, l'une des commissions d'expertise sur le comportement psychique de Pliouchtch avait trouvé qu'il était atteint de schizophrénie, sous la forme de symptômes « d'idées réformatrices ou de messianisme », de « comportement non critique », de « jugements naïfs ». Le rôle du témoin E. consistait sans doute à confirmer ces conclusions de la commission. S'est également présenté comme témoin le secrétaire de l'organisation du Parti de l'institut de cybernétique d'où L. Pliouchtch avait été licencié il y a cinq ans après qu'il eut signé une protestation contre la violation de la légalité lors du procès Guinzbourg-Galanskov.

A également témoigné B., un collaborateur de cet institut, un ancien collègue de travail de Pliouchtch. Ce témoin, avec lequel Léonide Pliouchtch avait étudié vers la fin des cours de l'institut, est célèbre pour avoir déjà déposé au pro-

cès de ces non-conformistes, donnant un témoignage favorable à l'accusation.

Le témoin V. était un proche de Léonide Pliouchtch ces dernières années. Les organes de sécurité avaient surpris V. avec du « matériel politique ». On trouva chez lui un certain texte *Samizdat*. Peut-être que sa « faute » résidait tout simplement dans son amitié pour Léonide Pliouchtch. D'une façon ou d'une autre, V. subit des désagréments : il fut obligé de quitter son travail et, pendant de longs mois, il ne put en trouver d'autre : à 40 ans il est mathématicien candidat scientifique. Les « organes », d'un côté le terrorisent, et d'un autre côté lui font des promesses et lui procurent des avantages (du travail, un appartement...).

Dès le début de l'instruction préalable, V. déclara que Léonide Pliouchtch lui semblait « bizarre » (pendant ses années d'amitié avec Pliouchtch, il n'avait pas porté ce jugement). V. déclara que Pliouchtch lui donnait de la littérature *Samizdat*, lui parlait... (ces déclarations de V. figurent dans l'arrêt du tribunal).

(...) K., une des amies de Léonide Pliouchtch, avait été invitée à déposer à l'instruction préalable en qualité de témoin. Elle refusa de témoigner. Avant le début du procès, K. sollicita l'autorisation de venir témoigner et d'expliquer au tribunal pourquoi elle avait refusé de le faire à l'instruction préalable. Le juge rejeta sa demande, il fit savoir que K. n'avait aucune relation avec l'affaire et que sa déclaration n'intéressait pas le tribunal. K. adressa alors sa déclaration au président du tribunal du district de Kiev, mais aucune réponse ne fut donnée.

Le premier jour du procès, après la coupure de midi, quatre amis proches de Léonide Pliouchtch adressèrent au tribunal une déclaration écrite (par l'intermédiaire du milicien gardant l'entrée du corridor...), dans laquelle ils demandaient à intervenir dans le procès en qualité de témoins.

Chacun d'eux expliquait qu'il connaissait très bien Léonide Pliouchtch, qu'il

pouvait donner des renseignements sur son activité, le caractériser et témoigner en particulier de ce que Pliouchtch ne donnait jamais l'impression, ni de près ni de loin, à aucune des personnes qu'il connaissait, d'être psychiquement anormal ou même seulement bizarre.

Le deuxième jour du procès (26 janvier), une heure ou deux après le début de l'audience, un milicien de la garde appela un des demandeurs et lui dit que sa requête était repoussée dans sa totalité. A la fin de l'audience, les quatre requérants s'approchèrent du président pour lui demander les raisons de ce refus. Le président du tribunal répondit que les témoignages sur l'activité de Léonide Pliouchtch n'intéressaient pas le tribunal. Ce qui était considéré, ce n'était pas l'activité de Pliouchtch dans la mesure où celui-ci serait psychiquement responsable, mais le problème de son traitement médical forcé. Le tribunal ne pouvait pas non plus entendre les demandeurs sur la personnalité de Pliouchtch ou sur sa santé psychique, car ceux-ci n'étaient pas des médecins psychiatres.

Le deuxième jour, le tribunal examina les déclarations écrites, entendit la plaidoirie du procureur et le début de celle de l'avocat. C'est ce dernier qui en informa laconiquement la femme de Pliouchtch. A midi, l'audience fut interrompue. La fin de la plaidoirie de l'avocat et l'arrêt du tribunal furent reportés au lundi 29 janvier. A la lecture de l'arrêt, la femme et la sœur de Léonide Pliouchtch étaient présentes dans la salle d'audience.

Lorsque le milicien les sépara de leurs amis et les conduisit dans la salle d'audience, elles ne savaient pas qu'il serait procédé à la lecture de l'arrêt. Les amis de Léonide Pliouchtch qui attendaient devant le palais de justice ne savaient pas non plus que l'arrêt était en train d'être prononcé. Le secret le plus complet fut donc observé pendant la lecture de l'arrêt. La femme de Léonide Pliouchtch ne put en obtenir copie et elle ne fut pas autorisée à le recopier.

L'arrêt du tribunal relève les délits suivants :

1) Garder par devers soi des documents manuscrits ou tapés à la machine ayant un caractère antisoviétique, calom-

niateur et dénigrant le pouvoir soviétique... Parmi les documents tapés à la machine figurent le Courrier de l'Ukraine, la Chronique et d'autres. Les documents manuscrits constituaient des textes de Léonide Pliouchtch. Dans l'arrêt du tribunal figure le nom des témoins qui ont indiqué que Léonide Pliouchtch leur donnait à lire des « matériaux tapés à la machine » et leur faisait prendre connaissance de ses manuscrits.

2) Signer des lettres du Groupe d'initiative adressées à l'O.N.U. Ces lettres sont dites, par l'arrêt des juges, anti-soviétiques, calomnieuses, dénigrant le gouvernement soviétique et le régime.

3) Enfin, Léonide Pliouchtch est accusé d'être membre du Groupe d'initiative, qui est caractérisé par l'arrêt du tribunal comme une « organisation antisoviétique » (3).

L'affaire Léonide Pliouchtch est un épisode du cruel écrasement des moindres tentatives de défense de l'un des droits fondamentaux de l'homme : la liberté de penser.

La déclaration mondiale des droits de l'homme, proclamée par l'O.N.U., affirme que « chaque citoyen a droit à la liberté de penser et à la liberté de s'exprimer ; ce droit inclut la liberté de manifester sans obstacle ses convictions, et la liberté de rechercher, recevoir et diffuser les informations et les idées par n'importe quel moyen, indépendamment des frontières d'Etats ».

La loi sur « l'agitation et la propagande antisoviétiques » est en totale contradiction avec la déclaration des droits de l'homme. Elle viole également la loi fondamentale de l'U.R.S.S. (Constitution de l'U.R.S.S., article 125). Cette loi illégale a été appliquée dans l'affaire Léonide Pliouchtch (comme dans les autres affaires de non-conformistes) avec toute une série d'autres violations du code de criminologie judiciaire.

Le secret du procès constitue particulièrement une telle violation. Dans le code pénal d'Ukraine (4), le jugement de gens reconnus psychiquement irresponsables doit se dérouler publiquement.

Selon un autre article du code pénal (5), l'examen des affaires présentant un « intérêt public » doit être public. Il est

inutile de démontrer que l'affaire en cause d'« agitation et propagande antisoviétiques » est réellement d'intérêt public...

Avant tout, la société (ou, au moins, bien des gens) ne peut rester indifférente devant une telle affaire criminelle : devant le fait même de juger les opinions, les conditions de leur expression, les circonstances dans lesquelles les informations sur les idées, sur les événements, sont reçues et rediffusées (...). Une société qui reçoit exclusivement des informations sur les réalisations et les mérites des structures existantes s'intéresse à la critique de ces structures, à leurs aspects particuliers. En lui-même, le secret des débats judiciaires donne des possibilités illimitées d'abus et d'arbitraire.

Le choix des témoins dans l'affaire Léonide Pliouchtch offre un exemple de mépris pour les droits du tribunal (...). Et comment qualifier les crimes des mé-

(3) Les hôpitaux psychiatriques spéciaux ont un régime de prison, prévu pour les criminels-assassins, violeurs, ayant accompli leur crime en état d'irresponsabilité. Le non-conformisme se révèle également être un crime selon le point de vue du gouvernement soviétique...

(4) Article 419 du code pénal de la république soviétique d'Ukraine. (N.D.L.R.)

(5) Voir l'article 20 du code pénal de la république socialiste d'Ukraine : *Publicité des débats judiciaires*. (N.D.L.R.)

decins psychiatres ? Lorsqu'ils établissent le diagnostic, les membres des commissions d'expertise acceptent de suivre les indications ou les recommandations des organes de la Sécurité d'Etat (ou d'autres organes soviétiques non médicaux) ; ils reconnaissent psychiquement irresponsable un être sain ; ils ouvrent la possibilité de lui imposer un traitement médical forcé.

Comment qualifier les crimes des juges, lorsqu'ils justifient un procès faussé, et envoient un être sain dans un hôpital psychiatrique-prison ? Ils ne respectent même pas le cadre formel de la loi sur « l'agitation et la propagande antisoviétique ».

Selon les conclusions du tribunal au sujet de Léonide Pliouchtch, celui-ci, tant dans les lettres du Groupe d'initiative portant sa signature que dans le matériel littéraire diffusé par lui, calomniait la société soviétique et le gouvernement. Pourtant, si calomnie il y avait eu, les preuves n'en auraient pas été tenues secrètes. Mais le secret observé par le tribunal démontre bien que l'accusation de calomnie est sans fondement.

Les lettres du Groupe d'initiative, signées ouvertement par tous ses membres, contiennent des informations concrètes, précises, sur les violations de la légalité par les organes d'Etat ; elles sont retenues, au mépris des droits de l'homme, par les dirigeants du parti et du gouvernement ; elles n'ont jamais été examinées ouvertement et officiellement. En les prétendant calomnieuses, le tribunal lui-même calomnie ces lettres et celui qui les a signées : Léonide Pliouchtch.

La *Chronique des droits de l'homme en U.R.S.S.*, dont Pliouchtch est accusé d'avoir possédé et diffusé un ou plusieurs exemplaires, donne systématiquement des informations, depuis plus de quatre ans, sur les cas de persécution et de répression gouvernementales à l'encontre du non-conformisme (tentatives de lutte pour la liberté de pensée), de la religion, de ceux qui expriment le désir de quitter l'U.R.S.S., etc.

Des événements comme l'arrestation de Léonide Pliouchtch sont relevés dans

Sur les deux commissions d'expertise psychiatrique, la première seule reconnut Léonide Pliouchtch comme malade schizophrène, avec les symptômes suivants : « idées réformatrices et messianisme », « naïveté dans le jugement », « comportement non critique », le jugea socialement dangereux et recommanda un traitement forcé dans un hôpital psychiatrique spécial.

Les conclusions de la deuxième commission sont plus douces, plus humaines : la maladie psychique se manifeste par des idées de « *constructivisme* », et par un comportement autocritique : un traitement dans un hôpital psychiatrique ordinaire est recommandé (6).

la *Chronique*. Elle donne également des renseignements précis sur les conditions de détention dans les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques spéciaux. Les organes soviétiques d'information passent habituellement sous silence toutes ces questions et ne donnent d'informations que sur la vie des prisonniers en dehors des pays dits socialistes.

(6) Dans un hôpital de type spécial, selon la lettre ouverte du Groupe d'initiative. (N.D.L.R.)

Pour se représenter les conditions de détention en U.R.S.S. on peut consulter la « *législation sur le travail correctif* ». La *Chronique* illustre par des exemples concrets l'application de cette législation ; elle consacre parfois de brefs commentaires aux parutions du *Samizdat*. Des productions d'écrivains et de poètes talentueux aux tentatives maladroites, des pensées profondes qui stimulent le lecteur aux redites sur des situations et des mots d'ordre dépassés depuis longtemps dans le style du bolchevisme (traductions d'articles de journaux ou de revues, traductions littéraires et artistiques...). La *Chronique* exprime son point de vue dans des notes laconiques, mais ne calomnie pas...

Les informations données par la *Chronique* noircissent-elles la société soviétique et le régime ? Ou bien, au contraire, éclairent-elles les réalisations du régime, permettant de les considérer comme des manifestations de « *progrès* » ? L'appréciation est affaire de point de vue, mais ne transforme pas l'information en calomnie.

Il en est de même de l'« *utilisation* » de l'information par les forces « *ennemies* ». Peut-être, dans quelque temps, nos dirigeants « *expliqueront* »-ils à nouveau que les faits transformés actuellement en « *secrets d'Etat* » sont en réalité des « *menées ennemies* ». L'article sur « *l'agitation et propagande antisoviétiques* » qui prétend définir le « *crime* » de Pliouchtch sous-entend nécessairement la chute ou l'affaiblissement du pouvoir soviétique. Comment se détermine justement cette intention du « *criminel* » ? C'est là le secret de la législation soviétique. Posséder et diffuser des textes auprès de quelques personnes, envoyer des lettres à l'O.N.U., est-ce utiliser les moyens adéquats pour affaiblir ou détruire ?... Selon la logique de la loi sur « *l'agitation et la propagande antisoviétiques* », un homme qui tiendrait des propos critiques sur la Lune pourrait être accusé de vouloir la faire sauter, un homme qui ferait des remarques critiques à propos des spoutniks pourrait être accusé de diversion à l'égard du cosmos.

Dans l'arrêt du tribunal, le Groupe d'initiative est appelé « organisation antisoviétique ». Dans nos conditions de vie, c'est une accusation trop sévère, car seules les organisations dirigées par le parti et le gouvernement sont autorisées. Le Groupe d'initiative n'est pas une organisation : un petit groupe d'individus, prenant une initiative remarquable, sans précédent dans notre pays, a écrit à l'O.N.U., en s'appuyant sur la Déclaration des droits de l'homme proclamée par cette organisation, une lettre concernant la violation et le mépris de ces droits en U.R.S.S. Pendant quelques années, et encore actuellement, le Groupe continue de s'adresser à l'O.N.U., l'informant sans cesse de nouveaux cas... Le Groupe d'initiative s'amenuise de plus en plus : progressivement, ses membres sont soumis à la répression, accusés et jugés pour « agitation et propagande antisoviétiques » ; c'est le cas de Léonide Pliouchtch. Un groupe d'individus a écrit (ou signé) ensemble quelques lettres ouvertes ; rien d'autre ne les lie.

Pourtant, le Groupe d'initiative est considéré comme une « organisation » dont l'existence constitue un « crime parti-

culièrement grave contre l'Etat ». L'adjectif « antisoviétique » est appliqué par le régime soviétique actuel à tout ce qui ne lui convient pas : de ce point de vue, le Groupe d'initiative peut en effet être taxé d'« antisoviétisme », et cependant le parti-gouvernement ne l'a pas sanctionné pour ses lettres.

J'ai rencontré plusieurs fois Léonide Pliouchtch. Il a produit sur moi l'impression exceptionnellement favorable d'un homme bon, modeste, sincère, intelligent et charmant. A ses nombreux amis, il inspire un grand respect et un sentiment de ravissement...

Pendant son internement, il s'est conduit d'une façon exemplaire : il n'a fait aucune déclaration, il ne s'est pas repenti, il n'a rien regretté de tout ce qu'il avait fait (paroles, écrits, signatures), il n'a renoncé à aucune de ses convictions.

De formation, Léonide Pliouchtch est mathématicien ; quelques années après la fin de ses études à l'institut, il s'est mis à travailler dans cette spécialité, et a poursuivi ses travaux jusqu'à son licenciement pour non-conformisme.

Il s'intéresse beaucoup à la philosophie, à la psychologie, surtout sous l'angle de la morale, de l'éthique. Les problèmes d'éducation : développement moral et intellectuel, épanouissement de l'ima-

gination, de la fantaisie, l'intéressent également beaucoup.

Parmi ses manuscrits, il y avait un grand travail sur les œuvres de Chevtchenko (particulièrement sur leurs aspects chrétien et démocratique). Dans son essai littéraire *les Héritiers de Staline*, Léonide Pliouchtch examine les traditions et tendances staliniennes dans les œuvres d'une série d'écrivains soviétiques. Il y avait aussi, dans ses manuscrits, un essai sur les « *lapsus de la réaction* », sur les lapsus « *accidentels* », en nette dissonance avec le ton solennel et progressiste pratiqué généralement par la propagande et l'agitation soviétiques, et où apparaît la nature véritable du régime actuel.

Malheureusement, les manuscrits de Léonide Pliouchtch n'ont pas été reproduits ; ils ont été confisqués lors des perquisitions. Ont-ils été conservés dans les archives du K.G.B., ou détruits ?

Léonide Pliouchtch estime être un disciple de Karl Marx, un adepte du marxisme. C'est la seule chose qui soit bizarre en lui, mais du point de vue psychiatrique, évidemment.

Ainsi, Pliouchtch lisait — y compris la littérature publiée par le Samizdat —, réfléchissait, discutait avec des amis, donnait de la lecture à d'autres, écrivait lui-même, et parfois donnait ses écrits à lire à quelques-uns de ses amis. Il était de ceux — trop peu nombreux dans notre pays — qui tentent de dénoncer ouvertement la violation en U.R.S.S. de la légalité, des droits fondamentaux de l'homme. C'est pour cela que, dans le pays du socialisme triomphant, il est considéré comme un criminel particulièrement dangereux, et un criminel d'Etat (l'article sur « l'agitation et la propagande anti-soviétiques » se trouve dans « les crimes d'Etat particulièrement graves »).

Parce que « *psychiquement irresponsable* », Léonide Pliouchtch a été dispensé « *par humanité* » d'assister lui-même à l'audience, de prendre connaissance des documents de l'instruction, du droit de prendre la parole à la fin du procès... bien que devant des chaises vides...

En Union soviétique, quasiment personne ne connaît les « *crimes* » et la condamnation de Léonide Pliouchtch. Ceux — peu nombreux — qui savent, compatissent et voudraient bien clamer leur protestation ; mais ils sont privés de la possibilité de lui donner une large publicité dans notre pays. Dans les conditions du régime soviétique actuel, l'expression des opinions, des convictions, de l'indignation devant la calomnie énorme et sans limite n'est possible qu'en soi-même ou à mi-voix dans le cercle des personnes proches.

Mais cela, les puissants organes de la sécurité d'Etat sont impuissants à le dépister ou l'extirper ; la propagande-

agitation soviétique ne peut l'écraser, malgré ses millions de canaux. Cette liberté intérieure, cette pensée indépendante, dont l'expression est nulle ou extrêmement réduite, ont pourtant une grande signification...

Mais le monde, en dehors des frontières du « *socialisme* », peut se permettre beaucoup plus. Quand « *l'Ouest* » révèle et condamne à haute voix l'écrasement dans notre pays des libertés fondamentales, et fait connaître le sort des victimes du régime, il arrive qu'à travers les brouillards radiophoniques et les autres barrières, quelques mots nous parviennent ; ils trouvent alors un écho dans le cœur de beaucoup de gens. Ces révélations et condamnations hautement proclamées peuvent limiter l'arbitraire et la contrainte exercés par les dirigeants de notre pays.

A ce jour, une des victimes du régime se trouve être Léonide Pliouchtch.

Appel de six Moscovites en faveur du mathématicien Léonide Pliouchtch

A la Croix-Rouge internationale

*Au Comité international pour la
défense des droits de l'homme en
Union soviétique*

*A la Ligue internationale des
droits de l'homme.*

Nous vous appelons à faire tout ce qu'il est en votre pouvoir pour sauver la vie de Léonide Pliouchtch. Depuis juillet 1973, il est interné à l'hôpital psychiatrique spécial (prison) de Dniepropetrovsk, qui est dirigé par le ministère des Affaires intérieures de la République d'Ukraine.

Léonide Pliouchtch était membre du *Groupe d'initiative pour la dé-*

fense des droits de l'homme, organisme qui, adoptant une attitude loyale à l'égard de l'Etat, a élevé la voix pour la défense des droits de l'homme et contre les mesures illégales de répression. Il a été arrêté en janvier 1972 et, par décision de la Cour suprême de la République d'Ukraine, une décision que nous considérons comme absolument dépourvue de fondement, a été envoyé à l'hôpital-prison psychiatrique de Dniepropetrovsk, bien connu, même parmi les établissements de ce type, pour la sévérité des conditions qui y règnent.

Pliouchtch est détenu dans une salle où sont confinées plus de vingt-

cinq personnes, dans des conditions effroyables d'humiliation, de persécution et de souffrances physiques. L'administration absurde, sans aucune règle, de fortes doses d'halopéridol a provoqué chez lui une rapide détérioration de la santé, un extrême épuisement, des frissons, des faiblesses, de l'œdème, des spasmes, et une perte d'appétit chroniques.

Pliouchtch n'est plus en état de lire, d'écrire des lettres, ou de profiter de la période quotidienne d'une heure d'exercice permise aux prisonniers.

Toutes les demandes de sa femme, demandant à être informée du diagnostic porté sur son mari, de son état, du traitement qu'on lui fait suivre, ont été rejetées par l'administration de l'hôpital. Sa femme l'a vu pour la dernière fois le 4 janvier. Depuis, elle n'a reçu aucune lettre de lui. Nous craignons que son état n'ait encore empiré.

Léonide Pliouchtch est aux portes de la mort.

Nous vous appelons à mener campagne :

a) pour une inspection internationale de l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk et de tous les autres hôpitaux de même type ;

b) pour qu'une commission internationale de psychiatres examine l'état de santé de Léonide Pliouchtch ;

c) pour son transfert dans un hôpital à l'étranger, où sa santé détruite pourrait être rétablie.

Cet appel que nous adressons à vous et, par votre intermédiaire, à l'opinion publique mondiale, est le seul moyen qui nous reste de sauver la vie de Léonide Pliouchtch.

Le 12 février 1974

Elena Bonner, Tatiana Velikova, Serge Kovalev, André Sakharov, André Tverdokhlebov, Tatiana Kodorovitch.

Déclaration du Comité international de défense des mathématiciens

Les mathématiciens soviétiques Youri Chikhanovitch et Léonide Pliouchtch ont été arrêtés en 1972 (séparément), sous l'inculpation de « propagande antisoviétique » ; ils ont été maintenus au secret pendant près d'un an et déclarés mentalement irresponsables à l'issue de procès auxquels ils n'assistaient pas.

Chikhanovitch est interné dans un hôpital psychiatrique « général » près de Moscou et y est traité de façon relativement humaine.

La situation de Pliouchtch est bien pire. Il est interné dans un hôpital psychiatrique « spécial » à Dniepropetrovsk, où il fait l'objet de traitements brutaux ; il y est soumis à une chimiothérapie forcée. Son corps est gonflé sous l'effet de ce traitement, et il est incapable de lire ou d'écrire. Sa femme et d'autres personnes (en particulier Sakharov) estiment que sa vie est en danger.

Le COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE DES MATHÉMATI-
CIENS, qui bénéficie du soutien des mathématiciens dont la liste
suit, demande de la façon la plus catégorique que nos deux col-
lègues soient libérés, qu'on les autorise à mener de nouveau une
vie normale et à poursuivre des activités scientifiques normales.
Une commission internationale impartiale doit être autorisée à
examiner leur état de santé.

Nous rappelons que le biologiste Medvedev a été relâché, alors
qu'il était interné comme malade mental, grâce aux protestations
de savants soviétiques et étrangers. Nous demandons qu'un effort
semblable soit fait dans le cas de Chikhanovitch et de Pliouchtch.

*(Toute correspondance à Michel Broué, 18, rue du Général-Pajol,
77130 Montereau - Tél. : 432-12-29).*

Cette déclaration a déjà reçu — au
début de mai 1974 — la signature de
plusieurs milliers de mathématiciens
dans 13 pays : Allemagne fédérale,
Angleterre, Brésil, Canada, Etats-Unis,
France, Israël, Italie, Inde, Japon, Pays-
Bas, Suède, Suisse. Parmi ces signa-
taires, on compte sept titulaires de la
médaille Fields (Schwartz, Selberg,
Serre, Thom, Atiyah, Smale, Hironaka)
— la médaille Fields, fondée en 1936,
étant l'équivalent pour les mathéma-
tiques de ce qu'est le prix Nobel pour
d'autres disciplines. (Elle a été attri-
buée en tout à seize mathématiciens
depuis sa fondation.) On compte, en
outre, parmi les signataires de la déclara-
tion de nombreux membres de l'Acadé-
mie des sciences de leur pays, parmi
lesquels Lipman Bers, membre de
l'Académie des sciences des Etats-Unis,
président en exercice de l'A.M.S., l'As-

sociation des mathématiciens améri-
cains, la plus puissante association pro-
fessionnelle de mathématiciens du
monde.

Le développement de l'activité du
*Comité international de défense des
mathématiciens* constitue sans le moindre
doute le motif essentiel pour lequel
le Kremlin a annulé, sans préavis ni
fixation d'une date ultérieure, les céré-
monies solennelles de célébration du
250^e anniversaire de l'Académie des
sciences de l'U.R.S.S., qui devaient se
dérouler le 3 mai 1974. Il est égale-
ment à l'origine des difficultés mises
par les officiels soviétiques à la partici-
pation de l'U.R.S.S. au prochain Con-
grès international de mathématiques ;
ce congrès se réunit tous les quatre
ans, et doit tenir sa prochaine session
à Vancouver (Canada) en août 1974.

Lettre d'André Tverdokhlebov à Pruss, directeur de l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk, ul. Tchitcherina 101.

J'avais déjà entendu parler de l'hôpital que l'on vous a confié, et je dois dire que les rumeurs qui m'étaient parvenues étaient toutes de nature à discréditer la médecine et la psychiatrie soviétiques. Qui plus est, parmi les institutions du même type, c'est votre hôpital qui a la pire réputation. Malheureusement, je viens de parvenir à découvrir quelques renseignements précis sur le séjour de Léonide Pliouchtch dans votre hôpital.

Les voici :

1) C'est au plus tard le 19 octobre 1973 que Pliouchtch a été transféré dans la salle 9 où il a commencé à subir un traitement — un traitement sans rapport avec son état de santé, mais apparemment destiné à éliminer ces déviations psychiques de nature socialement dangereuses qu'avait trouvées chez lui la commission des experts.

En premier lieu, cela est mal, parce que cela n'est pas légal. L'article 13 du code pénal de l'U.R.S.S., consacré aux « **mesures obligatoires de nature médicale** », stipule qu'un tri-

bunal peut ordonner un « **traitement obligatoire dans un hôpital psychiatrique de type général** » ou « **l'internement dans un hôpital psychiatrique de type spécial** ». Cette distinction n'est pas fortuite, et c'est une sage distinction. Dans un hôpital de type général, le directeur est un médecin, tandis que, dans un hôpital de type spécial, c'est un agent du M.V.D. (1) comme vous. Et, selon la loi, on ne peut autoriser de traitement forcé là où le directeur n'est pas un médecin, mais un gardien de prison. Comment cette distinction doit s'opérer en pratique, c'est ce que stipule le paragraphe suivant. Il est évident que la responsabilité de cette violation de la loi repose entièrement sur vous. Après tout, lorsque Pliouchtch est arrivé, il ne faisait l'objet d'aucun traitement.

En second lieu, cela est horrible, parce que, après son transfert dans la salle 9, et une fois Pliouchtch traité, l'état de celui-ci a subi une grave

(1) Ministère de l'Intérieur (N.D.L.R.).

détérioration ; il parlait difficilement, avalait convulsivement sa salive, et demanda que la visite de sa femme fût abrégée. Rien de semblable ne s'était produit lors de la précédente visite de celle-ci, avant le traitement. Le 19 octobre, lorsque sa femme arriva à Dniepropetrovsk avec son fils, on ne lui accorda pas de visite tout de suite, mais seulement le 22 octobre, sous le prétexte que le malade qui occupait le lit voisin de Pliouchtch dans la salle 9 où on l'avait transféré était atteint d'une maladie infectieuse aiguë. « Tâchez de venir lundi. A ce moment, la situation sera peut-être arrangée ». Quant à l'état de Pliouchtch, avant le 22 octobre, et à la question de savoir quoi au juste devait être arrangé pour que la visite fût permise, on ne peut que deviner. Lors de la visite, il avertit sa femme de ne pas s'inquiéter si elle ne recevait pas de lettres de lui. Il se sentait si mal qu'il était physiquement incapable d'écrire. Il avait essayé, mais n'avait pu continuer. Sur l'insistance de sa femme, il promit d'envoyer des lettres, même d'une seule ligne. Avec quoi était-il traité ? Le médecin qui le suivait, Lydia Alekseïevna, refusa de le dire à sa femme (Elle refusa également de lui donner son nom de famille) : **« En quoi cela vous regarde-t-il ? Nous lui donnons tout ce dont il a besoin »**. Mais à propos de la maladie de Pliouchtch, voici ce qu'elle dit : **« Jusqu'à présent, je n'ai trouvé chez lui aucune « intoxication philosophique ». Mais le malade montre une tendance à ... « la mathématisation de la psychologie et de la médecine ». Je suis médecin, et je sais que les mathématiques n'ont rien à voir avec la médecine »**. Peut-être Lydia Alekseïevna a-t-elle décidé de donner sa contribution personnelle à la psychiatrie, et défendra bientôt une thèse fondée sur les recherches faites par elle sur Pliouchtch... Ou peut-être a-t-elle dit simplement la première chose qui lui est passée par

la tête pour parer à la question normale et légale de sa femme.

2) Les parents des malades sont reçus par un personnage officieux en uniforme du MVD qui se désigne lui-même comme le maître en ce qui concerne les questions du régime des prisonniers. Il déclare qu'il est le patron, et que le régime de chacun — y compris la quantité et la sorte de nourriture qu'il reçoit — est déterminé en fonction des articles de loi sur lesquels était fondée l'accusation portée contre lui, et de la sorte de camp où le malade était précédemment interné. **« C'est une prison ici. Pliouchtch a été condamné au nom de l'article 62, alors que voulez-vous ? »** Et c'est un fait que c'est bien une prison. Il y a vingt-six personnes dans la salle 9, et leur situation est désespérée. Ils sortent une seule fois par jour pour prendre une heure d'exercice, et trois fois par jour **« pour inspection »**. Les détenus travaillent comme aide-infirmiers et dans le service général. Les parents ne sont pas autorisés à apporter plus d'un colis de nourriture par quinzaine, et les colis ne doivent pas dépasser cinq kilos chacun. Mais en outre un colis ne doit contenir que des aliments autorisés, chaque sorte en quantité limitée : 0,4 kg de beurre ; 0,5 kg de sucre ; 0,5 kg de confiture ; 1 kg de fruits ; 1 kg de légumes ; 0,5 kg de fromage ; 10 œufs ; 0,5 kg de miel ; 0,5 kg de pain ; 0,5 kg d'oignons et d'ail ; 1,5 l de lait ; 0,150 kg de charcuterie. Les deux dernières quantités, celle de lait et celle de charcuterie, sont incroyablement faibles. Mais ce sont là les conditions de détention dans votre prison. Dans de telles conditions, les personnes qui y sont internées peuvent-elles être **traitées** ? Quels moyens administratifs employez-vous à l'égard des médecins qui sont placés sous vos ordres pour qu'ils ne se refusent pas à traiter des malades dans de telles conditions ?

3) Selon l'article 122 du code de procédure criminelle, l'interruption de l'internement forcé de Pliouchtch dans votre institution, ou une modification dans cet internement est éventuellement décidée sur la base d'un rapport de l'administration de cette institution. Mais le fondement du recours à des mesures de contrainte de nature médicale, c'est le fait que la maladie dont on constate la présence est de nature à entraîner un danger pour la société. Avez-vous un spécialiste en sociologie dont l'avis, en ce qui concerne le danger présenté par la maladie pour la société, soit déterminant ? Ou est-ce que la question du danger présenté pour la société par « l'intoxication philosophique » et la « mathématisation de la psychologie et

de la médecine » sera tranchée par cette même Lydia Alekseievna ? Je souligne que, aujourd'hui, le rôle que doit jouer le travailleur social dans les services de santé mentale est reconnu. (Voir la revue **Chronique de l'O.M.S.**, tome 27, n° 9, septembre 1973, p. 128 : « **Rapport sur l'activité du groupe de travail créé par le Bureau régional européen de l'O.M.S. en collaboration avec le gouvernement français, Nice, 4 au 7 septembre 1972** »).

J'aimerais recevoir une réponse de vous à toutes les questions contenues dans cette lettre, excepté une seule : « **En quoi cela vous regarde-t-il ?** ». Cette question n'est pas de moi, mais de Lydia Alekseievna.

Le 28 octobre 1973.

A. Tverdokhlebov.

Livres à lire

- V. BOUKOVSKI. — L'opposition, une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. (Le Seuil).
- Le Journal de Grigorenko à l'hôpital psychiatrique de Tachkent, in « La Russie contestataire ». (A. Fayard).
- A. MARTCHENKO. — Mon témoignage. (Le Seuil).
- N. GORBANEVSKAIA. — Midi Place Rouge. (R. Laffont).
- A. AMALRIK. — Voyage involontaire en Sibérie (Gallimard).
- R. et J. MEDVEDEV. — Un cas de folie (Julliard).
- M. OSSADTCHY. — Cataracte. (Fayard).

Achetez-les à la S.E.L.I.O.

COMITÉ POUR LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES EMPRISONNÉS POLITIQUES DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

Adhésions et correspondance :

Siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise - Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET (Tél. PER. 48-14).

Abonnements :

Pour 1974 (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain CHALLIER n° 31547-74- 45 - La Source ; ne pas oublier de mentionner « Abonnement au bulletin » dans la partie « Correspondance »).

Souscriptions :

C. C. P. Alain CHALLIER 45 - La Source n° 31 547-74 (en indiquant dans la partie « Correspondance » : « Pour le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est »).

Permanence du Comité au Bureau National de l'U.N.E.F. :

15, rue Soufflot, 75005 PARIS.
Tél. DAN. 86-01 et DAN. 86-02.

TALON A RENVoyer

Je soutiens - J'adhère - Je souscris (1) pour la somme de francs

NOM PRENOM

PROFESSION ET QUALITE

ORGANISATION POLITIQUE SYNDICAT

Je désire que mon nom soit publié OUI NON

(1) Rayer les mentions inutiles.

Y O U G O S L A V I E

Pourquoi Tito veut expulser de leur chaire les huit philosophes de Belgrade

L'affaire des huit professeurs de philosophie de la Faculté de Belgrade, que, depuis six ans, Tito s'efforce, en vain jusqu'à ce jour, de démettre de leur poste, est devenue le problème politique central en Yougoslavie. Quelle en est l'origine et pourquoi a-t-elle pris une telle importance ? C'est ce que nous nous proposons d'indiquer ici, comme introduction aux documents inédits en français qui suivent, et qui témoignent de la lutte de plus en plus ample pour les libertés démocratiques engagée par les étudiants et intellectuels yougoslaves, stimulés par la résistance des huit philosophes. Le document que nous publions en tri-

bune libre (« La rédaction de *Praxis* répond à la bureaucratie ») exprime, sous une forme défensive contre la campagne de calomnies de l'appareil, leur point de vue commun.

Ces huit professeurs : Mihailo Markovitch, Ljabomir Taditch, Svetozar Stojanovitch, Zaga Pesitch, Miladin Zivotitch, Dragoljab Micunovitch, Nebojsa Popov, Triva Indjitch, bien que loin de représenter un point de vue entièrement homogène en philosophie (et d'ailleurs en politique), sont tous des militants communistes, pour certains depuis des décennies, généralement exclus de la Ligue des communistes yougoslaves après l'été 1968, pour s'être solidarisés avec les

étudiants en lutte. Tous se réclament du « marxisme critique ». C'est en novembre 1962, au congrès de l'Association des philosophes yougoslaves à Skopje, alors que la Yougoslavie connaissait une grave crise économique, que vit le jour parmi ceux-ci l'opinion selon laquelle les philosophes yougoslaves qui se réclamaient de Marx ne pouvaient se contenter de discuter dans l'abstrait de la nature de l'homme et de la connaissance, de l'aliénation, de la liberté et des rapports entre science et philosophie, et qu'il leur fallait entreprendre une analyse critique de la société yougoslave.

En 1963, un groupe de philosophes et sociologues de Zagreb et Belgrade fondaient l'École internationale d'été de Korcula, à laquelle devaient participer dans les années suivantes des théoriciens et militants ouvriers de tendances variées, et où étaient débattus des problèmes aux implications politiques d'actualité. Le même groupe fondait l'année suivante la revue *Praxis* qui devait bientôt acquérir une grande réputation internationale. Une nouvelle série de débats allait s'y refléter en 1965-67, portant cette fois sur des questions cruciales du développement social et politique de la Yougoslavie : signification et perspectives du socialisme, tendances bureaucratiques croissantes dans l'appareil du Parti et de l'Etat, avantages et faiblesses des formes existantes d'autogestion et de leur évolution, droit d'une minorité à défendre ses vues.

En principe, tout cela était fondamentalement compatible avec le programme adopté en 1958, à son VII^e congrès, par la Ligue des communistes de Yougoslavie. En fait, passer d'une critique du stalinisme

en général, tel qu'il fonctionnait hors des frontières yougoslaves, à une critique concrète de la société yougoslave elle-même, conduisait le groupe des philosophes marxistes de *Praxis* à s'opposer de plus en plus nettement à l'orientation de Tito et du groupe dirigeant de la L.C.Y.

En effet, au cours de ces mêmes années 1965-1967 a été mise en vigueur une réforme économique poussée plus loin qu'aucune de celles appliquées à la même époque ou un peu plus tard dans les divers pays de l'Est de l'Europe et en U.R.S.S. Cette réforme a eu pour effet de livrer l'économie yougoslave à la « libre concurrence » des trusts internationaux sur le marché mondial, aboutissant à l'abandon presque complet de l'édification d'une industrie de base au profit des industries de transformation, au développement massif du chômage (en dépit de l'émigration de plus d'un million d'ouvriers), à l'endettement croissant du pays à l'égard de l'étranger et des entreprises à l'égard des banques, des municipalités et des diverses institutions publiques, au développement de la spéculation foncière, à la croissance rapide des différenciations sociales, enfin au développement de tendances autarciques dans les six républiques de la fédération yougoslave — en un mot à miner toutes les conquêtes de la révolution sociale accomplie par les partisans ouvriers et paysans en 1944.

Dans cette situation, l'expression de points de vue critiques se heurta à une hostilité croissante de la presse du Parti, qui entreprit de dénoncer l'« humanisme abstrait », l'« utopie », le « révisionnisme », l'« anarcho-libéralisme », l'« ultra-gauchisme », etc., des philosophes rassemblés autour de

Praxis. Mais c'est à partir de juin 1968 que le conflit devait prendre un caractère irréconciliable, lorsque les étudiants de Belgrade occupèrent pendant une semaine la totalité des bâtiments universitaires. Se solidarissant avec les ouvriers, ils exigeaient l'abolition des privilèges bureaucratiques, le développement de la démocratisation, une solution au problème du chômage massif, la réduction des différences de niveau de vie, une réforme de l'Université.

Dans l'un des discours qu'il prononça durant cette crise, Tito fit l'éloge des étudiants, approuva leurs revendications et déclara qu'il démissionnerait s'il ne parvenait pas à les réaliser.

Une fois la crise passée, il parvint à la conclusion que c'était les philosophes qui portaient la responsabilité de celle-ci, car, dans leurs cours, ils avaient « corrompu leurs étudiants », « empoisonné leurs esprits d'idées fausses ». Les organisations de la Ligue des communistes yougoslaves dans les départements de philosophie et de sociologie de l'université de Belgrade furent dissoutes. Et, pour la première fois à cette date, Tito exigea que l'on ne permît point aux professeurs de continuer à corrompre leurs étudiants, que l'on expulsât donc les professeurs corrupteurs de l'Université.

Au cours des trois années suivantes (1969-1972), la direction de la L.C.Y. exerça une pression croissante sur les institutions politiques de base pour qu'on trouvât le moyen d'éliminer les professeurs. Mais l'organisation de l'éducation et de la culture était démocratique en Yougoslavie. C'étaient les conseils de faculté, composés de représentants des enseignants et des étudiants qui dispo-

saient de tous les pouvoirs concernant le choix et la promotion des enseignants. La loi sur les universités exigeait seulement que ceux-ci aient les diplômes nécessaires. Elle ne donnait aux instances politiques aucun droit à se mêler de leur choix.

Aussi bien la politique affirmée par la L.C.Y. dans la période précédente était que tout différend politique devait être vidé par la libre discussion des idées. C'est d'ailleurs pourquoi les dirigeants de la L.C.Y. de la République de Serbie s'opposèrent à des mesures de répression contre certains des philosophes et sociologues les plus connus du pays. Ceux-ci se virent pourtant interdire tout accès à la grande presse, à la radio, aux meetings de masse. Ils conservaient cependant le droit d'enseigner, de se rendre à l'étranger et de tenir leur école d'été à Korcula, ainsi que de publier leurs revues, *Praxis* (Zagreb) et *Philosophie* (Belgrade), et, de temps à autre, un livre.

Cependant, la situation économique et sociale de la Yougoslavie connut une nouvelle aggravation sous la pression des forces désintégratrices à l'œuvre sur le marché mondial à partir de 1971. La hausse des prix s'accéléra (elle se poursuit actuellement au rythme d'au moins 30 % par an). C'est alors qu'à l'automne de 1972 Tito révoqua le dirigeant de la Ligue communiste de Serbie, Marco Nikezitch, et bon nombre de ses partisans, accusés de libéralisme. Le retour à un régime « monolithique » du Parti fut mis à l'ordre du jour.

La faculté de Philosophie de Belgrade se vit désormais soumise à une pression intense. Ses bâtiments furent équipés de micros dissimulés. Le Comité de l'université de Belgrade

de la L.C.Y. dressa la liste des huit professeurs à expulser. Cinq d'entre eux se virent confisquer leur passeport. Certains collaborateurs de *Praxis* furent arrêtés et condamnés à des peines de prison.

C'est alors qu'une campagne internationale vint à l'aide de la rédaction de *Praxis*. Plusieurs centaines de lettres signées de philosophes et sociologues mondialement connus, provenant de Scandinavie, d'Allemagne, des Etats-Unis, etc., parvinrent à Tito et aux recteurs des universités de Belgrade et de Zagreb. Leurs auteurs exprimaient l'espoir que les huit professeurs échapperaient à toute sanction, que le développement démocratique du socialisme se poursuivrait en Yougoslavie.

Des résolutions furent adoptées dans ce sens par de nombreuses associations philosophiques ou consacrées à la défense des droits civiques. La direction yougoslave, ne pouvant se permettre d'entacher sa réputation internationale, dut temporiser.

L'appareil de Tito va désormais entreprendre, pour briser la résistance de la faculté de Philosophie de Belgrade sans que cela fasse trop de bruit, d'agir progressivement.

Tout d'abord, la loi sur les universités sera modifiée. Elle exige désormais qu'un professeur d'Université, outre les diplômes et qualifications morales indispensables, satisfasse également à certains critères politiques. Les organisations politiques ont désormais le droit d'ouvrir une enquête pour savoir si tel ou tel professeur d'Université satisfait à ces critères.

De plus, la nouvelle loi modifie les conditions dans lesquelles s'applique l'autogestion. Jusqu'à pré-

sent, la grande majorité des membres des conseils de faculté était élue par les étudiants et les enseignants de la même faculté. Désormais, la composition des conseils de faculté devra être déterminée par un « accord d'autogestion » à conclure entre la faculté concernée et l'institution fondatrice, le Conseil exécutif de la République (c'est-à-dire le gouvernement de la République fédérée concernée, ici la République de Serbie).

L'étape suivante devait consister, tout d'abord à préciser quels critères politiques seraient nécessaires pour être professeur d'Université, et à les préciser de telle sorte qu'ils pourraient servir pour l'expulsion des huit professeurs de Belgrade ; puis à amener l'organisation du Parti et celle des étudiants de la faculté de Philosophie de Belgrade à condamner ces derniers ; enfin à obliger l'Université de Belgrade à accepter dans ses conseils un nombre suffisant de membres avec droit de vote venant de l'extérieur pour donner aux représentants de l'appareil le contrôle des instances ayant pouvoir de décision dans la faculté de Philosophie.

C'est ainsi que, en juin 1973, les critères politiques pour le choix des professeurs d'Université furent pour la première fois soumis à l'Assemblée de l'Université. Mais de nombreux participants prirent la parole pour s'y opposer. Ils n'admirent pas, notamment, l'exigence selon laquelle tout professeur d'Université devait accepter le marxisme et soutenir activement la politique de la Ligue des communistes dans ses cours et dans toute son activité universitaire et publique. Néanmoins, par la suite, le recteur, la plupart des doyens et finalement l'Assemblée de l'Université elle-même succombèrent à la

pression, et ils acceptèrent le texte des critères en novembre 1973.

Il n'y eut que la faculté de Philosophie pour les rejeter, en invoquant, entre autres, les motifs suivants : ce texte était contraire à la Constitution en vigueur, car celle-ci garantit la liberté du travail scientifique, et interdit qu'une pression quelconque soit exercée sur un individu pour l'amener à déclarer quelles sortes de convictions l'animent ; il était d'ailleurs inacceptable, puisque la grande majorité des professeurs de l'Université de Belgrade ne sont pas marxistes, et sont apolitiques ; il était discriminatoire, puisque son caractère vague autorisait toute espèce d'interprétation ; enfin, il était également discriminatoire parce que ces critères n'étaient imposés qu'à l'Université de Belgrade, et à aucune autre université yougoslave.

Cependant, en mai 1973, le Comité de la L.C.Y. de l'Université de Belgrade, dans une lettre ouverte aux organisations du Parti de la faculté de Philosophie, demandait l'expulsion des huit professeurs, expressément désignés par leur nom. Il y eut ensuite une série de réunions, avec la participation de nombreux représentants de haut rang de l'appareil, faisant pression sur les étudiants et les professeurs ; néanmoins, l'organisation du Parti de la faculté de Philosophie rejeta cette exigence. Quelques-uns des opposants les plus actifs furent exclus de la L.C.Y., ce qui n'empêcha pas la même organisation du Parti, lors d'une nouvelle réunion, en novembre 1973, de décider de nouveau, et de nouveau à l'unanimité, que les huit professeurs devaient rester à la faculté. Tous les votants étaient absolument convaincus qu'il ne fallait pas licen-

cier un universitaire parce qu'il avait exprimé des points de vue critiques dans ses cours, et cela d'autant plus que le Parti lui-même faisait actuellement siennes une bonne part des critiques formulées par ces mêmes universitaires quelques années plus tôt.

En ce même mois de novembre de l'année dernière, un comité de l'organisation des étudiants pour toute l'Université de Belgrade essaya d'obliger les étudiants en philosophie à entrer en action contre leurs professeurs, en les menaçant d'user éventuellement de violence si la faculté continuait à résister. Mais les étudiants en philosophie se refusèrent à entreprendre quoi que ce fût dans ce sens, et, bien au contraire, à la surprise générale, organisèrent une manifestation de rue (bien que cela fût formellement interdit dans les années précédentes, et bien que les dernières manifestations fussent dispersées brutalement par la police). Cette fois, les étudiants manifestèrent pour protester contre la répression et le massacre de l'Université d'Athènes. Tout se déroula dans l'ordre.

De son côté, conformément à la nouvelle loi sur les universités, le gouvernement de la République de Serbie exigeait que la moitié des membres des conseils de l'Université soient désignés à l'extérieur de celle-ci. Compte tenu de la représentation des étudiants et de celle de l'administration, cela ne devait laisser que le sixième des sièges aux enseignants, professeurs et assistants inclus. Cependant, après une résistance initiale, le recteur et toutes les facultés de l'Université de Belgrade, sauf celle de philosophie, succombèrent à la pression exercée sur eux en octobre 1973. On se contenta de leur dire que

cette nouvelle structure était prescrite par la loi (la nouvelle loi sur les universités) et ne pouvait donc donner lieu à discussions. En fait, la loi en question disait seulement que la composition des conseils universitaires devait être déterminée par un « accord d'autogestion » à conclure entre la faculté et l'organisme fondateur (en l'espèce, le gouvernement de la république serbe). La faculté de Philosophie refusa de signer cet accord en soulignant qu'il était anticonstitutionnel et incompatible avec le principe de l'autogestion, et, au surplus, que le concept même d'accord implique une négociation préalable à sa conclusion. La faculté demanda à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur la légitimité de l'« accord » imposé. Elle rédigea en même temps un contre-projet d'accord. Mais les négociations furent interrompues.

Une campagne de diffamation fut alors lancée contre la faculté de Philosophie, dans l'organe du Parti, *Komunist*, ainsi que dans le reste de la presse, à la radio et à la télévision. Elle s'y vit accuser de s'opposer à l'introduction de l'« autogestion » à l'Université, d'être hostile à la politique de la L.C.Y., de vouloir conserver un monopole de l'éducation et s'opposer à toute ingérence de la « société », d'appeler à l'aide des universitaires étrangers, etc. On la menaçait en même temps de l'exclure de l'Université de Belgrade, de lui couper les vivres, de refuser tout emploi aux étudiants qui en sortiraient, enfin de fermer ses portes.

Devant une telle pression, le Conseil de la faculté de l'Université de Belgrade, réuni le 14 décembre 1973, décida alors de signer l'« accord d'autogestion ».

Désormais, l'appareil a acquis de fait la possibilité de désigner la moitié des membres du Conseil de faculté. Mais cela n'a pas suffi pour régler la question. En effet, la loi stipule que, parmi les enseignants, les assistants sont soumis à élection tous les trois ans, les professeurs adjoints tous les cinq ans ; les professeurs titulaires de leur chaire, eux, ne sont soumis à aucune réélection. C'est ainsi que deux des huit, Markovitch et Taditch, ne peuvent actuellement être exclus de leur chaire, légalement du moins. Et surtout, la mobilisation des étudiants pour la défense de leurs professeurs et des libertés démocratiques en général s'est étendue et approfondie. Le « Projet de résolution des trois facultés de philosophie (Ljubljana, Zagreb et Belgrade) », adopté le 31 janvier 1974 par les représentants des associations d'étudiants en philosophie de ces trois facultés, en témoigne. Il met directement en cause la bureaucratie comme ennemie du communisme. Ce projet de résolution devait être soumis à des assemblées générales des étudiants en philosophie dans toutes les universités yougoslaves. Mais l'appareil en a fait interdire immédiatement toute diffusion. C'est ainsi qu'un étudiant de Belgrade, Vladimir Palantchanin, est sous le coup de poursuites pour avoir lu à une assemblée générale des étudiants en philosophie le verdict du tribunal interdisant la diffusion du projet de résolution des trois facultés ! Cela, alors qu'un arrêt de la Cour suprême de Serbie interdit que l'on fasse obstacle d'une manière quelconque à la publicité des verdicts des tribunaux !

Les derniers mois ont été marqués par une accentuation continue de la

répression. La dissolution de l'Alliance des étudiants de Zagreb, qui comptait plus de mille membres, permettant de lui substituer une « Ligue des étudiants socialistes », contrôlée par l'appareil, mais qui compte moins de 200 membres, n'a fait pourtant que souligner l'isolement de celui-ci. Cependant, en mai, les étudiants en philosophie de Belgrade ont placardé des affiches qui proclamaient :

« Nous voulons la liste de tous les procès intentés aux étudiants !

Nous jugerons nos juges !

A bas la terreur blanche !

La puanteur des procès politiques nous étouffe ! »

C'est dans ce cadre que s'est déroulée la préparation du X^e congrès de la L.C.Y., qui s'est tenu en juin 1974, dont le résultat se résume dans l'instauration d'une dictature personnelle de Tito, appuyée directement sur les forces de répression. Ce n'est pas pour rien que l'anniversaire de la fondation de la police politique, l'U.D.B.A., qui s'était vu condamner naguère avec son chef Rankovitch, a été célébré cette année avec un faste exceptionnel, et la participation solennelle de Tito et de tous les hauts dignitaires du Parti. L'U.D.B.A. fait effectivement preuve d'une audace croissante dans l'arbitraire ; elle a ouvert à Belgrade la chasse aux étudiants, elle les arrête, les libère, les arrête de nouveau, interroge, perquisitionne sans mandat...

Cependant, l'appareil se fissure de nouveau. Dans la Ligue des communistes de Serbie, il y a encore au moins deux courants. L'un, bien représenté au sommet, est à la recherche d'un compromis. L'autre, incarné entre autres par le Comité

des organisations communistes de l'Université de Belgrade, a adressé le 7 juin un ultimatum aux communistes de la faculté de Philosophie, qui disait en substance : Réglez tous les problèmes dans le sens voulu par nous, sinon votre organisation sera dissoute et reconstituée selon notre ligne. Il exige en même temps que le comité communiste des étudiants soit dissous et renouvelé, alors que les étudiants dociles à l'appareil sont déjà complètement isolés.

Dans l'intervalle, huit commissions (une par professeur) de cinq membres chacune, pris parmi les universitaires les plus connus de toute la Yougoslavie dans toutes les branches d'enseignement, avaient été constituées pour mener leur propre enquête. Leurs conclusions, qui ont un poids considérable dans ces conditions, et qui sont remises officiellement le 1^{er} juillet, sont que les philosophes incriminés sont *moralement et politiquement dignes* de la fonction qu'ils assument.

Cependant, des grèves ouvrières éclatent continuellement, pour les salaires insuffisants devant la hausse des prix, contre les conditions de travail, etc. Mais elles restent confinées dans une entreprise après une autre, et l'appareil parvient en général à ce que ni la presse ni la radio n'en parlent. Privée de ses syndicats, dûment contrôlés par l'appareil, privée de toute organisation politique, la classe ouvrière demeure atomisée. Et l'appareil titiste compte bien que la répression empêchera toute centralisation durable du mouvement des étudiants et intellectuels.

C'est dans ces conditions que les huit professeurs constituent pour l'appareil un péril de première gran-

deur, ce que Tito comprend parfaitement. La campagne de dénonciation dont ils ont fait l'objet par les mass media s'est partout retournée en leur faveur, les ouvriers et les paysans de Serbie, qui ont appris de longue date l'esprit critique, devenant de plus en plus sceptiques devant des accusations lancées par une presse qui parle de tout sauf de ce qui les intéresse : la hausse galopante des prix, le chômage, leurs conditions de travail... Les huit sont pour la plupart de vieux communistes, exclus il y a quatre ou cinq ans du Parti, mais qui sont naturellement susceptibles

d'avoir conservé des relations dans l'appareil, particulièrement dans ses tendances « conciliatrices ». Si demain un mouvement spontané des ouvriers contre des conditions d'existence toujours plus intenable se développe et prend de l'extension, les huit philosophes marxistes de Belgrade pourraient bien constituer, volens nolens, le facteur de centralisation qui manquerait à un tel mouvement. On comprend dès lors que leur résistance à l'appareil, leur défense inflexible de leur bon droit, soient devenues le principal problème politique en Yougoslavie.

Chronologie des événements politiques concernant la Faculté de philosophie de Belgrade

TEXTE PUBLIE A BELGRADE AU DEBUT DE FEVRIER 1974

Les attaques permanentes et frontales de la presse et de la T.V. contre notre faculté (sans aucune possibilité de nous défendre) nous ont imposé de publier ce texte pour que les organisations étudiantes prennent connaissance des événements qui ont amené à la situation présente.

1. - En début d'année, le Comité de la Ligue communiste de l'Université de Belgrade a envoyé une lettre aux communistes de la Faculté de philosophie dans laquelle, parmi d'autres choses, il exige la condamnation des activités « du groupe

des professeurs » des sections philosophie et sociologie. La Conférence de la Ligue communiste de la Faculté de philosophie, après une discussion de fond dans toutes les sections, a conclu que les affirmations du C.L.C.U. de Belgrade portant sur leur prétendue activité anti-autogestionnaire et contraire à la politique de la Ligue communiste étaient fausses et inexactes.

Le C.L.C.U. de Belgrade, mécontent de la réponse de la Conférence de la Ligue communiste de la Faculté de philosophie, exige une nouvelle réunion et une autre réponse.

2. - En liaison avec ce « règlement » de la situation à la Faculté de philosophie, la Commission exécutive de la République serbe et le Comité d'éducation, ont décidé de voter la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, qui porte sur les « accords » autogestionnaires. En clair, sur 40 membres du Conseil de faculté, 20 seront désormais délégués par des organisations extérieures à l'Université. Les pouvoirs de ce Conseil sont les suivants :

- Statuts de la Faculté.

- Décisions sur les nominations et licenciements.

Pour les organes autogestionnaires de la Faculté, un tel « accord » était inacceptable, parce que contraire à l'autogestion et à la Constitution.

Le Conseil de la Faculté et l'assemblée générale ont pris position en s'appuyant sur la Constitution. Mais cette décision a été jugée inacceptable par les autorités qui ont adressé un ultimatum à la Faculté, en lui donnant jusqu'au 24-12-73, dernière limite, pour signer cet « accord » ; sinon, elle se trouverait dans une situation illégale.

Le Conseil de la Faculté, dans le souci de préserver celle-ci, a décidé (même si il le considère illégal et contraire à l'esprit de la Constitution et de l'autogestion) de signer cet « accord ». Dans le même temps, une démarche a été faite auprès de la Cour constitutionnelle, pour que cet « accord » soit cassé.

3. - La F.O.S.S. (1) de la Faculté de philosophie est intervenue pour défendre les intérêts des étudiants et la démocratie en appuyant la Ligue communiste et les institutions autogestionnaires de la Faculté.

4. - Le 21-12-73, l'assemblée générale des étudiants a approuvé les activités de la F.O.S.S. et a décidé que, dans le cas où l'intégrité de la Faculté serait menacée, elle déciderait la grève.

5. - Les conclusions de l'Assemblée générale de la Faculté de philosophie du 21-12-73 ont été violemment condamnées par le C.L.C.U. de Belgrade.

6. - Le 14-1-74, l'assemblée générale des étudiants de Zagreb a approuvé l'assemblée générale du 21-12-73 (2).

7. - Le 15-1-74, le Comité d'action des étudiants en philosophie de Ljubljana a approuvé l'assemblée générale du 21-12-73 (2).

8. - Le 14-1-74, l'assemblée générale de l'Université de Belgrade a exigé de la Faculté de philosophie qu'elle se prononce d'urgence sur les responsabilités morales et politiques du « groupe des professeurs », a conclu que l'expulsion des professeurs est nécessaire et urgente (2).

9. - A la réunion statutaire de la F.O.S.S. du 15-1-74, 130 étudiants étaient présents.

10. - Le 30-1-74, la F.O.S.S. a participé à la réunion de Ljubljana dans le but de créer les conditions de la coordination des Facultés de philosophie, au niveau national.

(1) F.O.S.S. : Commission de l'Alliance des étudiants de la faculté de philosophie (N.D.L.R.).

(2) On trouvera cette résolution dans les pages suivantes (N.D.L.R.).

LA REUNION COMMUNE DU COMITE DIRECTEUR DE L'ECOLE
DE KORTCHOULA ET DE LA REDACTION DE PRAXIS

**A L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNIVERSITE
BELGRADE**

(12 janvier 1974)

Camarades,

Les membres du Comité directeur de l'école de Kortchoula et du Comité de rédaction de **Praxis**, réunis le 12 janvier 1974, ont examiné avec inquiétude les actions menées contre huit professeurs marxistes de la Faculté de philosophie de Belgrade.

L'expulsion des huit professeurs de Faculté représenterait un coup terrible porté à la liberté d'opinion marxiste pour la recherche et, par là même, aux conquêtes de l'autogestion et à la voie yougoslave vers le socialisme.

En particulier, nous sommes inquiets de voir s'exprimer dans cette campagne des tendances dogmatique, stalinienne et nationaliste, qui sont contraires au programme de la L.C.Y.

Nous vous demandons de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour sauvegarder, non pas seulement l'Université de Belgrade, mais notre société socialiste.

Belgrade, le 12 janvier 1974

le président du Comité de l'Ecole de Kortchoula,
professeur Dr Rudi Slupek.

les principaux rédacteurs responsables :
le professeur Dr Gajo Petrovic ;
le professeur Dr Yvan Kuvacici.

**DECLARATION DU COMITE PROVISOIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES FACULTES DE PHILOSOPHIE
DE ZAGREB**

(14 janvier 1974)

1.- Le Comité d'action provisoire de l'Assemblée de la L.E.F.P. est l'organisme exécutif de l'Assemblée, qui est le seul apte à préparer la 28^e Assemblée régulière et électorale de la L.E.F.P.

2.- Le Comité d'action provisoire n'est pas taré, comme certains le prétendent. Il ne doit rien à personne.

Le Comité d'action provisoire, en tant qu'organe exécutif de l'Assem-

blée, n'a pas comme devoir ni droit (découlant des statuts) d'adopter une position sur la prétendue « culpabilité » de l'ancien C.C.L.E.F.P., d'autant plus que l'assemblée elle-même n'a pas pris position. Le rôle de ce comité provisoire est de contribuer à surmonter la situation présente.

3. - Etant donné qu'il y a des bruits qui courent — surtout malveillants — contre l'Assemblée, il est nécessaire de dire ce qui suit :

- Du fait qu'à l'Assemblée assistaient un très grand nombre d'étudiants (environ 800), seul un fou peut déduire qu'il s'agissait de la répétition du « maspok » (cohue) de 1971.

Est-ce que cela signifie que moins il y a de gens à l'assemblée, plus il y a de communisme ?

- Du fait que l'Assemblée a pris position contre une poignée de provocateurs qui se cachent, il y a déjà longtemps, sous la couverture du Parti, on essaie de démontrer qu'il s'agit d'un prétendu travail anti-parti.

Si nous prenons au sérieux la déclaration d'un fonctionnaire du Parti, « *le Parti va aller même avec les mi-idiots et les rencontres de*

hasard », nous pouvons dire : de cette façon, on peut seulement arriver à l'idiotie non au communisme auquel on n'arrive pas par hasard. Le droit légitime de l'Assemblée est de se prononcer contre l'idiotie.

Le Front socialiste ne se réalisera pas (même si les conditions objectives sont réunies) si le Parti (la Ligue des communistes) n'arrive pas à différencier la gauche de la droite et si l'unique activité du Parti à l'Université consiste à chercher des adversaires là où ils n'existent pas. La Ligue, en Faculté, va se trouver isolée comme un groupuscule qui n'aurait pas besoin d'avoir les étudiants de son côté.

Qu'est-ce que ce combat contre la droite, aux dépens de la gauche ? Il n'est point besoin d'être très clairvoyant pour deviner quels sont ceux qui en tirent profit.

4. - Le Comité d'action va continuer le travail dont il a été chargé par l'Assemblée, avec l'espoir que les événements de la Faculté de philosophie vont être abordés avec moins d'incompréhension (et très souvent de mauvaises intentions) et avec beaucoup plus de responsabilité.

Zagreb, le 14-1-74,
le Comité d'action temporaire
de l'assemblée de la L.E.F.P.

POSITION DU COMITE DE LA FACULTE DE PHILOSOPHIE
POSITION DU COMITE D'ACTION EXECUTIF DES ETABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LJUBLJANA

(15 janvier 1974)

La réunion commune du Comité de Faculté et du Comité exécutif de la Ligue des établissements d'enseignement supérieur de Ljubljana, réunion organisée à la demande de la Ligue des établissements d'enseignement supérieur de Ljubljana a conclu ce qui suit :

1) Après les informations sur les derniers événements qui se sont déroulés à l'Université de Belgrade, et la prise de position de l'assemblée de l'Université de Belgrade au sujet du prétendu « **groupe des professeurs** », nous constatons que l'épuration entreprise en arrive au stade où les mesures administratives représentent un danger et une menace, et ne remplacent pas le dialogue académico-scientifique à l'Université. Nous sommes convaincus que les activités du « **groupe des professeurs** » sont restées dans le cadre scientifique de la théorie, et il est urgent que chaque problème éventuel soit résolu dans ce cadre. C'est pourquoi nous condamnons sévèrement l'introduction de mesures pénales et administratives qui vont aggraver et freiner les rapports d'autodétermination de la pensée créatrice du socialisme à l'Université et dans tout le système dans son ensemble.

2) C'est pourquoi, nous soutenons la conclusion de l'assemblée extraordinaire de la L.E.F.P. de Belgrade du 21-12-73, qui demande le respect de l'indépendance de l'Université et intervient contre les disqualifications politiques.

3) Pour cette raison, nous saluons la conclusion de l'Assemblée des étudiants de la Faculté de philosophie qui engage les étudiants à entreprendre une action décisive si les mesures administratives commencent à être appliquées.

Ljubljana, le 15 janvier 1974.

Le Comité de la Faculté de philosophie
et le Comité d'action du Bureau
exécutif des établissements
d'enseignement supérieur de Ljubljana

PROJET DE RESOLUTION COMMUNE DE L'ALLIANCE
DES ETUDIANTS DES FACULTES DE PHILOSOPHIE DE BELGRADE,
ZAGREB ET LJUBLJANA

(30 et 31 janvier 1974)

Nous publions ce document important, jalon de la prise de conscience politique des étudiants yougoslaves, dans le texte communiqué par l'U.N.E.F. (1). Il caractérise la bureaucratie comme anticommuniste. La bureaucratie a répondu en interdisant toute diffusion de ce texte, en perquisitionnant (sans mandat) chez les participants supposés de cette réunion, et en exerçant diverses pressions pour tenter de rassembler des preuves contre ceux-ci.

Projet de résolution adopté par la réunion commune des représentants de la F.O.S.S. de la Faculté de philosophie de Belgrade, de la F.O.S.S. de la Faculté de philosophie de Ljubljana et du Comité d'action provisoire de l'Assemblée de la S.S.F.F. (2) de Zagreb, réunion qui s'est tenue à Ljubljana les 30 et 31 janvier 1974.

Édité par :

La Commission de l'Alliance des étudiants des facultés de philosophie de Belgrade, Studentski trg 1 ; la Commission de l'Alliance des étudiants des facultés de philosophie de Ljubljana, Ashkertcheva, Ulica 12 ; et le Comité d'action provisoire de l'assemblée de l'Alliance des étudiants de la Faculté de philosophie de Zagreb, Djure Salaja, Ulica 3.

1. - L'ombre de la crise économique, politique et morale des années soixante (crise à laquelle la classe ouvrière avait d'abord répondu par de nombreuses grèves, reprises aussitôt par les étudiants avec leur mouvement de juin 1968) plane toujours au-dessus de la nation.

NOUS, étudiants des Facultés de philosophie de Belgrade, Ljubljana et Zagreb, considérons comme notre droit et notre devoir de nous exprimer publiquement sur nos opinions fondamentales, sur la base desquelles nous menons toutes nos actions présentes et futures.

NOUS espérons que cela évitera toutes sortes de malentendus et limitera le champ des interprétations tendancieuses concernant la signification et les motifs de notre action.

2. - Comme la classe ouvrière, les masses à demi prolétarisées, la partie de l'intelligentsia orientée vers le socialisme et la jeunesse, n'ont pas imposé, **n'ont pas pu** imposer leurs revendications et leur programme contre les classes privilégiées, la crise a changé de sens, en pénétrant dans les organismes du pouvoir politique et économique et en les disloquant en fractions et en groupes.

(1) U.N.E.F., 15, rue Soufflot, 75005 Paris.

(2) Alliance des étudiants de la Faculté de philosophie (N.D.L.R.).

Le développement de cette crise se caractérise par la lutte entre les fractions, tout d'abord en vue de conquérir les masses en faisant de nombreuses alliances sans principes.

Au moment même où la catastrophe menaçait d'éclater, la crise avait ainsi été résolue de façon fictive et balayée de la scène politique.

3. - Bien que la L.C.Y. ait :

- proclamé l'autogestion en 1950;
- établi les grandes lignes du développement des rapports socialistes avec le programme adopté par son 8^e Congrès ;
- impulsé et réalisé la réforme constitutionnelle ;
- impulsé le congrès de l'autogestion,

NOUS VOYONS

- que les questions fondamentales de ce pays ne sont ni de près ni de loin résolues ;
- que la classe ouvrière n'a pas encore d'impact décisif sur les problèmes économiques et politiques ;
- que le pouvoir est concentré entre les mains d'une élite politique et économique ;
- que la distribution des revenus — malgré les principes proclamés — repose sur le capital, et non pas sur le travail ; elle dépend, en fait, du marché ;
- que l'accroissement du chômage a pris des proportions catastrophiques, ce qui a eu pour conséquence le départ d'un très grand nombre de nos travailleurs sur le marché capitaliste de la force de travail ;
- que le monopolisme dans les sphères de l'économie et de la politique engendre des monopoles dans des domaines tels que l'information, l'éducation nationale, la culture, les sciences ;

- qu'on est en train d'étouffer la critique marxiste ;
- que la liberté de création dépend souvent du bon plaisir des institutions politiques ;
- que les moyens d'information ne sont pas donnés librement à l'opinion publique, mais au contraire dirigés pour les besoins de la politique quotidienne ;
- que les Facultés deviennent, d'une part, des fabriques de cadres formés technocratiquement (à l'exemple des pays de l'Ouest), de l'autre des ateliers de production de nouveaux cadres pour la bureaucratie.

4. - Les questions clés de la société n'ayant pas reçu de solution, la constitution du front socialiste, qui était nécessaire pour un changement radical de société, est devenue impossible.

Le marxisme doit être le facteur décisif de l'émancipation du prolétariat, et, par là même, la véritable idée directrice de la continuité des révolutions sur la voie d'une libération totale de l'homme ; or le marxisme n'avait, dans ces conditions, aucune possibilité d'être mis en œuvre.

Cela peut expliquer en partie le conflit entre le pouvoir politique et les partisans de la théorie critique marxiste de l'autogestion socialiste.

L'exemple le plus marquant de cet état de choses, c'est le cas des huit professeurs de la Faculté de philosophie de Belgrade. En mettant en cause l'existence du marxisme créateur, la bureaucratie et ses alliés se mobilisent pour barrer la route à l'alternative communiste.

Nous condamnons toute cette politique, qui constitue une menace pour la voie socialiste en Yougoslavie.

En ce sens, nous soulignons le danger que signifie, pour le développement du socialisme, l'application de critères politiques dans n'importe

quel domaine de la création (la campagne contre la « vague noire » de l'Art, etc.).

5. - Nous sommes pour :

- un socialisme autogestionnaire dans lequel le prolétariat comprendra la démocratie ouvrière comme la forme spécifique de la dictature du prolétariat, et pourra ainsi écraser toutes les formes d'exploitation des monopoles et des privilèges ;
- le renforcement du front de toutes les forces de la société qui sont pour le socialisme, et l'affirmation de ce front comme facteur subjectif de la révolution et des objectifs de la révolution socialiste ;

- que la théorie marxiste reprenne sa place et ses fonctions, de nature à lui permettre de remplir sa mission historique ;

- la liberté de création dans le domaine des sciences et de la culture, comme réalisable à leur orientation socialiste : c'est à partir de là qu'elle devient un facteur important dans la lutte sans merci pour la construction du socialisme.

6. - Cette résolution oblige les directions des Alliances des étudiants des Facultés de Belgrade, Ljubljana et Zagreb à agir ainsi dans l'intérêt d'un véritable engagement socialiste des étudiants de ces Facultés.

La réunion qui a adopté ce projet avait été organisée par la dixième Assemblée des étudiants de Ljubljana.

Etaient convoqués à cette réunion, les représentants de toutes les F.O.S.S. des Facultés de philosophie de ce pays. Seules les trois F.O.S.S. déjà nommées ont répondu à cet appel.

Ce projet va être envoyé pour un débat public aux étudiants en philosophie de Belgrade, Ljubljana et Zagreb. Par ailleurs, il sera porté à la connaissance de toutes les F.O.S.S. de ce pays.

ASSEMBLEE ORDINAIRE ANNUELLE
DE L'ALLIANCE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DE PHILOSOPHIE
DE BELGRADE

(26 février 1974)

CONVOCATION

Mardi 26 février 1974 à 13 heures, salle des Héros (Studentski Trg n° 3) se tiendra l'assemblée ordinaire annuelle de l'Alliance des étudiants de la Faculté de philosophie de Belgrade.

Proposition d'ordre du jour :

- 1) Election de la nouvelle F.O.S.S.
- 2) Compte rendu des activités de la F.O.S.S. au cours de l'année passée.
- 3) Problèmes actuels de l'Université.

**

Conclusions de l'assemblée ordinaire annuelle de l'Alliance des étudiants de la Faculté de philosophie de Belgrade du 26-2-74.

Nombre de participants : 864 étudiants.

Des invités ont également participé aux travaux de l'assemblée. Dix-sept ont pris la parole. La presse a suivi les travaux de l'assemblée.

Vingt étudiants ont pris la parole.

Durée de l'assemblée : 5 heures.
Résolution adoptée.

1. - Nous exigeons que les conditions normales de travail soient ré-

tablies à la Faculté et que nos droits constitutionnels soient respectés. Nous, étudiants, exigeons que les pressions et la campagne qui durent depuis juin 1968 prennent fin.

En 1968, les étudiants, et pas seulement ceux de philosophie, mais de l'Université de Belgrade tout entière, ont démontré, avec leur programme d'action politique, leurs positions communistes.

2. - Nous nous prononçons contre l'utilisation de mesures administratives comme moyen de régler les problèmes de l'Université, car cela est contraire à la Constitution et au principe fondamental de la société socialiste.

3. - Nous condamnons la campagne bureaucratique menée, prétendument « au nom du peuple », contre le « groupe des professeurs » et les étudiants de la Faculté de philosophie. Nous exigeons une *discussion argumentée* à tous les niveaux de la société, sans quoi il n'est pas possible de former une opinion publique socialiste compétente. Ayant des opinions communistes, nous ne pouvons que développer cette condition fondamentale du socialisme, ce qui est possible seulement en s'opposant à une couche de la société qui essaye de présenter son intérêt particulier comme un intérêt général de la société.

4. - Nous approuvons la décision du Comité des enseignants de la Faculté de philosophie et la décision du Comité de section Philosophie et Sociologie, qui ont rejeté le texte de l'Assemblée de l'Université de Belgrade, dans lequel l'activité du « *groupe des professeurs* » et des étudiants de la Faculté de philosophie a été jugée anti-marxiste et ennemie du régime. En même temps, nous approuvons la décision du Comité des enseignants pour que soient établis les faits réels dans le but de rendre publiquement justice aux

membres de la Faculté de philosophie.

5. - Nous recommandons à l'Alliance des étudiants de la Faculté de philosophie nouvellement élue d'agir conformément aux conclusions de l'Assemblée du 21-12-73 et aux conclusions ci-dessus.

6. - Nous décidons que l'Assemblée va envoyer au président du Centre marxiste, le Dr Miroslav Pecurlic, la lettre ci-dessous.

L'Assemblée d'Alliance des Etudiants de la Faculté de philosophie

“Culture et Révolution”

Le poète serbe, bien connu de la jeunesse étudiante, D.S. Ignatiovitch, a été condamné le 9 avril 1974 par le tribunal de Valjevo à trois ans et demi d'emprisonnement à un régime sévère, plus deux ans de perte de ses droits civiques. Le motif ? Avoir prononcé à la tribune d'un symposium de philosophes, sociologues et écrivains sur le thème « Culture et révolution », qui s'est tenu dans cette même ville de Valjevo du 7 au 10 février l'intervention qu'on va lire. Le noir pessimisme de l'auteur n'est pas sans rapport avec une certaine imprécision de sa pensée, cependant que la traduction ne donne qu'une faible idée de la beauté de sa langue dans le texte original. Comme tel, c'est un document qui mérite d'être versé au dossier de la lutte pour la liberté d'expression en Yougoslavie.

Le procès d'Ignatiovitch n'a duré qu'une journée, et il s'est vu interdire d'y prendre la parole. Sa condamnation pour « **propagande hostile** », manifestement préparée à l'avance, est intervenue au terme de cette même journée.

Ignatiovitch a fait appel, ce qui a entraîné la suspension de l'exécution du jugement. Le caractère de ce procès a suscité l'indignation et la protestation de nombreux intellectuels yougoslaves, ce qui explique sans doute qu'Ignatiovitch ait été mis en liberté provisoire en attendant le résultat de son appel.

Il n'est pas aisé de distinguer l'essence de l'apparence, de séparer ce qui est de ce qui n'est pas. Ce n'est pas aisé lorsqu'il s'agit de l'avenir et du présent, ce ne l'est même pas lorsqu'il s'agit du passé, pour lequel les faits sont relativement connus. Certaines époques restent pour nous énigmatiques, ambiguës, inexplicables, car

nous ne parvenons pas à en saisir l'être intime.

Nous ne pouvons penser dialectiquement que dans la mesure où le permet la réalité historique, que jusqu'au point où la dialectique est présente dans l'histoire. La dialectique de l'existence (historique) est l'une des lois de cette existence même. Et la dialectique

de l'existence (historique) est l'une des formes d'énergie de cette existence. Mais les lois savent se vider de leur contenu, leur énergie s'évaporer. En de tels moments, lorsque cela arrive, lorsque cela est arrivé, penser dialectiquement signifie moudre du vent et mentir.

Mais si la pensée authentique n'a besoin ni de fables, ni de fards, ni de supercheries, elle n'a pas besoin de béquilles maniées avec art, même si c'est du grand art, et moins encore l'art perfide de la scholastique déguisée en dialectique. A une pensée authentique, il faut seulement le langage qui lui est propre; elle sait bien le trouver, toujours, et elle dit avec des mots simples ce qu'elle a à dire.

Notre débat a lieu en un moment particulièrement difficile. La vie intellectuelle du peuple, tout entière, a été artificieusement concentrée par le pouvoir sur ses décisions au jour le jour, sur la consommation au jour le jour de ce qui est produit. Les perspectives véritables de notre histoire, par la volonté des dirigeants politiques, se trouvent contamment bloquées en un foyer stérile et dangereux où s'accroissent les crises; cela fait bien l'affaire du pouvoir, mais remet en cause l'existence même de la culture; et sans culture il n'y a ni pain ni pouvoir.

Agriculture primitive, industrie non rentable, productivité du travail en baisse continue, inflation, niveau de vie en baisse, paupérisation de larges couches de la population, minorité qui s'enrichit à une allure vertigineuse, exportation des forces de travail les plus capables, importation non rentable de capitaux, question nationale laissée sans solution et engendrant une contrebande chauvine de toute sorte, politique de santé publique dépourvue de tous moyens et désorganisée, système scolaire vieux de dix-neuf siècles, chômage, analphabétisme massif, superproduction de crimes et de délits, corruption, prostitution comme moyen de communication, mensonge comme moyen d'information, falsification: voilà où nous en sommes. Ce n'est là ni le capitalisme ni le socialisme. C'est tout simplement la façon dont l'on vit à l'échelon le plus bas d'une civilisation européenne demi-barbare, dont la barbarie tend à s'aggraver.

Nous avons aujourd'hui un pouvoir totalitaire qui *n'est responsable devant personne*; ce pouvoir est à l'image d'une femme sans attraits, qui ne cesse de s'engrosser elle-même de rejets monstrueux, ne cesse de les renier, de vouloir s'en débarrasser, doubleusement, sans répit. Mais ils restent à tourner autour d'elle, se jetant dans ses jambes, encombrant ses mains, obsédant son cerveau; ils l'emprisonnent, ils la défigurent, avec tout ce qu'elle tient sous sa domination.

Dans ce pays à bout de souffle, le pouvoir, c'est-à-dire l'Etat, est en conflit aigu avec l'art. Les manifestations visibles de ce conflit s'accroissent: liste de noms d'écrivains, de philosophes, de sociologues, dont les œuvres ne peuvent paraître, livres déjà parus interdits à la distribution, procès intentés aux écrivains et aux cinéastes, mise sous le boisseau des films, peintres soumis à la contrainte, hommes indociles au pouvoir chassés des écoles, des facultés, des maisons d'édition, des rédactions de revues, etc. Cependant, pour un observateur objectif, il n'y a pas là matière à s'étonner!

A quoi servirait-il de s'insurger? Pourquoi ne faut-il pas nous étonner? Pourquoi donc? Tout d'abord, le conflit du pouvoir avec l'art est tout à fait naturel, surtout depuis deux siècles. Et puis, en attaquant les artistes et les intellectuels créateurs, le pouvoir s'efforce de détourner l'attention et la combativité des masses vers une impasse. S'il n'y avait au monde que le pouvoir et l'art, il n'y aurait entre eux nul objet de litige; bien mieux, ils s'entendraient admirablement: le pouvoir garantirait aux arts privilèges et sécurité; les arts offriraient en échange beauté, plaisirs et divertissements. Mais, outre le pouvoir et l'art, il existe encore bien d'autres choses dans le monde; et la plus importante, c'est ce troisième élément, la vie des hommes, des hommes qui vivent et qui travaillent; car ce travail est le fondement même du pouvoir et de l'art. Et c'est ce troisième élément, le travail des hommes, qui engendre entre le pouvoir et l'art un état de conflit permanent et irréconciliable. L'homme et son destin, le peuple comme entité de la culture et de l'avenir, sont à la source de ce conflit. Le même phé-

nomène, l'homme, le détenteur du pouvoir, l'artiste, tous les trois, de leur point de vue, l'observent différemment et veulent agir différemment sur lui. Le pouvoir fait de l'homme un être difforme, lâche, un gnome qui se repaît à seule fin de produire et de se reproduire et lui glisse à l'oreille ces paroles lâches et viles : « Tu es prodigieux, tu es héroïque, tu es maître de ton destin. » L'art sait photographier l'homme dans sa laideur, sa servitude, sa répugnante pusillanimité, sa dégradante misère, mais c'est seulement ainsi qu'il leur dit la vérité : il peut être prodigieux, fort et libre. Le pouvoir proclame *en public* : l'homme est le capital le plus précieux, l'homme est une merveille ; mais *en secret*, il sait ce qu'il sait par nature (et le met en pratique) : l'homme est un animal qu'il faut mener au fouet. L'art proclame *en public* : on a contrainct l'homme à se faire animal, on a inventé mille fouets pour qu'il le reste ; il proclame en public ce grand secret qu'il lui appartient de connaître : l'homme est d'essence divine ; il se rendra maître de cet élément divin qui est en lui ; ou bien il anéantira à jamais et lui-même et tout ce qui l'entoure. Le pouvoir (et cela se comprend, car il est déterminé par l'homme et par le peuple) n'a jamais su quoi faire de ces deux éléments chers aux artistes : le mécontentement qu'engendre chez l'homme la vie qu'il mène, et l'aspiration à la beauté que rien ne peut lui arracher du cœur. C'est pourquoi le pouvoir a toujours tenté de s'en sortir par des succédanés : le pain et les jeux. Il y était parvenu, mais pour un temps. Il a été renversé par la révolte et par la culture, *la révolte de la culture*, c'est-à-dire la révolution.

Pourquoi, observant objectivement les faits, ne faut-il pas nous insurger ? Parce que c'est une bataille au fond gagnée d'avance que livre ici et maintenant le pouvoir aux intellectuels et aux artistes créateurs. Parmi les innombrables façons possibles de s'insurger contre la réalité, il semble que, à l'heure actuelle, dans notre littérature, il n'y en avait aucune. Est-ce que cela veut dire qu'au fond il n'existe pas de révolte, de révolte en tant qu'expression objective des choses ? Non ! Au-

trement, il n'existerait pas de lois de la vie humaine plus fortes que tous les obstacles — la révolte est présente dans l'esprit de l'homme. Notre conscience commune, si faible soit-elle aujourd'hui, élémentaire, incapable de créer, se révolte contre sa propre faiblesse et contre les conséquences de son impuissance, dénominateur commun, dans une large mesure, de l'espace économique (l'exploitation) et de l'espace politique (manipulation). Autrement dit, notre littérature actuelle, à l'exception de quelques grandes œuvres courageuses et humanistes, qui sauveront demain notre honneur à tous, se situe en dessous du niveau déjà bien bas de la conscience commune. La littérature de gauche, on en a fait un poisson hors de l'eau. Elle a voulu être connaissance et divination de l'existence humaine, du sens historique existentiel ; elle est devenue elle-même un reflet, une conséquence banale de cette existence. Mécanisme, infantilisme et naïveté, elle n'a pas d'autres sources d'inspiration ni d'autres objectifs. La conception mécaniste de la vie voit dans le monde une chambre noire où une main néfaste encore que sans conscience a précipité les hommes : dans ce lieu obscur, ils s'agitent, se heurtent, se collent les uns aux autres, se décollent, se pétrissent, grotesques figures de cire. La conception infantile de la vie n'est qu'un artifice bon pour les faibles : elle consiste à constater qu'il existe quelque chose ; peu importe quoi ; c'est-à-dire qu'entre mal et bien, vérité et mensonge, tyrannie et liberté, marteau et enclume, il faut à tout prix faire preuve de malice, de je-m'en-foutisme, être là en tant que bouffon. La conception naïve de la vie a cette exigence : les œuvres les plus stupides sont les plus artistiques. On ressuscite la religion de Judas. Les esprits les plus dépourvus sont les mieux notés ; chercher refuge dans l'idiotie est bien vu, mais pas l'idiotie toute simple, clinique, l'idiotie « étudiée » et « talentueuse ». De quoi tout cela vient-il ? De la responsabilité devant ce qui vient et va devenir insupportable. C'est pour cela que la littérature des années quatre-vingts de notre siècle commence de plus en plus à ressembler à la hâissable littérature de la Belle Epoque :

au monde fragile, elle répond par l'art fragile. C'est pour cela que nos artistes d'aujourd'hui sont bons apprentis qui ne deviennent jamais des maîtres, car ils ont les bras qu'il faut, mais pas la tête. Les poètes écrivent pour les poètes et pour quelques critiques.

La vie littéraire n'est bien souvent plus autre chose que celle d'une horde, d'une famille refermée sur elle-même et sur son égoïsme ; le chant du poète, une photocopie de cette horde et de sa vie, le mot de passe, le code secret auquel se reconnaissent les membres de la horde, et qu'eux seuls peuvent comprendre. Rien n'est cependant plus misérable que cette copie conforme de l'album de portraits d'une famille médiocre, déjà rayée du nombre des vivants. En fixant sur eux son regard, on sent naître en soi un dégoût, une insensibilité, une lucidité intolérables. Rude confirmation de cette loi primordiale : de l'être naît l'être, le néant n'engendre que le néant.

Ce n'est pourtant pas là, dans l'espace de la transcendance littéraire, que gît pour la culture et pour l'homme, le véritable péril. Le véritable péril, plus ample et plus profond, se situe sur un autre terrain. On a détruit la *base de masse* de notre culture. La moitié la plus apte au travail manuel et intellectuel de notre peuple vit hors de nos frontières. Alors, l'autre moitié, restée au pays, s'y avilit, jour après jour, dégringolant jusqu'au plus bas niveau d'une existence purement matérielle, de l'idiotie petite-bourgeoise, là où il n'y a plus ni moment, ni manière, ni motif de lire. L'atmosphère asphyxiante ne laisse plus guère de place à la création intellectuelle, qui ne veut ni trahir ni bêtifier. Et il y a plus. La bureaucratie, détentrice du pouvoir, cette citrouille sans racine, qu'étreint la peur de tout et de tous, d'une ombre, d'un murmure, cette criminelle que fait trembler l'idée d'un châtiment a résolu d'extirper jusqu'à la racine toute force créatrice ; à cette fin, elle donne à la médiocrité, à la stupidité, le feu vert qui leur ouvre la scène politique, pourvu qu'elles clament de toute leur voix : Hosannah ! Alleluia ! Le stalinisme — car c'est bien de lui qu'il s'agit, ici et maintenant, dans le domaine des idées, de la culture, de l'art — n'est pas autre chose qu'une

tentative fervente et sans détour de restaurer *l'institution de la poésie de cour*, de longue date défunte, disparue bien avant le XIX^e siècle, siècle de la bourgeoisie et du prolétariat. De l'époque d'Homère jusqu'à nos jours, il y a eu trois sortes de poètes : le *poète errant*, le *poète de compagnie*, qui chante guerre ou insurrection, le *poète du peuple* (poète d'estaminet, de foire, d'auberge, de chambre, d'exode, de champ de bataille) et le *poète de cour*. Le poète errant ne rend compte à personne de son talent et de son art ; c'est un adepte de l'art pour l'art. Le poète de compagnie, le poète du peuple met son talent, son art *au service du mouvement* (de la guerre, de la libération du peuple, de l'insurrection, de la révolution). C'est parmi eux qu'on trouve les plus grands poètes du monde. Le poète de cour met son talent, son art, *au service du régime*, aux pieds des oligarques, de cette caste ou de cette classe qui tente de préserver les institutions existantes, leur mode de travail, leur ordre, leur foi.

Je vais essayer, en prenant deux exemples bien connus, de faire ressortir la différence entre un poète de système et un poète de mouvement. Lénine, s'adressant à Gorki, l'invitait à mettre ses forces créatrices au service du mouvement bolchevique, révolutionnaire. Staline, s'adressant au même Gorki avec la même demande, lui a proposé quelque chose de fondamentalement opposé : qu'il devienne le porte-parole, le maquilleur d'un régime contre-révolutionnaire, d'une réaction thermidorienne, d'un pouvoir aveugle, l'Etat bureaucratique du capital financier. Second exemple : quand et pourquoi Maiakowski s'est-il suicidé ? Au moment même où il a compris qu'on ne lui permettrait plus d'être un poète révolutionnaire, qu'on lui demandait au contraire de célébrer le système d'ordre et de travail du grand Etat russe reconstruit. Le stalinisme, parce que contre-révolutionnaire, tente aujourd'hui sur notre sol, par le verbe, de faire du poète de mouvement un poète de système, et s'il n'y réussit pas, de le liquider spirituellement et physiquement. Le verbe, pris en soi, est sans défense. On peut en faire ce que l'on veut. On en fait ce qu'on veut,

avec aisance, vigueur, indifférence, mensonges, dissimulation. Mais jamais sans purge. Car le verbe acquiert son pouvoir *après coup*, quand sont passés ceux qui vivaient près de lui et avec lui, mais ne le respectaient ni ne l'aimaient.

Je le répète, il s'agit aujourd'hui de priver la création artistique de la liberté de créer légalement et publiquement. Ne dramatisons pas ! Le mal organisé et menaçant, il importe de l'affronter par une résistance organisée. Si ce n'est pas possible, il faut lui offrir une résistance particulière. En tout cas, il faut s'opposer au mal. Deux chemins s'ouvrent devant nous : la défense, par les voies légales, de la liberté de créer, ou bien le royaume illégal de la liberté de créer, l'espace souterrain largement ouvert aux poètes qui veulent créer.

Lorsqu'un groupe ou une société, à un moment précis de l'histoire, se trouve dans une situation sans issue ou devant une crise terrible, universelle de tout ce qui existe, crise dont l'on ne peut sortir qu'en acquittant un lourd tribut en vies humaines, en libertés, en bonheur individuel, alors, s'il n'y a pas d'issue, s'il faut payer ce prix tragique pour la résoudre, *ceux qui en seront le plus atteints sont les plus coupables* : les intellectuels, au premier rang les créateurs.

Comment échapper à cette terrible culpabilité de l'époque ? Que faut-il faire pour que nous soyons ce que nous devons être — ceux qui savent ce qu'est le monde et comment le reconstruire ? Non ! Douze cents ans d'histoire l'ont éclairé, ce peuple, et par quels moyens ? Par le fer et par le feu. S'il n'a rien compris, si rien ne l'a éclairé, c'est que nous n'avons rien à attendre de ces lumières. Il est trop tard ! Aujourd'hui, le peuple est prêt, ou il ne l'est pas. Tout ce que l'histoire devait enseigner, elle l'a enseigné ! Il nous reste à réfléchir de manière critique, véritable et déterminée, sans jamais cesser de nous mettre en face de la situation donnée.

La liberté de créer, légale ou illégale, est pourtant stérile si le poète perd le secret intime de cette liberté. En 1921, quelques mois avant sa mort, Blok a dit à propos de Pouchkine : « (...) *Pouchkine (...) n'est pas tombé sous les balles de Dantès. Il est mort as-*

phyxié, faute d'air respirable (...) Paix et liberté. Il les faut au poète pour libérer l'homme. Mais la paix et la liberté, on nous en prive aussi. Non d'une paix tout extérieure, mais de la paix créatrice. Non de la liberté de l'enfant, non de la liberté des libéraux, mais de la liberté créatrice et secrète. Le poète est mort de ne plus pouvoir respirer ; la vie a perdu son sens. »
Oui, la vie a perdu son sens !

Pour que la poésie ait un sens, pour qu'elle ne soit pas absurde, elle doit être douée de vie, l'histoire ne doit pas être absurde, ni dans son déroulement, ni dans ses objectifs. Sinon, pourquoi la pensée, face à la ruine de l'être humain ? Pourquoi l'œuvre d'art sous une lumière trompeuse ? Le jeu, l'art, la science, la philosophie combattent pour l'âme humaine. Ils la délient de l'utopie pessimiste et optimiste, ils s'efforcent de déchiffrer la doctrine révolutionnaire et la pratique contre-révolutionnaire. Mais elle, la poésie, reste immobile, perplexe devant son propre miracle, étrangère à ce monde. Elle reste énigmatique, telle une pierre présente et dure, mais rien de plus. Qu'est donc l'homme, ce qu'il aurait pu faire ou bien ce qu'il a fait ? Est-ce que les grandes œuvres qui sont indispensables ont déjà été écrites ? Est-ce que nous tous, qui créons et prétendons créer, portons dans notre estomac — par avance — des avortons ? Peut-être. Le peuple n'a plus la puissance des éléments. Sa force est rouillée. La transformation de son essence historique est étroitement liée à cette autre transformation, aussi fondamentale : le peuple n'est plus le père de la culture matérielle et spirituelle, il se borne à consommer ce qu'il produit. Les hommes, les hommes de mon peuple, se comportent comme des insectes dans un marécage. L'eau s'évapore, disparaît pour un jour ou deux. Mais les insectes l'ignorent, et s'agitent, se heurtent l'un l'autre, s'entre-dévorent, copulent...

Mais d'où naît donc la destruction ? Il y a plusieurs modes de réalité historique : la réalité juste avant une guerre, la réalité après la guerre, la réalité des conflits internes de la société, la réalité qui tente de concilier les classes, la réalité de la domination d'une classe, la réalité de la prospérité

économique, la réalité du renforcement des institutions de l'Etat, de la justice, de la police, etc. Nous vivons la *réalité des évolutions socialistes vaincues*. Nous sommes à la frontière de deux mondes. Tous les deux sont impossibles. Le premier, c'est celui du capitalisme, dont l'existence est impossible, le second est celui du socialisme, dont la naissance est *impossible*. Les conquêtes de la Révolution d'Octobre, qui datent déjà de cinquante ans, ont ébranlé le monde ; elles ont été liquidées en détail, minutieusement. Cette révolution — si nous admettons qu'elle est l'un des chaînons du mouvement des peuples qui a bousculé l'Europe de droite et de gauche depuis deux siècles — elle revêt alors, pour nous aujourd'hui, la même signification que la révolte de Spartacus, celle des Taïping en Chine ou que la dictature jacobine. Les aspirations de notre dernière guerre de libération, surtout paysanne (pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans, prolétariat en armes, tous les fonctionnaires élus et révocables, égalité économique et politique, activité intégralement publique de tous les services, liquidation de l'armée et de la police, économie planifiée), tout cela a été si totalement aboli que cette guerre revêt aujourd'hui pour nous la même signification d'expérience que la révolte paysanne de Garbetz, celle de Timok ou les batailles de Tser et de Kaimaktchalan durant la première guerre mondiale.

Nous sommes au commencement. *L'histoire est arrêtée*. Ces poètes dont parle Blok, qui s'étranglent, est-ce la puanteur qu'exhale le cadavre de l'histoire qui en est cause ? Celui qui a des oreilles pour entendre ne trouve rien à entendre (...). Lorsque l'histoire se fait épouvantable, le poète se tourne vers la vie, il tourne le visage vers la nature, il regarde les nuages, les oiseaux, les sources jaillissantes, les feuilles luxuriantes des arbres, la houle frémissante des épis caressés par le vent, les filles qui embrassent les garçons, les femmes, leurs enfants. Vois donc : l'essence des choses est là, douce, paisible, gaie ; les craquements, les cassures se produisent dans l'écorce et dans les racines, dans les tissus et dans les graines.

Le jeune poète Miroslav Maximovitch a dit : « *Ceux qui ont transformé le monde pourrissent dans leur chambre.* » Que ce poète me pardonne pour ces dures paroles : cette belle phrase n'est qu'un mensonge. *La vérité*, c'est que beaucoup de ceux qui ont transformé le monde pourrissent, mais dans leur tombe ou en prison ; et *la vérité*, c'est que beaucoup de ceux qui ont transformé le monde ne pourrissent pas, ils travaillent. Du reste, « *l'histoire n'a pas encore tranché* » de quel côté elle se dirigera.

Le 8 février 1974,
Drageljub Igniatovitch.

L'opposition socialiste de l'Est et la gauche européenne

par Jiri Pélikan

Le texte qu'on va lire est celui du rapport présenté par son auteur au Colloque international qui s'est tenu à Bièvres du 23 au 26 février 1974 sur le thème : L'expérience tchécoslovaque et les problèmes du socialisme.

Ce document, que l'auteur a autorisé la Vérité à publier, constitue, tant par la nature des problèmes qu'il discute que par les propositions qu'il contient pour une discussion internationale, une importante contribution à cette discussion, que l'OCI (pour la reconstruction de de la IV^e Internationale) s'est donné pour tâche de son côté de promouvoir.

Nous publierons ultérieurement de nouvelles contributions sur ces mêmes thèmes, et bien entendu celles que la Vérité recevra de ses lecteurs.

En liaison avec l'appréciation qu'on peut faire du « Printemps de Prague », surgit naturellement une série de questions :

1° Est-ce que cette tentative d'une alternative socialiste nouvelle, démocratique, était condamnée à échouer ?

Ou bien l'échec de cette tentative fut-il le résultat des erreurs du « cours nouveau » ? Si tel est le cas, quelles sont ces erreurs : le fait qu'il se soit donné des buts trop radicaux ou au contraire qu'il ait cherché un compromis avec les forces conservatrices à l'intérieur du pays et à l'extérieur ?

2° Est-ce que l'intervention militaire d'août 1968 et la « normalisation » qui l'a suivie signifient la fin de tentatives de cette nature en Tchécoslovaquie et en Europe de l'Est, ou est-ce là seulement le début d'un processus historique qui se poursuivra inévitablement ?

3° Quelles sont les perspectives de l'évolution des pays socialistes de l'Europe de l'Est après la défaite du « Printemps de Prague » ?

4° Quelle importance ont et auront, dans cette évolution, l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie et les courants ou groupes oppositionnels dans les pays de l'Europe de l'Est ?

5° Quelle est l'influence réciproque de cette opposition sur le combat de la « gauche » dans les pays capitalistes et quels devraient être, par contre, les rapports de la gauche occidentale avec cette opposition ?

6° La défaite du gouvernement d'Unité populaire au Chili en 1973 a donné aux événements de Tchécoslovaquie en 1968 une nouvelle

dimension supplémentaire : est-ce qu'une tentative de changer le système comporte une possibilité réelle de succès dans un monde partagé en zones d'influence des deux superpuissances ? Quelle doit être la position des forces révolutionnaires s'efforçant de changer le statu quo politique par rapport à la politique de détente internationale ?

Essayons de répondre brièvement à ces questions, à la lumière des expériences des six années qui se sont écoulées depuis le début du « Printemps de Prague » :

1) Il faut refuser résolument la thèse selon laquelle cette tentative de réhabiliter le socialisme était par avance condamnée à un échec inévitable. Admettre cette thèse équivaudrait à admettre que le « socialisme existant » est la seule, unique et correcte forme du socialisme et que tout essai de changer cette forme doit se terminer par une « contre-révolution » et le retour vers le capitalisme ou par une intervention soviétique. Mais le « Printemps de Prague » n'était pas un témoignage de la CRISE DU SOCIALISME, en tant que système social, mais de la CRISE DU MODELE STALINIEN SOVIETIQUE DU SOCIALISME, appliqué à un pays aussi développé économiquement et politiquement que l'était la Tchécoslovaquie.

De ce point de vue, la tentative de réhabiliter le socialisme en 1968 en Tchécoslovaquie a eu ses traits spécifiques. Ce n'est certainement pas par hasard si c'est ce pays que la crise a atteint aussi profondément et si, d'un autre côté, elle y a trouvé des conditions aussi propices et des forces aussi mûres pour la surmonter positivement. Mais, en même temps, cette crise a revêtu les traits fondamentaux communs à l'évolution des divers pays auxquels a été imposé de force le modèle soviétique d'Etat socialiste. C'est pourquoi la situation de crise et le « cours nouveau » qui aboutissait à surmonter cette crise ne pouvaient pas être une affaire limitée à la Tchécoslovaquie et devaient se reflé-

ter dans l'évolution globale de l'Europe de l'Est.

Il serait sans doute inutile et superflu de souligner que le but du « **Printemps de Prague** » n'était absolument pas un retour vers la société capitaliste, mais au contraire le renforcement du socialisme et l'ouverture des nouvelles perspectives de sa future évolution. Dans ce sens, le « **Printemps de Prague** » n'était pas un phénomène nouveau. Il suffit de rappeler la tentative de Khrouchtchev après le XX^e Congrès du P. C. de l'Union soviétique, l'« **Octobre polonais** » de 1956 et la voie spécifique qu'avait prise la Yougoslavie après son conflit avec le Kominform en 1948.

Mais, jusqu'à présent, toutes ces tentatives étaient caractérisées par le fait qu'il s'agissait de **changements ou de réformes partiels** des institutions existantes, des changements et des réformes qui ne touchaient pas aux principes fondamentaux du modèle stalinien du socialisme, qui sont : le monopole du pouvoir du parti communiste, la forme étatique de la propriété des moyens de production, le contrôle absolu des moyens d'information et la censure, la conception des organes d'Etat, des syndicats et autres organisations considérés comme simples « **courroies de transmission** », la soumission de la souveraineté de l'Etat aux « **intérêts de classe du camp socialiste** », c'est-à-dire à l'U.R.S.S. Il s'agissait plutôt d'une application plus souple du rôle dirigeant du Parti, d'une plus grande efficacité sur le plan économique, d'une plus grande indépendance des organisations de masse, de l'assouplissement des méthodes administratives et répressives, de l'aveu des erreurs du passé comme résultant du « **culte de la personnalité** », sans aucun lien avec le système, de rapports plus égaux avec l'U.R.S.S., etc.

On pourrait dire qu'il s'agissait d'une certaine LIBERALISATION du système, décidée et réalisée d'en haut, par la direction du Parti, qui estime elle-même le moment où le « **peuple** » est mûr pour certaines réformes et quelle doit être l'étendue de ces réformes ; les masses, la « **base** » n'interviennent pas dans ce processus, elles en sont seulement l'« **objet** ». Toute initiative se trouve entre les mains de la direction, qui a le loisir d'annuler ses « **concessions** » à tout moment. Après janvier 1968, il semblait qu'en Tchécoslovaquie également il s'agirait

d'une telle libéralisation dirigée « d'en haut ». Mais, étant donné l'existence d'une OPPOSITION PROGRESSISTE au sein du Parti, la discussion sur l'étendue des changements et sur les limites du mouvement fut répercutée des organes de direction du Parti au public. Les masses ont alors commencé à poser la question du pourquoi de ces changements, ont voulu connaître les intentions de la direction et, ensuite, formuler leurs propres exigences et propositions ; autrement dit, elles sont devenues le « **sujet** » de la politique.

Malgré un appui spontané à la direction de Dubcek, les communistes et les sans-parti exigèrent des transformations institutionnelles et des réformes du système telles qu'elles garantiraient l'impossibilité de répéter les erreurs du passé, que le pouvoir exécutif serait effectivement contrôlé par le public et que les droits démocratiques des citoyens seraient ancrés dans le système.

A la différence de la libéralisation, il s'agissait donc en Tchécoslovaquie, en 1968, de la DEMOCRATISATION du système, démocratisation qui ne pouvait pas être limitée à quelques changements partiels, mais devait toucher également aux principes du modèle stalinien de socialisme.

L'erreur de la direction Dubcek réside dans le fait qu'elle a hésité assez longtemps entre la « **libéralisation** » et la « **démocratisation** ». Alors que l'évolution — principalement sous la pression des masses populaires — allait déjà sans équivoque dans le sens de la démocratisation, elle n'a pas su en tirer les conséquences nécessaires, à savoir :

a) dresser un programme clair des changements (le Programme d'action était au moment de son adoption — en avril 1968 — déjà dépassé par le mouvement et dans la pratique) et de leurs limites ;

b) réaliser rapidement la mise à l'écart des personnes discréditées dans les organes dirigeants, notamment par la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti, dans les plus brefs délais ;

c) limiter en même temps les tendances à la « vengeance » pour les erreurs et les crimes commis dans le passé ;

d) permettre la différenciation au sein du Parti entre l'aile progressiste et l'aile conservatrice, tout en garantissant à chacune sa liberté d'expression ;

e) se rendre compte de la défiance à l'égard du mouvement novateur, plus, de l'hostilité à son égard des forces conservatrices dans la direction du P.C. soviétique et dans les directions des pays du Pacte de Varsovie, et les affronter : d'une part en les assurant que les engagements d'alliance seraient respectés par la Tchécoslovaquie, et d'autre part, en même temps, en les avertissant que toute tentative d'ingérence dans l'évolution intérieure du pays serait rejetée, y compris par une défense populaire et militaire ;

f) se chercher des alliés au sein de la communauté des pays socialistes (la Yougoslavie, la Roumanie, la Chine) et du mouvement communiste et socialiste international, ainsi que dans les divers courants de la « nouvelle gauche » des pays occidentaux, tout en essayant de susciter la compréhension des pays de ce que l'on appelle le tiers-monde.

En analysant ces erreurs, nous constatons une ressemblance intéressante entre la position de Dubcek et celle d'Allende : le premier croyait à la loyauté de la direction soviétique et des conservateurs de son pays ; le second croyait à la loyauté de l'armée et de l'opposition conservatrice du Chili ; tous deux ont cru pouvoir battre l'adversaire par leur « finesse » et par des manœuvres ;

tous deux se sont avérés incapables de mobiliser — au moment décisif — les masses, qui, cependant, étaient prêtes à faire les sacrifices suprêmes.

Pour qu'il n'y ait pas de malentendu ici, je préciserai que je ne veux pas dire par là que la Tchécoslovaquie aurait dû se défendre militairement au moment de l'invasion. A ce moment-là, il était déjà trop tard...

La mobilisation de l'armée et des masses populaires, les avertissements clairs et nets à la direction soviétique, l'assurant que nous étions décidés à ne pas reculer, auraient été la seule solution capable d'EMPECHER L'INVASION.

Il est vraisemblable que, dans ce cas, la direction soviétique aurait plus sérieusement pesé sa décision d'intervention militaire, car les conséquences auraient été incomparablement plus catastrophiques pour elle. Elle aurait probablement décidé une forme de pression économique (qui aurait été également très efficace), elle se serait appuyée plus fortement sur l'opposition conservatrice tchécoslovaque et aurait utilisé son influence politique pour nous imposer un compromis : il aurait sans aucun doute limité considérablement l'évolution ultérieure du « Printemps de Prague », mais ne l'aurait pas stoppée complètement.

II) La défaite du « Printemps de Prague » constitue certainement un coup sévère porté au mouvement pour la renaissance du socialisme, en Tchécoslovaquie mais aussi dans les autres pays socialistes, et elle signifie le renforcement des forces dogmatiques, conservatrices. Mais la « normalisation » n'a pas éliminé les causes de la crise et c'est pourquoi la tension, les contradictions et la nécessité de trouver des solutions nouvelles persistent. Cela s'est trouvé vérifié dans des événements comme le soulèvement des ouvriers polonais en 1970-71 et la chute de Gomulka, les réformes économiques en Hongrie, les prises de positions publiques des « dissidents » soviétiques, l'approfondissement des divergences sino-soviétiques, etc. Grâce au nivellement économique, à l'égalisation des différences existant entre les pays socialistes par l'intégration dans le cadre du Comecon, les inégalités entre ces pays s'estompent peu à peu et ce qui ressort, ce sont les traits communs, y compris les phénomènes de crise.

Dans les conditions décrites, l'évolution économique, les exigences de la technologie moderne, les résultats des sciences, les spécialistes et les contacts internationaux entrent, dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S., en contradiction de plus en plus flagrante avec les structures bureaucratiques et centralistes rigides du système et **suscitent l'idée de la nécessité de transformations et de réformes**, même dans les cercles du pouvoir et d'autant plus dans les masses populaires.

La défaite du « Printemps de Prague » joue sans doute un rôle de retardement et rend plus difficile, notamment en Tchécoslovaquie, la formation de l'opposition à l'intérieur de l'establishment, mais elle ne peut pas arrêter ce processus de changement. Les forces de gauche doivent se préparer au moment où l'époque future sera une époque de transformations, de réformes, de bouleversements et aussi d'explosions spontanées dans les pays de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise.

III) En politique, on ne peut pas prophétiser, on peut seulement évaluer l'évolution future sur la base de l'analyse de l'état actuel des tendances, du rapport des forces, etc. De la même manière, comme nous rejetons le fatalisme qui conduit à prétendre que chaque tentative de changement est vouée à l'échec, nous devons condamner le fatalisme selon lequel **« les changements sont inévitables »**, qui aboutit à la conclusion que la crise actuelle se terminera automatiquement par une transformation.

Il est incontestable que les conditions objectives et la nécessité des changements existent, mais ce qui sera décisif, c'est le fait de savoir si l'on trouvera le sujet, les forces capables de le faire comprendre et de le faire valoir, de les réaliser. Nous devons également prendre en considération le fait que le système existant en U.R.S.S. dispose de réserves suffisantes pour prolonger encore longtemps la situation actuelle et pour éviter les crises catastrophiques.

a) En U.R.S.S. se réalise actuellement une certaine **alliance d'une partie du sommet de la hiérarchie avec les technocrates et les managers et avec l'élite militaire**. Ce groupement est conscient du **« vacuum idéologique »** formé après que les crimes de Staline eurent été révélés et il essaie de le combler, d'une part par un nouveau nationalisme russe, d'autre part par l'idéal d'une société de consommation qui satisfera au mieux les besoins matériels des citoyens (voir **Le Nouveau Contrat social** d'A. J. Liehm). Il sait également qu'il ne peut pas y arriver par ses propres forces et qu'il a donc besoin de la coopération économique des pays capitalistes développés. C'est pourquoi il mène une politique de détente et de relations avec l'Occident, mais il craint tout relâchement sur le plan intérieur, parce qu'il veut conserver un contrôle absolu du pouvoir et ne veut pas offrir un terrain à l'initiative des masses.

Il est vrai que cette politique peut aboutir à ce que le groupe dirigeant trouve un certain support social et puisse remettre à plus tard les changements profonds; mais il ne peut pas empêcher la naissance de nouveaux conflits et de nouvelles tensions (notamment entre l'U.R.S.S. et les pays dominés par elle, entre les nations à l'intérieur de l'U.R.S.S., et aussi entre les différents groupes de la société entre lesquels la différenciation sur le plan social ira grandissant). Dans ces conditions, l'U.R.S.S. et avec elle les autres pays de l'Europe de l'Est évolueront vers un type de pays industriellement développés du genre nationaliste-militaro-autoritariste, qui auront très peu de choses en commun avec l'image d'une société socialiste.

b) Les contradictions et les tensions existantes peuvent, dans certaines conditions, devenir si aiguës qu'elles peuvent — souvent très brusquement et d'une manière imprévisible — provoquer des **explosions spontanées de mécontentement**. Ces explosions se tourneront nécessairement contre les détenteurs du pouvoir — la bureaucratie du Parti et la police — et elles peuvent même revêtir un caractère anti-socialiste ou dégénérer en règlements de comptes. Dans certaines conditions, elles peuvent aboutir à la chute des politiciens dirigeants (Pologne 1970-71), dans d'autres à l'échec et, par là, au renforcement de la répression et du système existant. Elles ne peuvent

pas conduire à des changements fondamentaux si n'est pas réalisée l'alliance des ouvriers avec l'intelligentsia progressiste susceptible de formuler le programme politique de l'alternative, et s'il n'existe pas de force politique capable de donner à ces explosions une organisation et de bonnes perspectives.

c) Il est possible et même probable que l'alliance d'une partie de l'appareil d'Etat avec les technocrates et le « lobby militaire » (la hiérarchie de l'armée et de l'industrie travaillant pour l'armée) conduise, dans les conditions de la coexistence pacifique et de la coopération avec l'Occident, à la réalisation de réformes technocratiques et, au fur et à mesure, aussi à une certaine libéralisation de la vie politique. Le groupe dirigeant voudra, sans aucun doute, diriger et contrôler le processus et il essayera d'éliminer d'avance toute initiative d'indépendance des masses. Mais même un tel processus limité de libéralisation atteindra un point à partir duquel il ne pourra plus s'arrêter : pour que la réforme économique puisse donner des résultats concrets, elle implique une réforme du système politique. Ceci engendrera une situation qui portera en elle un nouveau « Printemps de Prague » sous une forme différente et dans des conditions nouvelles.

On peut également supposer que, comme ce fut le cas au début du « cours nouveau » tchécoslovaque, l'initiative des changements viendra d'une partie de la hiérarchie du Parti et que cela sera au début décisif, que ces changements prévalent ou non. Mais il serait incorrect de LIMITER seulement à cette composante de l'établissement du Parti le rôle de moteur de ces changements. D'ailleurs, déjà dans le cas du « Printemps de Prague » et de sa préparation, il a été prouvé que l'opposition « à l'intérieur du Parti » avait pu gagner un tel terrain pour son activité parce que le mécontentement des larges masses (« l'opposition potentielle en dehors du Parti ») exigeait des chan-

gements et des solutions nouvelles. Précisément, l'alliance des forces d'opposition « à l'intérieur » de la direction du Parti avec « la base » a permis que le « Printemps de Prague » dépasse le cadre de la libéralisation et se transforme en un mouvement authentiquement populaire avec pour but la démocratisation du système existant.

Il en découle qu'une des conditions fondamentales de l'évolution positive en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est est, à côté de l'« opposition éclairée » au sein de la hiérarchie du Parti, aussi l'existence d'une OPPOSITION SOCIALISTE en dehors du Parti et en dehors également de l'institution officielle du système.

IV) La création en 1970, en Tchécoslovaquie, du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques, en tant que large groupement des forces d'opposition de gauche, avec une plate-forme programmatique : le Manifeste du 28 octobre, et la formation d'autres groupes encore (voir Ici Prague, publié aux Editions du Seuil - Paris), l'exclusion d'un groupe de sociologues hongrois (Hegedus et autres) du Parti et le procès contre Harazsti à Budapest, les prises de position publiques de Bierman et de Haveman en R.D.A., la lutte des philosophes marxistes autour de la revue Praxis en Yougoslavie et, avant tout, l'activation des « dissidents » soviétiques (Boukovski, Grigorenko, Amalrik, Yakimovitch, Litvinov, Medvedev, et ces derniers temps surtout Sakharov et Soljenitsyne) prouvent que la discussion sur l'opposition dans les pays socialistes cesse d'être théorique et entre dans une nouvelle phase. On ne peut encore parler d'une opposition ayant un programme clair et une structure organisationnelle, mais plutôt de son embryon et de sa formation. Même si les groupes compacts et les dissidents en tant qu'individus sont, numériquement, minoritaires, ils peuvent s'appuyer sur une large base de masse constituée par la « majorité silencieuse », mais insatis-

faite, de la population de ces pays. La force de ces individus et de ces groupes réside dans le fait qu'ils expriment souvent les sentiments et les aspirations de couches sociales entières ou de la majorité de la population.

Pour le moment, c'est seulement en Tchécoslovaquie que l'opposition dispose d'un programme un tant soit peu cristallisé et de formes concrètes d'activités ; c'est là le résultat de la situation extraordinaire qui s'y était créée après le 20 août 1968 (l'exclusion de quelque 500.000 communistes du Parti, l'activation de larges couches, l'existence de documents programmatiques de l'époque du « Printemps de Prague », le fait d'avoir renoué avec la continuité du XIV^e Congrès extraordinaire du P.C.T., et aussi l'existence de groupes de dirigeants qui avaient acquis, en 1968 et après, une autorité morale considérable, le lien entre la lutte contre la « normalisation » et les intérêts nationaux, etc). C'est pourquoi la répression est plus dure et plus massive en Tchécoslovaquie.

Mais dans les autres pays de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise, les groupes au pouvoir doivent compter avec l'existence d'une opinion publique et des groupements d'opposition qui se constituent, qui présentent leurs positions publiquement et soutiennent leurs alternatives par rapport aux problèmes essentiels ou partiels. L'élargissement des relations internationales contribue à la dynamisation de l'activité oppositionnelle et protège l'opposition d'une répression plus brutale.

Cette opposition a, dans sa majorité, un caractère socialiste, même si des tendances purement libérales, nationalistes et anti-socialistes apparaissent aussi. Son but n'est pas la restauration de l'« ordre bourgeois », mais la transformation et la réforme de l'Etat de type bureaucratique-centraliste existant en un Etat authentiquement socialiste, avec la garantie de larges libertés pour les citoyens.

Malgré la diversité des conditions de chaque pays et des opinions concernant les questions partielles, nous pouvons trouver avant tout ces revendications et ces buts communs, formant la plate-forme politique unitaire de l'opposition socialiste :

1° Réaliser une véritable propriété collective, des moyens de production fondamentaux, comme propriété populaire (d'Etat, de groupe, coopérative, toutes formes comportant la participation directe des travailleurs à la direction de l'économie et dans la répartition de la « plus-value »), laissant subsister un secteur privé dans le domaine du commerce et des services.

2° A la base de la propriété collective des moyens de production, créer un système politique pluraliste, permettant la participation à la vie politique d'autres partis que le Parti communiste, partis se situant sur la plate-forme du socialisme et représentant les intérêts des différents groupes sociaux, étant entendu que la position de ces partis par rapport au Parti communiste serait une position de partenaire et de collaboration, non point une subordination au monopole d'un parti ou le rôle de « courroie de transmission » à son service.

3° Développer, dans ce cadre, une démocratie socialiste qui donnerait aux citoyens davantage de droits, de libertés et d'influence que n'en donnent la démocratie parlementaire bourgeoise et la bureaucratie stalinienne. Combiner la démocratie représentative (choix des représentants des citoyens à tous les niveaux par des élections à bulletins secrets) avec la démocratie directe (le contrôle du pouvoir par l'intermédiaire des conseils ouvriers et d'autres formes d'autogestion des régions, des localités et des citoyens).

4° Garantir la liberté d'expression, de réunion et la possibilité

d'accès aux informations comme les conditions fondamentales du processus de la démocratisation et de l'activation des travailleurs.

5° Garantir l'« autonomie » des syndicats comme défenseurs des intérêts des travailleurs, intérêts pouvant — même à l'époque du socialisme — entrer en contradiction avec les intérêts du pouvoir d'Etat, et aussi l'autonomie des autres organisations de masse et d'intérêts, en leur donnant la possibilité de participer réellement à l'exercice et au contrôle du pouvoir populaire.

6° Assurer l'indépendance de la justice et le contrôle de la police.

7° Résoudre la question nationale d'une nouvelle manière, de sorte que l'indépendance des nations ou leur coexistence dans un seul Etat soit assurée sur la base d'une véritable égalité.

Il est significatif que les documents de l'opposition ne contestent pas les rapports de production et la position de la classe ouvrière dans le processus de production, qui sont restés pratiquement les mêmes qu'à l'époque capitaliste. Ce sont les travaux de certains théoriciens marxistes en Occident qui attirent l'attention sur ces problèmes, en liaison avec la révolution culturelle chinoise. Par contre, la gauche occidentale sous-estime souvent la revendication de la liberté d'expression et de réunion en la considérant comme spécifique des intellectuels. Mais sans l'élargissement des libertés d'expression et de réunion — ne serait-ce que par étapes et partiellement — il n'est pas possible de réanimer la vie politique, et aucun changement

fondamental n'est possible en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est.

De même, la critique des marxistes occidentaux, selon laquelle l'opposition socialiste dans les pays de l'Europe de l'Est manque d'un « programme clair » et d'une « tactique élaborée », témoigne de leur incompréhension de la situation dans ces pays. Car pour établir un programme et élaborer une tactique, il faut vivre dans les conditions fondamentales d'une vie politique démocratique, et celles-ci n'existent pas pour le moment.

C'est pourquoi il faut compter que, même dans l'avenir, le mouvement pour la renaissance du socialisme en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe de l'Est conservera longtemps encore ce caractère de protestations, de manifestations isolées, d'explosions spontanées avec un mélange d'opinions contradictoires. C'est seulement dans ce processus qu'il sera possible de clarifier les divergences, d'élaborer des programmes homogènes et de déterminer la tactique. Les groupes et les individus qui font actuellement de l'opposition sont aussi importants, en ce sens qu'ils permettent la prise de conscience des problèmes, de la nécessité de la différenciation, et qu'ils préparent ainsi le champ de l'évolution future.

A côté du programme politique, un autre grave problème se trouve posé à l'opposition socialiste : celui de trouver les formes correctes et réelles de son activité. D'un côté est ressentie la nécessité d'une activité organisée à laquelle correspondrait la forme d'un parti politique. Dès ce moment, on pense à la nécessité de se différencier par une politi-

que authentiquement communiste par rapport à celle du parti au pouvoir, donc de fonder un nouveau parti communiste ou révolutionnaire de type léniniste. Mais l'expérience a démontré que, jusqu'à présent, un tel parti est incapable de résister longtemps à la persécution policière et aussi qu'il peut donner à la population l'impression qu'il s'agit d'un conflit pour le pouvoir dans le mouvement communiste.

C'est pourquoi une autre voie paraît beaucoup plus réaliste ; celle qui est amorcée en Tchécoslovaquie : un **MOUVEMENT large**, avec un objectif idéologique commun, formulé par un groupe dirigeant et popularisé par des tracts et des journaux du type « **samizdat** ». Les groupes et même les individus qui sont d'accord avec les buts principaux, même en ayant des opinions différentes, en gardant leur indépendance, en travaillant de leur propre initiative pour atteindre ces buts, selon leurs possibilités réelles, peuvent faire partie de ce mouvement.

Le document le plus travaillé, le plus achevé de l'opposition socialiste en Europe de l'Est, du moins jusqu'à présent, est le **Petit programme d'action de l'opposition socialiste tchécoslovaque** (voir Ici Prague, pages 232-250).

Les membres de l'opposition socialiste vivant en exil, qui ont de plus grandes possibilités pour formuler un programme à long terme et pour chercher des alliances avec les forces de gauche dans les autres pays socialistes et dans les pays capitalistes également, sont une partie organique de ce mouvement. Mais il n'est ni réaliste ni convenable de placer l'état-major du mouvement d'opposition en exil et de lui faire diriger la lutte en Tchécoslovaquie à partir de l'étranger (l'argument : analogie avec les révolutionnaires russes avant la révolution d'Octobre). Par contre, l'opposition socialiste a grand besoin aussi bien de rapports, de liaisons et de la solidarité des groupes d'opposition dans les autres pays de l'Europe de l'Est que de la compréhension et de l'aide de la gauche en Occident.

L'opposition socialiste doit s'efforcer de pouvoir apparaître et de se manifester légalement, comme le permettent les Constitutions en vigueur. Ses rapports avec le groupe gouvernant sont différents de ceux d'une opposition qui lutte dans les conditions des régimes réactionnaires. Elle a comme but d'arriver à déployer

son activité politique à l'intérieur du Parti communiste et des institutions existantes et elle doit nouer des contacts aussi avec ceux des représentants du groupe au pouvoir qui sont prêts à engager un dialogue.

A côté de l'opposition politique socialiste existent, dans les pays de l'Europe de l'Est, d'autres groupements ayant des buts plus limités : défendre les droits existants des citoyens (le Comité pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., autour de Sakharov), exiger la réhabilitation des victimes de la répression, défendre les droits des nations, la liberté de la recherche scientifique et de la création artistique. Ces éléments sont des alliés potentiels de l'opposition socialiste, qui doit nouer des contacts et coopérer avec eux.

L'importance que nous attribuons à l'opposition socialiste pour l'évolution future des pays socialistes ne doit pas nous conduire à des illusions irréalistes. Nous ne sommes qu'au début de ces mouvements d'opposition, à leur naissance. Nous ne devons pas oublier que cette opposition se manifeste, non dans les centres de décision politique, mais à la **PERIPHERIE DU POUVOIR**.

Les changements réels ne peuvent s'opérer qu'au moment où les forces de l'opposition en dehors du cadre du Parti s'allieront avec les courants et les tendances de l'opposition à l'intérieur du Parti et des institutions.

Ce sera un processus long et complexe : il va englober les réformes de structures conçues et appliquées « **d'en haut** », destinées à éviter les crises et les changements radicaux que la pression de la base peut imposer.

La tâche de l'opposition socialiste sera de veiller à ce que les réformes « **d'en haut** » ne se limitent pas à des petites doses de libéralisme et soient utilisées par la « **base** » pour conquérir plus de libertés, plus d'espace politique où développer ses luttes. Elle peut veiller à ce que la poussée des révoltes ouvrières ne soit pas tarie par quelques concessions d'ordre économique, mais que le front uni des ouvriers, des intellectuels progressistes et de la jeunesse affronte sans relâche la bureaucratie pour lui ravir le pouvoir socialiste.

V) La gauche occidentale doit comprendre que l'opposition socia-

liste dans les pays d'Europe de l'Est est son alliée naturelle dans la lutte pour une alternative socialiste, face à la société capitaliste, alors que les régimes bureaucratiques régnants constituent un frein pour le développement du socialisme dans le monde entier.

Il suffit de rappeler quel prix le mouvement révolutionnaire mondial a dû payer et doit encore payer pour toutes les « erreurs » et les « fautes » de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est (exclusion de la Yougoslavie entre 1948 et 1954, intervention armée en Hongrie en 1956, invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, fusillade des ouvriers de Pologne en 1970-71, tentative d'« excommunié » la Chine populaire, etc.). Aucune propagande réactionnaire et impérialiste n'a causé autant de dommages à la cause du socialisme. Le problème principal ne réside pas dans le fait que la réaction exploite ces « erreurs » pour ses propres fins, mais dans le fait que de telles « erreurs » soient possibles et puissent se répéter.

La plupart des partis communistes occidentaux comprennent la nécessité de prendre leurs distances par rapport à une telle « image de marque » du socialisme ; c'est pourquoi ils soulignent leurs efforts pour trouver une voie spécifique vers le socialisme, une voie qui serait différente de celle des systèmes socialistes existants. C'est un phénomène positif, même si l'on ne dit pas encore pourquoi cette voie doit être différente.

Ces partis souhaitent une certaine évolution vers la démocratisation des systèmes de l'Europe de l'Est. C'est pour cette raison qu'ils acceptent toutes les réformes qui arrivent « d'en haut », de la direction du P.C.U.S. et des autres P.C. au pouvoir, car ils y voient la garantie de la continuité, sans explosions ni bouleversements qui poseraient à ces partis communistes occidentaux un grave di-

lemme : Avec qui s'allier ? Avec la direction ou avec les masses ?

Par contre, les protestations des « dissidents » et les actions de l'opposition socialiste les effraient, car elles dévoilent brutalement la réalité de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est et détruisent les illusions. Ils choisissent donc soit de se taire en ce qui concerne la voix de l'opposition socialiste, soit de la condamner comme « réactionnaire », bien que souvent ces dissidents se réclament exactement des mêmes mots d'ordre et programmes que ceux qui sont proclamés par les partis communistes occidentaux (l'autogestion, la liberté d'expression, l'accès aux informations, l'indépendance syndicale, la pluralité des partis, la liberté de déplacement, l'indépendance nationale, etc.).

Seuls quelques partis communistes, comme le P.C. australien, se posent la question du caractère réel du système actuel en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est :

« La société soviétique actuelle n'a que certains attributs de la société socialiste... L'essentiel, pour le socialisme, c'est la libération complète — économique, sociale, culturelle. Cela n'a pas été réalisé en U.R.S.S., et ne figure pas actuellement dans les perspectives de développement de la société soviétique... Société basée sur le socialisme, telle est la définition esquissant une analyse théorique selon laquelle il existe bien une base socialiste en U.R.S.S. [c'est-à-dire propriété socialiste, suppression de l'exploitation privée dans les rapports de production]. Mais cette base est gravement déformée par une superstructure qui s'est développée ou a été imposée, où l'autoritarisme remplace la démocratie, et qui est très loin de la vision du socialisme avancée par Marx et par Lénine. »

(Laurie Aarons, secrétaire général du P.C.A.).

La plupart des partis communistes occidentaux ont, aujourd'hui, une attitude plus critique que par le passé en ce qui concerne la situation en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe de l'Est, mais ils n'admettent que la critique des défauts partiels, alors que la critique radicale est souvent stigmatisée par eux comme un « antisoviétisme qui fait le jeu de l'ennemi ». C'est précisément dans cette conception que les groupes au pouvoir

dans les pays socialistes puisent leurs arguments pour justifier la répression de toutes les voix critiques ou oppositionnelles.

D'un autre côté, l'opposition socialiste dans les pays de l'Europe de l'Est doit voir une alliée dans la gauche occidentale qui lutte pour un autre socialisme, plus démocratique. Car la réalisation de ce socialisme pourrait constituer un nouveau pôle d'attraction pour les nations de l'Europe de l'Est et rendrait ainsi plus facile la lutte pour la démocratisation des actuels régimes est-européens. Les illusions selon lesquelles ce dernier processus pourrait trouver davantage d'aide de la part des gouvernements occidentaux sont, certes, compréhensibles (du fait du manque de soutien et de compréhension de la part de la gauche occidentale), mais elles sont très nocives.

La lutte de la gauche occidentale pour une alternative socialiste et la lutte de l'opposition socialiste pour la démocratisation du système existant sont les composantes d'un même effort pour l'émancipation de l'humanité.

Voilà pourquoi la compréhension, une meilleure connaissance réciproque, la solidarité et le soutien sont nécessaires. La gauche occidentale doit s'efforcer de comprendre le phénomène de l'opposition socialiste dans les pays de l'Europe de l'Est comme un facteur permanent et positif de la structure de ces pays et défendre le droit à l'existence de cette opposition, son droit à exprimer ses propres positions d'alternative, même si elle n'est pas pleinement d'accord avec ces positions. De la même manière, l'opposition socialiste dans les pays de l'Europe de l'Est doit se tourner avant tout vers les partis et vers les groupes de la gauche et, dans les cas d'une persécution, leur exprimer son entière solidarité.

VI) Il est incontestable que le partage du monde en zones d'influence des deux superpuissances a pour but de fixer le statu quo et d'empêcher tout changement qui pourrait menacer de modifier le rapport actuel des forces ; les changements socialistes dans les pays capitalistes et socialistes y compris. De ce point de vue, l'opposition de gauche, aussi bien à

l'Est qu'à l'Ouest, doit avoir une position négative par rapport à la conception de l'entente entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., même si elle soutient comme positif le principe de la coopération bilatérale sur les plans économique, culturel et scientifique entre les deux pays, tout comme entre les autres pays socialistes et capitalistes.

L'opposition socialiste en Europe de l'Est soutient la politique de détente et d'élargissement de la coopération entre les Etats ayant un système social différent. Il suffit de rappeler la politique étrangère du « Printemps de Prague » en 1968. C'est donc une calomnie d'affirmer que cette opposition, de par son existence et son activité, fait le jeu des partisans de la « guerre froide ». Ce soutien de principe à la coexistence pacifique ne peut empêcher l'opposition socialiste de combattre la répression et les déformations du socialisme, ni de s'opposer à la politique de grande puissance menée par la direction actuelle du P.C. de l'Union soviétique. Ce n'est pas celui qui dénonce ces anomalies qui altère la coopération internationale, mais celui qui les défend et les maintient. La gauche devrait rejeter comme non fondée la thèse selon laquelle critiquer les aspects négatifs de la politique de la direction de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes reviendrait à « affaiblir le socialisme » ou encore à passer sur une « plate-forme anticommuniste ».

Il est vrai que la défaite du « Printemps de Prague » en 1968 et celle du gouvernement d'Unité populaire au Chili en 1973 ont été rendues possibles du fait de l'appartenance de l'un à la sphère d'influence soviétique et de l'autre à la sphère américaine. Mais ce n'est là qu'une des causes de ces défaites. Nous avons déjà attiré l'attention sur les erreurs qui ont rendu ces défaites inévitables. C'est pourquoi nous ne croyons pas à la thèse selon laquelle, compte tenu du partage du monde entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., toute tentative de changer le système en Occident ou à l'Est serait d'avance condamnée à l'échec et que, par conséquent, les forces de

progrès et du socialisme sont condamnées à rester passives.

Cela signifie, en pratique, que les forces progressistes doivent être contre une telle interprétation de la « **coexistence pacifique** », qui mène uniquement au renforcement de l'establishment en Occident et à l'Est européen (voir le silence des uns sur l'affaire du Watergate, celui des autres sur la répression contre les dissidents soviétiques). Mais elles doivent soutenir la politique de détente internationale et de coopération, non seulement parce qu'elle éloigne le danger de conflits militaires avec toutes leurs conséquences, mais encore parce que le contrôle des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans leurs zones d'influence peut être amoindri par là et qu'un nouvel espace pour des changements nécessaires peut se former.

Dans la controverse entre les thèses de Sakharov et de Medvedev pour savoir si la « **libéralisation** » doit être une **CONDITION** préalable à la détente et à la coopération entre les Etats de l'Ouest et de l'Est, ou si cette libéralisation serait seulement une **CONSEQUENCE** de cette évolution, nous pensons que c'est Medvedev qui est le plus proche de la vérité. C'est ce que confirment nos expériences de la période qui a suivi le XX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique.

Roy Medvedev développe la thèse (Le Monde, Die Zeit - novembre 1973) selon laquelle le processus de la détente internationale ne change évidemment pas automatiquement le climat politique en U.R.S.S. et ne conduit pas à un plus grand respect des droits civiques des citoyens, comme l'imaginent naïvement certains commentateurs occidentaux, mais crée, malgré cela, « les conditions préalables pour la démocratisation de la société soviétique ».

Medvedev souligne que, dans les conditions données, lorsque la direction soviétique a intérêt à ce qu'existent des contacts politiques et commerciaux, alors qu'elle ne peut se référer à un « encercle-

ment extérieur » ni à un « danger d'agression », le poids de l'opinion publique mondiale et même intérieure du pays augmente et la direction doit la prendre davantage en considération.

A la différence de Sakharov, Medvedev ne pense pas que les gouvernements occidentaux puissent arriver à provoquer certains changements en exerçant une pression qui, au contraire, pourrait susciter une contre-pression des forces conservatrices. Il attend bien davantage de l'influence de l'opinion publique occidentale, notamment de sa partie progressiste, de la gauche, des partis politiques, des syndicats, des étudiants, des intellectuels.

L'opposition socialiste de Tchécoslovaquie a exprimé plusieurs fois dans ses documents une opinion similaire, qui est d'ailleurs basée sur les expériences du passé. Et le fait qu'au début de cette époque de « **détente** », la répression en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est européen se soit renforcée ne change rien au principe. **La politique de détente et de coopération internationale crée de nouvelles possibilités pour l'activité de l'opposition socialiste.** Mais seulement des **POSSIBILITES** et un **CHAMP D'ACTION** : le résultat de la lutte pour la démocratisation dépend de la façon dont l'opposition socialiste exploitera ces possibilités à l'intérieur du pays, car la **démocratisation ne peut être que le résultat du COMBAT POLITIQUE** mené par des forces intérieures des pays socialistes.

Une conclusion importante à tirer pour la gauche : **soutenir la politique de la détente et de la coopération internationale ne veut pas dire se taire face à la répression ou s'abstenir de critiquer les « déformations » dans les pays socialistes.**

Bien au contraire : développer la critique des aspects négatifs, protester contre la répression frappant l'opposition socialiste, élargir le champ de son action comprise comme une alternative socialiste — voilà quel est le vrai sens de la politique de détente et de coopération internationale. Accepter le statu quo politique comme un état de fait immuable conduit à perdre toute perspective pour le socialisme en Occident aussi bien qu'à l'est de l'Europe.

En résumé

Le « Printemps de Prague » a constitué une tentative de résoudre la crise du modèle soviétique par une nouvelle alternative socialiste. Sa défaite est la conséquence de la politique de partage du monde entre les deux super-puissances ainsi que des erreurs et du manque de maturité du mouvement pour la renaissance du socialisme. Mais ce n'est pas la fin ; c'est au contraire le début d'un processus historique de crises, d'explosions et de changements dans les pays socialistes. Ces changements vont mûrir aussi bien à l'intérieur des groupes assumant le pouvoir actuellement que dans les masses, et les deux courants vont tantôt se rejoindre, tantôt entrer en conflit. L'opposition socialiste est appelée à avoir un rôle de plus en plus grand. Elle ne lutte pas pour abattre le système, mais pour le démocratiser. Cette opposition est un allié naturel de la gauche occidentale dans le combat pour un socialisme véritable et contre le statu quo politique.

C'est pourquoi la coopération et la solidarité entre ces deux forces sont la condition première des transformations socialistes dans le monde.

Quelques propositions pratiques

1) Développer une discussion scientifique, sérieuse et objective sur la substance et le caractère de la société socialiste et analyser,

dans cet ordre d'idées, l'état actuel du système en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est (dans les revues, les maisons d'édition accessibles et dans les institutions existantes de la gauche).

2) Etudier les possibilités de fonder un Centre international marxiste ou un Institut de recherches du socialisme, qui pourrait coordonner les efforts des instituts existant déjà, des groupes ou des revues, et qui pourrait développer ses propres recherches en prenant des initiatives. La condition préalable de son activité serait le travail commun des scientifiques marxistes de l'Ouest et de l'Est (y compris ceux qui, pour leur appartenance à l'opposition et en raison de leurs positions critiques, n'ont pas le droit de travailler scientifiquement, de publier ou de faire des conférences dans leurs pays). Par là, il serait possible de lier la recherche théorique avec les expériences et les connaissances pratiques.

3) Imposer le fait que les scientifiques marxistes (sociologues, politologues, historiens, économistes, philosophes, etc.) frappés par la discrimination dans les pays socialistes soient invités à donner des conférences, à participer aux travaux scientifiques des instituts existants, liés à la gauche occidentale, et aussi le faire dans les universités de l'Ouest. Le mouvement socialiste acquerra ainsi des connaissances et expériences considérables, qui autrement seraient perdues, détruites par la répression, et aussi une meilleure compréhension récipro-

que, tout en réalisant la coopération entre les forces de gauche en Occident et à l'Est européen.

4) Organiser des séminaires et des discussions sur l'U.R.S.S. et sur les autres pays socialistes avec la participation des représentants de la gauche de l'Occident et de l'Est.

5) Coordonner les actions de solidarité et de protestation contre la répression frappant l'opposition socialiste et les dissidents en Europe de l'Est (l'activité des comités de solidarité dans les pays, leur élargissement à toutes les composantes de la gauche, la possibilité de créer un comité de co-

ordination au niveau européen, l'organisation d'actions et de campagnes communes, etc.).

Lier ces actions et campagnes avec la solidarité avec l'opposition progressiste au Chili, en Grèce, en Espagne, au Portugal et dans d'autres pays.

Il est possible de contenir la révolte d'un peuple dans un seul pays, mais il n'est pas possible de s'opposer à l'alliance internationale des forces qui ont appris à poursuivre la lutte.

Mensuel Politique

(Journal clandestin du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques - février 1971.)

La rédaction de «Praxis» répond à la bureaucratie

Le texte qui suit, datant de janvier 1974, constitue, bien que publié anonymement, une prise de position, une plate-forme commune des philosophes et sociologues de Belgrade et Zagreb en butte aux persécutions de l'appareil bureaucratique de Tito que nous relatons par ailleurs dans ce numéro de **la Vérité** ; face aux calomnies dont ils sont l'objet, et que le texte caractérise, ils ont voulu définir leurs positions sans équivoque.

Comme tel, ce document constitue une contribution à la discussion internationale des perspectives du socialisme d'un intérêt particulier. **La Vérité** publiera toute contribution que pourrait susciter ce document, y compris la sienne propre.

Depuis deux décennies, la philosophie yougoslave se trouve dans une situation extraordinaire, apparemment paradoxale. Il y a peu de pays au monde où la tendance marxiste prédomine parmi les philosophes de façon aussi claire et incontestée, et cette tendance est en même temps — à en croire la totalité des documents écrits et des déclarations orales des dirigeants responsables — l'idéologie officielle. Il n'y a pas beaucoup de sociétés dans lesquelles autant de philosophes aient pris activement part à la révolution et se soient aussi durablement et profondément identifiés à ses objectifs. Et, pourtant, il n'y a aucun autre pays au monde où la si-

tuation de la pensée philosophique se soit élevée au rang de l'un des problèmes les plus importants de la nation, et où la société ait consacré des forces aussi énormes à tenter de comprimer l'expression de la pensée philosophique, de frustrer celle-ci de ses droits légitimes, enfin de la réduire au silence. Cette obsession de la philosophie et cette antipathie simultanée à son égard ne sont le fruit ni exclusivement des traits spécifiques d'une école philosophique déterminée ni de certaines circonstances actuelles. Indépendamment de tous les changements, il n'a jamais manqué d'attaques contre la philosophie. Elles n'ont jamais cessé.

LA PHILOSOPHIE SOUS LES FEUX CROISES

Au début des années cinquante, il y a eu, à l'occasion, de violentes attaques de la part de certains idéologues du Parti contre l'interprétation libre, non dogmatique et critique de Marx et Engels et l'attention extraordinaire qui était accordée aux œuvres du jeune Marx. Puis l'intérêt apporté à certaines tendances dominantes de la philosophie bourgeoise moderne suscita une mauvaise humeur officielle. Vers la fin de cette décennie, on fit à la philosophie le reproche de s'accrocher à un humanisme abstrait, trop éloigné des réalités de la vie. Au milieu des années soixante, on la blâma au contraire d'être trop peu théorique et de trop s'occuper de politique. A cela vint s'ajouter, en 1968, au moment où le monde

entier, de Tokyo à Berkeley, était en proie aux mouvements des étudiants, l'accusation lancée contre les philosophes d'être responsables de la révolte des étudiants yougoslaves de juin.

Après 1968, on soutint, avec toujours plus d'acharnement, la thèse selon laquelle les philosophes et sociologues rassemblés autour des revues *Praxis* et *Filosofia* étaient en conflit avec la Ligue des communistes, qu'ils constituaient une opposition politique qui rejetait la Constitution et l'autogestion. Leur position idéologique pouvait être définie, disait-on, comme l'« anarcholibéralisme ». Les traits caractéristiques en étaient, selon ses détracteurs : refuser selon des vues utopiques l'économie marchande, nier

le rôle de sujet de la révolution de la classe ouvrière, refuser toute autorité à l'intérieur de la révolution, lutter pour un système à plusieurs partis, ainsi qu'être convaincus que la théorie doit consister en une « critique sans égards pour rien de ce qui existe ». De là résultait leur « attitude négative » vis-à-vis de toute l'évolution du pays depuis la guerre. Divers critiques, selon leurs goûts particuliers, ajoutaient à tout cela d'autres accusations et d'autres étiquettes qui, la plupart du temps, contredisaient catégoriquement les précédentes. Il est clair que ces attaques s'adressaient à un adver-

saire imaginaire, fabriqué pour les besoins de la cause.

Déjà, d'ailleurs, l'expression d'« anarcho-libéralisme » a exactement autant de sens que celle de « carré rond » ou que toute autre association de mots de cette espèce, dans laquelle un des deux termes exclut l'autre. Le trait fondamental de l'anarchisme est le point de vue qu'il faut détruire immédiatement et complètement l'Etat (...). Or l'une des positions fondamentales du libéralisme est la thèse selon laquelle il faut que l'Etat soit éternel, pour garantir la liberté et la sécurité personnelles des individus...

LA CRITIQUE DE CE QUI EXISTE

Il n'est naturellement pas moins absurde d'utiliser le concept de « libéralisme » pour caractériser une position qui, paraît-il, rejette l'économie marchande et le rôle décisif du marché en tant que régulateur, qui voit dans l'intelligentsia et non dans la classe ouvrière le sujet de la révolution, et qui conçoit le rôle d'une théorie comme consistant à n'avoir d'égards pour rien de ce qui existe (...). Le libéralisme est le principe du réformisme, du maintien de la société de classes et non de sa critique radicale. D'autre part, accoupler l'accusation de faire de la propagande pour l'idée d'un système à plusieurs partis (il n'y a pas un seul de nos philosophes et sociologues qui ait soutenu une telle position) avec celle d'adhérer au point de vue de l'anarchisme, témoigne d'une ignorance totale de l'anarchisme, comme idéologie aussi bien que comme mouvement.

Le principe d'une critique de tout ce qui existe, qui n'ait d'égards pour rien, n'est naturellement ni un principe anarchiste ni un principe libéral, mais bien un principe marxiste, formulé par Marx dans sa lettre bien connue à Ruge de septembre 1843 (1). Si l'on interprète ce principe comme signifiant la destruction nihiliste de tout ce qui existe, on ne fait que démontrer par là que l'on ignore tout de l'essence de la dialectique marxiste (...). Au surplus, la prétention d'identifier ces philosophes et sociologues yougoslaves qui ont pris ce principe de Marx pour guide de leur activité avec la « nouvelle gauche », ce mouvement large, spontané, progressif, antiautoritaire de la jeunesse durant les années soixante, est dépourvue de fon-

(1) Lettre publiée dans les Annales franco-allemandes de 1844. (N.D.L.R.)

dements. Les philosophes et sociologues yougoslaves n'ont pu confondre cette révolte, certes vigoureuse, mais dont la vie a été brève, et qui s'est souvent contredite elle-même et se donnait pour but d'édifier de fond en comble du neuf, dans sa tendance révolutionnaire et dans son caractère radical (...). De nouveaux progrès dans le développement du socialisme démocratique ne peuvent être entrepris que sur la base des conquêtes antérieures de la révolution, la socialisation des moyens de production, l'autogestion, l'industrialisation et l'urbanisme accélérés, la pleine indépendance nationale. Aucun doute n'était permis à leurs yeux sur ce point.

Mais il ne pouvait non plus y avoir aucun doute sur ce qui suit. La tendance au « laisser-faire » de l'économie de marché avec ses conséquences — le fétichisme des marchandises, la nécessité de former du capital en l'extrayant des rapports sociaux, développement d'une stratification croissante de la société — constitue un obstacle essentiel aux progrès du socialisme. En outre, le maintien de l'Etat, avec le rôle de

la politique comme profession et les structures bureaucratiques, est incompatible avec le développement de nouvelles formes socialistes de l'organisation de la société, de l'économie et de la politique, formes se basant sur le principe de l'intégration des associations ouvrières. La théorie de la société, pour autant qu'elle veuille être marxiste, devait et doit apprécier la transformation du marché et de l'Etat en fétiches, ainsi que l'existence et le renforcement de centres de pouvoir aliénés de l'économie et de la politique comme autant de limites substantielles qu'il faudra surmonter dans le cours ultérieur du développement du socialisme yougoslave, avec son orientation affirmée dans le programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie de 1958. Toutes les forces socialistes qui s'opposent réellement au stalinisme comme au libéralisme bourgeois devraient prendre une attitude critique à l'égard des deux principes nommés ci-dessus : le principe du rôle de l'Etat dans le domaine de la politique, le principe du marché dans le domaine de l'économie.

LA MYSTIFICATION DE LA REALITE

Le point de vue des philosophes et sociologues rassemblés autour de la revue *Praxis* n'est donc ni celui de l'anarchisme ni celui d'une « nouvelle gauche ». C'est le marxisme, appliqué dans les conditions d'une société relativement arriérée, qui — après qu'une révolution victorieuse lui a nivelé la voie d'une évolution socialiste ultérieure — se heurte à

de nombreuses difficultés : elle est menacée par le stalinisme et par le monde bourgeois hautement développé qui l'entoure, et grevée des structures féodales dont elle a hérité, d'une tradition patriarcale, des effets qui se font encore sentir longtemps après coup, des conflits nationaux internes et des normes du comportement révolutionnaire. Dans ces

conditions, une philosophie et une sociologie qui se contentent de décrire, justifier et rationaliser la réalité existante ne pourraient élever la prétention d'être considérées comme marxistes. Si large que puisse être le spectre des interprétations possibles de Marx, il y a une chose qui est en tout cas exclue : c'est que son nom puisse être prononcé en liaison avec l'apologie, avec la mystification systématique de la réalité, mystification enveloppée dans un mantelet d'apparence scientifique.

Il est naturel qu'une pensée critique soit elle-même soumise à la critique. Il est naturel qu'une pensée critique concrète, qui, faisant preuve de conséquence, va jusqu'au bout de toutes les implications de ses principes, y compris les implications politiques, devienne ainsi elle-même un problème politique. Par contre, s'efforcer de jeter le discrédit sur cette pensée en lui imputant avec obstination des points de vue idéologiques et politiques qui ne lui ont jamais appartenu n'est en aucune façon naturel et ne conduit pas non plus à débrouiller les contradictions sociales données. C'est un fait que les philosophes et sociologues rassemblés autour des revues *Praxis* et *Filosofia* n'ont pas soutenu le point de vue :

— que, dans les conditions actuelles, la classe ouvrière cesse d'être le sujet de la révolution et que son rôle est assumé aujourd'hui par l'intelligentsia ;

— que, dans la société yougoslave à son stade actuel de développement, on doit déjà abolir la production marchande et le marché en tant que régulateur de celle-ci ;

— que, pour poursuivre la démocratisation, il est indispensable de créer un système à plusieurs partis ;

— que l'autogestion yougoslave n'est qu'un mythe idéologique.

Les positions qu'ils ont réellement défendues, et qui sont exposées dans de nombreux articles et livres, peuvent être exprimées dans les *Thèses* qui suivent (en faisant abstraction des divergences qu'ils ont entre eux) :

1. - La classe ouvrière est, dans les conditions actuelles, la classe la plus opprimée et potentiellement la plus révolutionnaire. La majeure partie de cette classe vit dans la misère matérielle et intellectuelle ; elle est condamnée à un travail toujours plus dégradant et aliéné, et frustrée de son droit comme de la possibilité réelle de participer aux décisions qui concernent son propre sort. La classe ouvrière ne parvient que difficilement à prendre conscience de sa situation sociale objective et de son rôle historique possible. Elle est victime d'une manipulation idéologique par les couches dominantes. Les valeurs de la société de consommation obscurcissent sa conscience quant à la nécessité de lutter pour son émancipation radicale. Abandonnée à elle-même et à la bureaucratie syndicale, elle ne parvient seulement qu'à une conscience de classe de caractère syndical : à la conscience de la nécessité de lutter pour de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail, mais pas à une conscience de la nécessité de lutter pour abolir le travail salarié en tant que tel.

Par son origine sociale, et tant qu'elle ne s'engage pas politiquement pour l'émancipation de la classe ouvrière, l'intelligentsia n'est qu'une des couches sociales moyennes. Elle devient cependant une for-

ce révolutionnaire si elle avance une théorie de la révolution et développe la conscience des possibilités historiques du prolétariat, et si, en outre, elle réussit, par son activité, à approfondir la crise du système et à contribuer directement à la mobilisation des masses ouvrières pour une solution radicale de cette crise.

Dans les conditions spécifiques de la société yougoslave, qui a déjà vécu une véritable révolution durant la deuxième guerre mondiale, la lutte pour la pleine émancipation de la classe ouvrière inclut une série de démarches qui doivent encore être accomplies, à savoir : la solution du problème du chômage massif et de l'émigration de forces de travail dans les pays capitalistes, de l'abolition des éléments périmés du salariat, de l'élimination des différences de classe existantes et de la tendance à la ségrégation des classes. En outre, de celui d'un développement ultérieur de l'opposition ouvrière, auquel s'opposent les barrières bureaucratiques et technocratiques qui existent, d'une multiplication des efforts de toute la société pour créer une nouvelle culture socialiste et la rapprocher des ouvriers.

2. - La production marchande est une forme de production de la société de classe (...). L'époque de la transition du capitalisme au communisme consiste essentiellement dans le passage de la production marchande à une production pour les véritables besoins humains (...). La société yougoslave ne se trouve cependant qu'au début et non à la fin de cette époque. Au stade actuel de son évolution économique, politique et culturelle, la production marchande est encore rigoureusement indispensable. Mais il ne faut

pas pour cela l'idéaliser ; il faut au contraire adopter une attitude critique à son égard. Voici ce que cela signifie :

Premièrement, les forces qui sont responsables de l'évolution de la société doivent prendre des mesures systématiques pour écarter les conséquences indésirables de l'économie marchande et monétaire, telles que le chômage, la montée des différences sociales, le gouffre entre développés et sous-développés, la concurrence entre les entreprises comme facteur de désintégration de la classe ouvrière, la restauration du mode de vie bourgeois par l'approbation des valeurs de la société de consommation comme par l'introduction des biens pseudo-culturels du monde bourgeois, etc.

Deuxièmement, si nulle part au monde il n'existe de marché « libre » ou « parfait », mais que celui-ci, même dans les sociétés capitalistes archiconservatrices, a besoin de régulation, il est alors absolument clair que son caractère spontané peut d'autant moins être toléré sans contrôle dans une société tendant vers le socialisme. La seule véritable question à cet égard, c'est de savoir si la fonction de coordination et d'orientation sera accomplie par la bureaucratie politique de l'appareil de l'Etat et du Parti, ainsi que par la technocratie des grandes entreprises commerciales et des banques, ou par les organes de l'autogestion à tous les échelons du système intégré de la société.

Troisièmement, on devrait voir dans l'approbation dépourvue de critique de la production marchande et du marché en tant que structures « neutres du point de vue des classes » qui auraient dans le socialisme

un tout autre caractère que dans le capitalisme, ce qu'elle est réellement, à savoir : une expression du libéralisme bourgeois du XIX^e siècle, qui, dans les conditions d'aujourd'hui, est expressément réactionnaire.

3.- L'idée d'un système politique à plusieurs partis en Yougoslavie est pratiquement irréelle et théoriquement conservatrice (...). Le programme de la Ligue des communistes reste encore l'orientation fondamentale pour une évolution réaliste de la Yougoslavie. Il ne s'agit pas de changer ce programme, mais bien de l'inscrire avec plus de conséquence et plus vite dans la réalité. Il ne s'agit pas de fonder un autre parti à côté de la Ligue des communistes yougoslaves, mais d'obtenir que la Ligue elle-même se démocratise le plus profondément possible, et qu'elle accorde la plus grande place possible au libre développement de convictions différentes, de luttes d'idées et de dialogues, d'une critique ouverte, de polémiques contre celles-ci menées avec des arguments et non des articles du code. Le socialisme démocratique n'a pas besoin inconditionnellement de partis, il lui faut une opinion publique démocratique.

4.- L'autogestion est une forme de l'organisation sociale du socialisme,

une forme qui offre à chaque citoyen la possibilité de devenir un être responsable, un sujet de l'histoire. Si cependant l'autogestion stagnait après ses premiers pas, si les organes n'en avaient été constitués qu'au niveau des organisations ouvrières des entreprises et des communautés locales, si ceux-ci restaient subordonnés aux formes politiques du pouvoir, traditionnellement autoritaires, s'ils devenaient le terrain où s'affrontent les forces technocratiques, bureaucratiques et autres forces non prolétariennes, alors l'autogestion serait compromise et s'abaisserait au niveau d'un mythe idéologique.

Les conquêtes antérieures de l'autogestion en Yougoslavie ont une signification historique universelle (...). Mais, comme tout processus révolutionnaire stagnant, l'autogestion se change vite en son contraire. C'est précisément pourquoi les apologistes d'un système en train de se développer sont aussi ses véritables adversaires. En proclamant que ce qui « doit » être fait « a » déjà « été » fait, que les objectifs ont déjà été atteints, que la société yougoslave est déjà entièrement une société autogestionnaire, les apologistes privent cette société de son indispensable conscience critique d'elle-même et de sa vision de l'avenir.

UNE CARICATURE DE DISCIPLINE

Ce qui advient en pareil cas de la conscience de la société, le monde a déjà pu le voir au « premier pays du socialisme ». Les apparatchikis préposés aux questions philosophiques, qui, grâce à leurs mérites à l'égard de Staline, avaient survécu

aux épurations des années trente et gratifié depuis leur pays de théories sur le « socialisme réalisé » et la transition vers les « sommets resplendissants du communisme », sont devenus la risée du mouvement socialiste international. Non seulement

il n'y a actuellement là-bas absolument aucune théorie de la société authentiquement marxiste, mais il n'y en aura pas d'ici longtemps. Voulait-on et veut-on que nous nous engagions dans cette voie ?

Erich Fromm a récemment écrit que la Yougoslavie, durant les trois dernières décennies, a fourni trois contributions de portée internationale : elle a livré un combat digne d'admiration contre le nazisme et le stalinisme, créé un type entièrement neuf de société socialiste et une philosophie qui a renouvelé le vrai sens humaniste des idées de Marx. Si contestable que puisse être ce parallèle de Fromm, c'est pourtant un fait que, dans la considération dont la Yougoslavie jouit dans le monde, une modeste place revient à sa philosophie.

Pourquoi donc alors ces attaques continuelles contre la philosophie ? Pourquoi ces efforts continuels pour

la discipliner, la priver de son individualité, la châtrer de telle sorte qu'elle ne puisse plus se distinguer essentiellement de cette caricature du marxisme que l'on désigne sous le nom de « matérialisme dialectique » ?

Pourquoi ces interdictions de livres et de revues, ces retraits de passeports, ces attaques publiques sans principe, calomniatrices ? Pourquoi répandre des rumeurs dont on sait fort bien qu'elles sont fausses, ces procès intentés devant les tribunaux à des opinions exprimées publiquement ? Si certaines conceptions relatives à la société se sont révélées fausses et ratées, il n'y a pas lieu de recourir à de telles mesures répressives. Mais, si elles sont réellement progressistes, alors ces mesures ne suffisent pas.

Des idées ne peuvent être vaincues que par d'autres idées.

Des thèses d'un marxiste hongrois paraissent dans «Praxis»

Le numéro de janvier - avril 1974 de *Praxis*, paru récemment à Zagreb, publie, sous le titre « *Possibilités et frontières du monde capitaliste et du monde socialiste* », quatre thèses du professeur Ivan Varga, de Budapest. Ces thèses constituaient son rapport pour l'école d'été de Korcula de 1973, à laquelle il n'a pu se rendre, n'ayant pas obtenu d'autorisation du gouvernement hongrois. En voici le résumé :

1. — Sur la base du niveau actuel de développement des forces productives et de leurs relations sur le marché mondial, les deux systèmes sont devenus si profondément dépendants l'un de l'autre que leurs possibilités et leurs limites respectives ne peuvent pas être analysées séparément.

2. — Sur la base du niveau atteint actuellement par les forces destruc-

tives (équipements militaires), les deux systèmes sont déterminés politiquement l'un par l'autre. Aucun d'entre eux ne peut faire irruption au-delà des frontières des zones d'influence respectives, telles qu'elles ont été déterminées en commun, sans détruire ce que l'on appelle civilisation humaine (ou à tout le moins une grande partie de cette civilisation).

3. — Cette coexistence, c'est-à-dire cette dépendance mutuelle (du moins en ce qui concerne ses aspects économiques), cet équilibre instable pourrait être troublé par le renforcement de forces potentiellement indépendantes dans les pays du tiers monde.

4. — Aucun des deux systèmes n'a été ni ne sera capable — à moins que de profonds changements ne se produisent dans son propre domaine — de permettre une partici-

pation démocratique au pouvoir des masses populaires et de réaliser un fonctionnement démocratique du pouvoir. Plus encore : les milieux dirigeants, dans les deux systèmes, n'ont aucun intérêt à l'extension du processus de démocratisation. Les différences qui séparent les deux systèmes d'oppression politique des masses populaires n'ont, malgré des divergences superficielles, aucun caractère fondamental.

L'auteur désigne sous le nom de « système socialiste » les pays de l'Est de l'Europe, avec l'U.R.S.S. à leur tête. Il en exclut expressément, faute, dit-il, de « connaissances suffisantes », la Chine, la Corée du Nord, Cuba et le Vietnam. Dans le même temps, il se délimite de toutes les théories de convergence des deux systèmes. Il résume en six points les aspects négatifs des pays du « système socialiste », au sein desquels la bureaucratie politique et la technocratie économique exercent le pouvoir.

1. — La domination de la bureaucratie entrave le développement de l'économie et est à l'origine de l'existence d'un abîme entre les deux systèmes dans les domaines économique, scientifique et technologique.

2. — Dans le système de domination de la bureaucratie, le peuple n'est qu'un objet de la politique.

3. — Les réformes économiques et l'influence croissante des techno-

crates ont abouti à la prédominance des tendances allant vers une société de consommation et à la différenciation croissante entre le niveau de vie de diverses couches de la population. Loin de vouloir surmonter ces contradictions, la bureaucratie politique se contente de tenter de satisfaire les intérêts de certains groupes.

4. — Dans les sociétés qui comportent des peuples divers, la question nationale n'est pas complètement résolue ; il en résulte des tendances centrifuges dont nul ne peut prédire les conséquences.

5. — Le pouvoir de la bureaucratie politique a apporté des limitations considérables aux libertés individuelles. Même si l'on tient compte du fait que ces libertés sont loin d'être identiques dans des pays capitalistes et dans des pays socialistes, il existe pourtant certaines libertés fondamentales dont l'absence ne cesse d'affaiblir l'attrait du système socialiste.

6. — Le pouvoir de la bureaucratie n'autorise aucune discussion politique ou théorique libre sur les défauts du monde socialiste. (Exemple : la critique dépourvue d'objectivité de la Chine par l'U.R.S.S.). L'attitude purement apologétique adoptée à l'égard du système socialiste a abouti à un appauvrissement théorique qui bloque tout développement créateur de la théorie et des relations socialistes.

S. E. L. I. O.

Société d'édition

Librairie Informations ouvrières
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 PARIS

C.C.P. 31697 - 97 - La Source

**PAS DE VACANCES
SANS LECTURE
PASSEZ VOS COMMANDES A LA SELIO**

Quelques suggestions :

TROTSKY : La guerre et la révolution - 75 F.

TROTSKY : Bilan et perspective - 5,50 F.

TROTSKY : Sur la deuxième guerre mondiale - 85 F.

TROTSKY : L'Internationale communiste
après Lénine (2 tomes) - 43 F.

TROTSKY : Comment vaincre le fascisme - 45 F.

J. BERGER : Le naufrage d'une génération - 48 F.

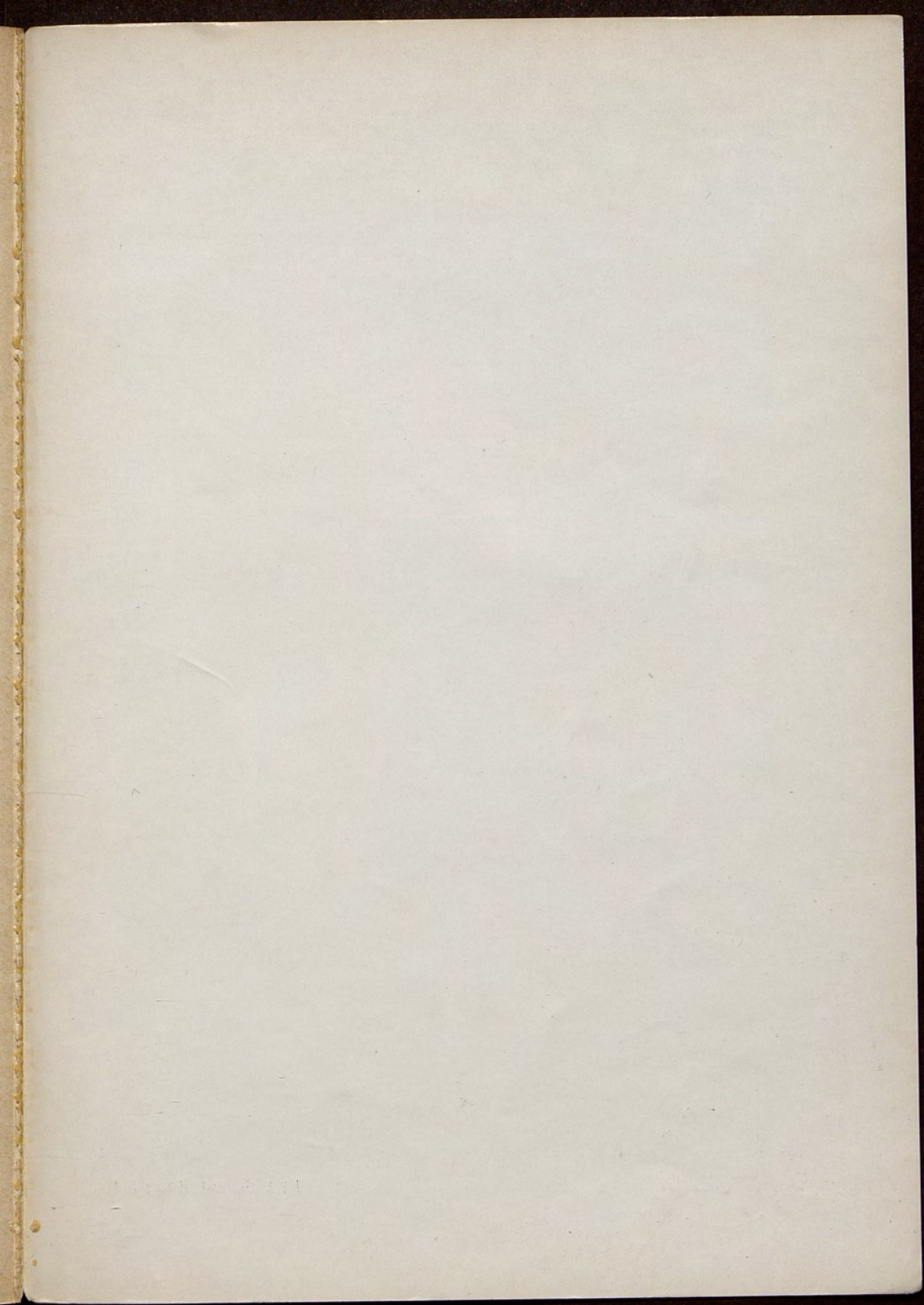
SOLJENITSYNE : L'archipel du Goulag - 24 F.

P. KOHOUT : L'homme qui marchait au plafond - 36,50 F.

**Achetez, commandez
vos livres à la S.E.L.I.O.**

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	1
La bureaucratie, l'académicien et l'impérialisme (A propos d'un éditorial de « Kommounist »), par E. Boivin	4
Extrait de l'éditorial de « Kommounist » (septembre 1973)	10
Zigzags et courbe moyenne de la politique du Kremlin, par E. Boivin	13
Données sur le régime actuel des camps de détenus politiques en U.R.S.S.	19
- Rapport sur les conditions de détention dans les camps du district de Perm	20
- La commémoration du 5 septembre par les prisonniers soviétiques des camps de Perm	23
- Un camp de la mort : Le camp n° 10 du camp de Mordovie	24
Révélations sur le procès Iakir-Krassine	25
Mai 1972 : Insurrection à Kaunas	29
Dossier sur le cas de L. Pliouchtch	33
Yougoslavie — Pourquoi Tito veut expulser de leur chaire les huit philosophes de Belgrade	59
Chronologie des événements politiques concernant la Faculté de philosophie de Belgrade	67
« Culture et révolution »	77
Tribune de discussion internationale :	
- L'opposition socialiste de l'Est et la gauche européenne, par Jiri Pélikan	83
- La rédaction de « Praxis » répond à la bureaucratie	97
- Des thèses d'un marxiste hongrois paraissent dans « Praxis »	105





Prix du numéro : 6 F